

La tragédie du « Koursk »

■ Vladimir Poutine face à la colère d'une population révoltée par le naufrage

■ Les plongeurs norvégiens prêts à pénétrer dans le sous-marin nucléaire russe

■ Les causes de la catastrophe restent encore mystérieuses

Lire page 2

Verts : M^{me} Voynet contestée

■ AUX JOURNÉES D'ÉTÉ des Verts, qui commencent mardi 22 août à Larnas (Ardèche), Dominique Voynet devra faire face à ses oppositions internes. Trois mois avant le congrès de Toulouse, le courant du secrétaire d'Etat Guy Hascoët et du député de Gironde Noël Mamère conteste le leadership de la ministre de l'environnement et prend date pour la présidentielle. Dans une lettre aux militants, MM. Hascoët et Mamère critiquent le bilan de M^{me} Voynet et demandent une plus grande autonomie vis-à-vis du PS. Le retour de Marie-Christine Blandin bouscule également le jeu, tandis que Daniel Cohn-Bendit observe de loin ces batailles internes.

Lire page 8

L'audiovisuel public renforcé



CATHERINE TASCA

AVEC UNE HAUSSE du budget de l'audiovisuel public de 6,1% en 2001, « le gouvernement tient pleinement ses engagements », déclare au Monde Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication, à l'occasion de l'Université d'été de la communication.

Lire page 16

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON, 270 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 822 - 7,50 F



Corse : les clandestins parlent de paix

● Dans un entretien au « Monde », les groupes armés nationalistes, sauf Armata Corsa, condamnent les récents attentats ● Soutenant l'accord de Matignon, ils accusent François Santoni de vouloir le « déstabiliser » ● « Le gouvernement doit poursuivre en toute sérénité le processus »

DANS UN entretien au Monde, les responsables de l'Union des combattants, qui rassemble la plupart des groupes armés clandestins corses, à l'exception d'Armata Corsa, confirment leur soutien au processus de paix. Ils condamnent les trois attentats perpétrés depuis le 12 août et affirment qu'ils sont le fait d'un « activisme groupusculaire ». « Nous avons soutenu dès le début le processus en annonçant un cessez-le-feu que nous avons scrupuleusement respecté et que nous renouvelons aujourd'hui », soulignent-ils. Ils dénoncent en outre les « propos mensongers, voire délirants » de François Santoni, qui estime que le processus de paix est menacé par l'assassinat de Jean-Michel Rossi le 7 août. Pour les responsables clandestins, ce meurtre est un « fait divers », qui ne doit pas mettre en péril le dialogue.

« Le gouvernement doit poursuivre en toute sérénité le processus qu'il a initié », concluent-ils avant d'ajouter : « L'attitude de M. Santoni vise à déstabiliser le mouve-



ment national et le processus en cours. » Réaffirmant que « tout processus de paix n'échappe pas » à la question de l'amnistie, ils concèdent que « la lutte armée n'est pas une fin en soi ». Après la mise en cause du « cabinet de Lionel Jospin » par M. Santoni dans Le Figaro-Magazine du 19 août, les responsables de l'Union des combattants s'interrogent, eux, « sur les liens qui peuvent exister entre certains noyaux ultrajacobins et les derniers attentats ». Daniel Cohn-Bendit déclare au Monde que, dans sa politique pour la Corse, « Jospin a raison » et amorce peut-être « l'accélération d'une politique de décentralisation » (lire page 8).

Nous commençons, en pages « Régions », une série d'articles consacrés à « l'effet Corse » dans les régions à forte identité : l'Alsace, la Bretagne, le Pays basque, mais aussi la Catalogne française, les Savoies, l'Occitanie, ainsi que les DOM et les TOM.

Lire pages 6, 7 et 10

Par 90° de latitude, des scientifiques ont vu fondre le pôle Nord

« J'IGNORE si, au cours de l'Histoire, quelqu'un s'est jamais rendu par 90° nord pour y être accueilli par de l'eau et non de la glace. » Quelle n'a pas été la surprise de l'Américain James McCarthy et des passagers du Yamal, un brise-glace russe en croisière au pôle Nord, d'arriver il y a quelques jours au point le plus septentrional de la planète et de ne pas y trouver de banquise. Embarqué sur ce navire comme conférencier, M. McCarthy, directeur du musée de zoologie comparative de Harvard, participe aussi au Panel international sur le changement du climat (IPCC, financé par les Nations unies) et a déjà, par le passé, traversé l'Arctique. A son retour de croisière, il a livré son témoignage au New York Times du 19 août : lorsque les passagers du Yamal ont été confrontés à ce lagon qu'était devenu le mythique pôle Nord, « il y a eu, raconte-t-il, un sentiment d'alarme. Le réchauffement climatique était réel et, pour la première fois, nous étions en train de voir ses effets dans un endroit si septentrional ».

D'autres indices, notés par James McCarthy et Malcolm McKenna, un paléontologiste

américain également embarqué sur le brise-glace, ont étayé cette prise de conscience : au cours de la traversée, la glace de mer était par endroits si fine qu'elle laissait passer suffisamment de rayons du soleil pour alimenter en énergie du plancton marin ; ont aussi été aperçus quelques spécimens de mouettes blanches dont la présence n'avait jamais été rapportée sous ces latitudes extrêmes.

Cet ensemble de témoignages confirme ce que les océanographes ont récemment décrit dans trois études publiées en décembre 1999 : la banquise arctique, immense pack de glace flottant de 14 millions de kilomètres carrés en hiver - mais deux fois plus petit et souvent troué à la fin de l'été -, fond rapidement et sûrement. L'analyse des données satellitaires a prouvé qu'entre 1978 et 1998 la surface prise par la glace de mer a perdu en moyenne et par an la bagatelle de 37 000 kilomètres carrés. Mais ce phénomène de peau de chagrin n'est rien quand on le compare à l'amincissement que la banquise a subi au cours des dernières décennies. Grâce à des campagnes sous-marines menées entre 1993 et 1999 dont

les données ont été comparées avec les relevés effectués au cours de plongées militaires accomplies entre 1958 et 1976, les chercheurs ont constaté que l'épaisseur moyenne du pack était tombée de 3,1 mètres à 1,8 mètre, soit une diminution de 40 %.

Par prudence, les scientifiques hésitent encore à désigner unanimement le réchauffement planétaire comme seul responsable de cette fonte accélérée. Pourtant tous les modèles climatologiques montrent qu'une hausse du taux de CO₂ va davantage augmenter la température aux pôles qu'à l'équateur (5° C contre moins de 1° C). Mais sont aussi évoquées, comme causes possibles, l'intrusion d'eau plus chaude et plus salée dans l'Arctique ou des oscillations climatiques décennales ou pluridécennales.

Par prudence également, le capitaine du Yamal a fait dix kilomètres de plus pour que ses passagers puissent descendre de son navire et dire, à leur retour de croisière, qu'ils avaient quand même marché sur le pôle.

Pierre Barthélémy



LES SÉRIES DE L'ÉTÉ

Les folies d'Internet

1. Portails et supermarchés

Notre collaborateur Daniel Schneidermann est parti en voyage sur Internet comme un explorateur, pour en découvrir toutes les folies. Dans le premier volet de ce périple illustré par Glen Baxter, qui durera deux semaines, il aborde la Toile en consommateur, découvrant, seul souvent, interloqué parfois, ironique toujours, achats groupés, supermarchés on line et portails ouverts sur le vide ou sur un attroupelement autour d'un scooter. p. 12



SPORTS

A saute-drapeaux

A l'approche des Jeux olympiques de Sydney, le recours à des sportifs naturalisés se multiplie dans les pays riches. Ainsi, malgré l'opposition du Maroc, son pays d'origine, Driss Maazouzi (photo) devrait courir pour la France. Mais Cuba refuse que ses anciens ressortissants concourent sous de nouvelles couleurs. p. 21

D'Aléria à Matignon

LA COÏNCIDENCE est chargée de symboles : vingt-cinq ans après les événements d'Aléria des 21 et 22 août 1975 - qui ont marqué le déclenchement du cycle de violences en Corse -, un accord signé pour la première fois par le gouvernement et l'essentiel des forces politiques insulaires, nationalistes inclus, ouvre l'espoir d'une progressive « sortie de crise ». Il aura donc fallu un quart de siècle, parsemé de morts et de bombes, pour que soient jetées, en juillet, les bases d'une solution au « problème corse » qui s'inspirent de revendications émises... dès les années 70. Le régionalisme puis l'autonomisme et enfin le nationalisme ne sont en effet rien d'autre, à leur naissance, qu'une révolte d'une partie des forces vives locales, face au lent déclin d'une île marquée par le « non-développement » économique et le blocage politique.

Dès 1959, un mouvement revendicatif - qui n'est pas encore autonomiste, à peine régionaliste - se développe en Corse. Motivé au départ par l'important retard d'équipements de l'île, ce mouvement, faute de réponses de l'Etat, ne fera que se durcir. A posteriori, on ne peut qu'être frappé par l'attitude des pouvoirs publics, campés sur un immobilisme dévastateur, quand ils ne tombent pas, sans même s'en rendre compte,

dans la provocation : c'est le cas lorsque Paris, au début des années 60, envisage d'installer en Corse rien de moins qu'un centre d'essais nucléaires ou quand les rapatriés d'Algérie sont installés dans des conditions qui provoquent la révolte et l'amertume des jeunes agriculteurs insulaires.

A Aléria, sur la côte orientale de l'île, le 21 août 1975, des militants de l'Action pour la renaissance de la Corse (ARC), emmenés par Edmond Simeoni, occupent une cave viticole appartenant à un rapatrié. Ils veulent dénoncer le scandale des vins frelatés qui symbolise les frustrations engendrées par la politique agricole du gouvernement, assimilée par beaucoup de jeunes Corses à une sorte de « colonisation » intérieure. Les dirigeants régionalistes veulent aussi, par ce coup d'éclat, calmer les impatiences de leurs militants des générations montantes, qui se radicalisent de plus en plus. Même s'ils sont armés, l'action se veut surtout médiatique. La réponse des pouvoirs publics illustre bien les crispations de la majorité de droite de l'époque : deux mille gendarmes mobiles, appuyés par des hélicoptères et des blindés légers, sont déployés sur le terrain.

Jean-Louis Andreani

Lire la suite page 13



Yves Rocher croit qu'il n'y a pas d'âge pour être belle.



MANFRED DEIX

L'Autriche caricaturée

Le Kunsthaus de Vienne consacre jusqu'au 17 septembre une rétrospective au caricaturiste autrichien Manfred Deix. Trois cents œuvres raillent ses cibles favorites : les gros, les chasseurs, l'Eglise catholique, la famille ou Jörg Haider. Son style unique, qui allie la cruauté du trait à la finesse de l'aquarelle, a fait de Manfred Deix, âgé de cinquante et un ans, une star dans les pays germaniques. p. 24

International	2	Carnet	20
France-Société	6	Emploi/annonces	20 et 27
Régions	10	Aujourd'hui	21
Horizons	12	Météorologie	23
Abonnements	14	Jeux	23
Entreprises	15	Culture	24
Communication	16	Guide culturel	26
Tableau de bord	17	Radio-Télévision	31

RUSSIE Le drame du sous-marin *Koursk* déclenche une tempête politique en Russie, où les critiques se multiplient contre l'inefficacité des secours russes, tandis que le président

Vladimir Poutine est accusé d'« insensibilité ». ● LE CHEF DE L'ÉTAT s'est exprimé, dimanche 20 août, à la télévision pour assurer que les secours continueraient jusqu'à « la dernière

minute ». Mais selon des responsables militaires, la plupart de l'équipage du *Koursk* aurait péri peu après l'accident du 12 août. Cette information est venue s'ajouter à une semaine de

contradictions et de silences du côté de l'armée et des officiels. ● À MOURMANSK, les habitants dénoncent le retard pris avant d'appeler des secours étrangers. ● DES PLONGEURS norvé-

giens ont réussi, lundi 21 août, à ouvrir une première écouteille du sas d'évacuation du *Koursk*. Ils devaient poursuivre leurs efforts pour tenter de pénétrer à l'intérieur du sous-marin.

Naufrage du « Koursk » : le pouvoir et les militaires mis en accusation

Le président Poutine, silencieux durant plusieurs jours, a tenté de rétablir son image en intervenant à la télévision pour faire part de son émotion. Les dirigeants sont soupçonnés d'avoir caché à l'opinion russe les informations qu'ils détenaient sur le sort de l'équipage, probablement mort, du sous-marin

MOURMANSK

de notre envoyé spécial

La Russie est entrée ce week-end dans une crise majeure, dont les conséquences pourraient être dévastatrices pour le nouveau pouvoir de Vladimir Poutine. Une immense émotion a submergé tout le pays, samedi 19 août, lorsque l'état-major de la marine et les responsables politiques ont confirmé ce qui était deviné depuis plusieurs jours : l'équipage du sous-marin nucléaire *Koursk* a péri par plus de 100 mètres de fond en mer de Barents ; la majorité des cent dix-huit marins à bord ont trouvé la mort dès l'accident, intervenu samedi 12 août.

Dimanche soir, la chaîne gouvernementale ORT, que contrôle l'homme d'affaires Boris Berezovski, développait un thème omniprésent dans les médias et que résume ainsi l'hebdomadaire *Novaïa Gazeta* : « La tragédie du *Koursk* répète trait pour trait la catastrophe de Tchernobyl ». L'explosion du réacteur nucléaire, le 26 avril 1986, fut passée sous silence puis minimisée – le premier communiqué officiel faisait état de « deux morts » – et le président Mikhaïl Gorbatchev ne devait l'évoquer que près de trois semaines plus tard, le 14 mai. « Pour le *Koursk* également, on nous a offert chaque jour une nouvelle version de l'événement alors que l'état-major savait »,

a accusé ORT. « C'est le même silence, puis la même annonce selon laquelle la technique soviétique est la meilleure du monde, puis la même évocation des "conditions extérieures" difficiles ; le mauvais temps est l'éternelle justification de tous les malheurs du pouvoir soviétique », écrit *Novaïa Gazeta*. C'est ce retour aux temps soviétiques, aux vieilles habitudes « de mensonge et de manipulation », qui est désormais mis en avant par les médias russes, renvoyant M. Poutine à son passé d'ancien officier du KGB. Le drame du *Koursk* risque ainsi de briser l'idylle qui semblait nouée entre le nouveau président et les Russes.

« LES DEUX PREMIÈRES MINUTES »

Dimanche, recevant au Kremlin le patriarche de toutes les Russies, Alexis II, M. Poutine a tenté de répondre à l'attente du pays. « C'est la douleur au cœur et les larmes aux yeux que nous suivons tous la tragédie qui se déroule dans la mer de Barents », déclarait-il, avant de répéter que « tout sera entrepris jusqu'à la dernière minute ». Mais ni le Kremlin ni l'état-major de la marine ne daignaient s'expliquer sur leur communication catastrophique, où le secret l'a disputé au mensonge durant toute une semaine.

Samedi, alors que les équipes de sauvetage norvégienne et britan-

nique rejoignaient les bateaux de secours russes, l'état-major se résolvait à dire ce que les plongeurs étrangers auraient immédiatement découvert. « Les délais de survie ont été dépassés », déclarait Mikhaïl Motsak, chef d'état-major de la flotte du Nord. « Les chances de survie sont purement théoriques »,

Indignation dans les médias

Les télévisions et radios russes ont multiplié, tout au long du week-end, les éditions spéciales, amplifiant une émotion et une tension que l'on pouvait ressentir partout, dans les rues de Mourmansk, cette ville-port voisine du siège de l'état-major de la flotte du Nord, comme à Moscou. Mais le ton a changé, et l'heure est venue pour les médias russes, prudents les premiers jours de la catastrophe, d'accuser le pouvoir, l'« insensibilité » du président Vladimir Poutine, l'« impéritie et le cynisme » des militaires.

« Eux ne couleront pas ! », titre, lundi 21 août, le quotidien à grand tirage *Moskovskii Komsomolets*, au-dessus de trois photos montrant Vladimir Poutine en vacances à Sochi, le ministre de la défense, Igor Serguiev, jouant au billard, et l'amiral Kouraïedov, qui « confond les rives de la mer Noire avec celles de la mer de Barents »... – (Corresp.)

ajoutait le vice-premier ministre, Iliia Klebanov, ajoutant que « la majorité de l'équipage est morte au cours des deux premières minutes » de la catastrophe.

L'état-major pouvait-il ignorer jusqu'à ce samedi 19 août ? Selon des spécialistes interrogés à Mourmansk, la violence de l'accident et l'interruption immédiate de toutes les communications radio du sous-

marin étaient des éléments suffisants pour que les experts militaires comprennent de suite l'ampleur de la catastrophe. Le vice-amiral Motsak l'a d'ailleurs implicitement reconnu en racontant les faits suivants : peu après l'accident, des marins survivants « ont frappé contre la coque ;

Vladimir Poutine sait donc que l'équipage est perdu. Il qualifie la situation de « lourde, critique » et assure que « pas une minute n'a été perdue ». Le mercredi soir, la Russie accepte officiellement l'aide proposée par la Grande-Bretagne et la Norvège, tandis que le porte-parole de la flotte du Nord estime que « l'espoir » de sauver l'équipage demeure.

« UNE EXPLOSION INITIALE »

Pourquoi n'avoir pas simplement annoncé immédiatement l'ampleur de l'accident plutôt que de laisser se développer une telle crise ? Les médias russes répondent par l'incompétence de la bureaucratie militaire, la culture du secret et la menace qu'une telle annonce représentait pour Vladimir Poutine, qui s'est toujours appuyé sur l'armée pour promettre de « restaurer la grandeur de la Russie ». Mais le pouvoir est aujourd'hui menacé par une autre tempête, si les causes exactes de l'accident peuvent être établies et sont rendues publiques.

Le samedi 12 août, vers 11 h 30, le *Koursk*, qui est en immersion à une profondeur de 11 à 20 mètres, est victime d'une « collision très violente », selon le vice-amiral Motsak. Une voie d'eau est ouverte et le sous-marin sombre au fond de la mer de Barents. Suit une explosion « de forte puis-

sance » dans la salle des torpilles, qui détruit l'avant du bâtiment. « Trois ou quatre torpilles au moins ont explosé, ce qui a provoqué la mort immédiate de la moitié de l'équipage ». Quelle est cette première collision ? Le vice-amiral Motsak a évoqué un choc avec un sous-marin britannique – version aussitôt démentie par Londres –, ou avec une mine de la seconde guerre mondiale – mais les spécialistes estiment qu'elle n'aurait pas pu commettre de tels dégâts.

Il reste donc d'autres hypothèses évoquées par les spécialistes, dont celle d'une collision entre le sous-marin et un navire militaire russe, scénario évidemment démenti par l'état-major. D'autres experts, cités par la chaîne de télévision NTV, évoquent le tir d'une torpille ou d'un missile qui, devenu « fou » et sans contrôle, serait revenu frapper le sous-marin avant que les militaires puissent le détruire. Le vice-amiral Motsak, avant de parler de collision, n'avait pas totalement exclu « une explosion initiale » déclenchant le sinistre. Si l'un de ces deux scénarios se confirmaient, mettant directement en cause la désorganisation de la flotte nucléaire stratégique russe, le drame du *Koursk* se doublerait, pour M. Poutine, d'une catastrophe politique.

François Bonnet

Les plongeurs norvégiens s'appêtent à pénétrer dans le submersible

AUX PREMIÈRES HEURES de la matinée de lundi, à 7 h 45 locales (5 h 45 à Paris), les plongeurs norvégiens avaient réussi à déverrouiller l'écouteille extérieure d'un sas du sous-marin *Koursk*. Ce sas ouvre, à l'arrière du bâtiment naufragé, sur son neuvième compartiment. Les hommes-grenouilles n'ont trouvé personne à l'intérieur du sas, qui est inondé, et n'ont pas réussi à ouvrir l'écouteille intérieure, selon John Espen Lien, le porte-parole norvégien basé au Centre britannique de coordination, à Londres. Les plongeurs s'appêtent, dans la matinée de lundi, à redescendre pour tenter d'ouvrir l'écouteille intérieure et pénétrer à l'intérieur du bâtiment. L'opération sera effectuée « quand seront résolus tous les problèmes de sécurité », a dit Erlend Raanes, porte-parole du commandement militaire norvégien, sans préciser la nature de ces problèmes.

Le vice-amiral Viatcheslav Popov, commandant de la flotte du Nord, a, par ailleurs, démenti l'information diffusée peu auparavant par la télévision NTV selon laquelle le mini-submersible britannique LR 5 était descendu, lundi matin, pour tenter d'ouvrir le sas et permettre aux plongeurs d'entrer dans le *Koursk*. « La situation a changé » avec l'ouverture

du sas et les sauveteurs vont maintenant examiner la nécessité ou non d'utiliser le LR 5, a ajouté l'amiral.

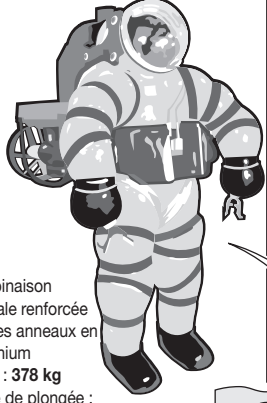
La plongée du LR 5 requiert près de deux heures, selon le ministère britannique de la défense. Le LR 5 long de 10 mètres et d'un poids de 21 tonnes, peut emporter un équipage de trois personnes – un pilote, un copilote et un médecin – et un compartiment de sauvetage où peuvent prendre place quinze rescapés. Son autonomie est de huit heures.

UN DES DEUX SAS

Les équipes de secours norvégiennes et britanniques étaient entrées en action, dimanche 20 août, commençant par filmer l'épave pour établir l'étendue des dommages subis par le sous-marin nucléaire, qui s'est échoué le 12 août par 108 mètres de fond. Les sauveteurs ont ensuite examiné la possibilité d'ouvrir un des deux sas disposés à l'arrière du navire, l'un paraissant particulièrement endommagé et inaccessible. Les plongeurs, se sont aussi entraînés, dimanche, sur un sous-marin russe analogue au *Koursk* à ouvrir le sas de secours, dans la plus grande base navale russe de l'Arctique, Vidiaïev, près de Severomorsk.

Plongeurs et mini-sous-marin luttent pour entrer dans le *Koursk*

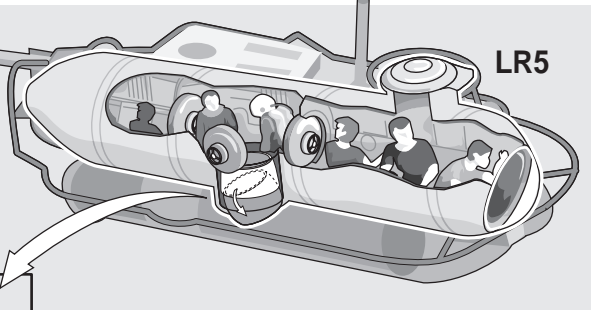
La mission des plongeurs



Combinaison spéciale renforcée par des anneaux en aluminium
Poids : 378 kg
Durée de plongée : 6 à 8 heures.


Les plongeurs norvégiens ont réussi lundi matin à déverrouiller un sas du *Koursk*. Ils devaient tenter ensuite de pénétrer dans le submersible afin de savoir s'il reste des survivants et dans quel état est l'intérieur du bâtiment.

La mission du mini-sous-marin LR5



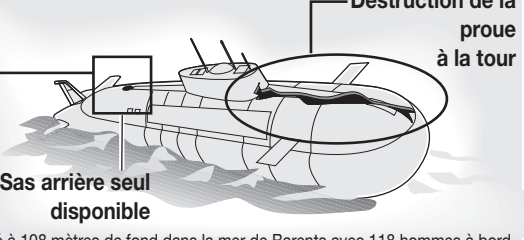
L'intervention du LR5 n'était pas encore décidée lundi matin. Sa descente requiert près de deux heures. Il dispose d'un sas mobile pouvant se fixer au sous-marin

incliné. Si cette opération réussissait, la sortie des naufragés, morts ou vivants, serait possible.



Sas

Koursk



Destruction de la proue à la tour

Le *Koursk* est échoué à 108 mètres de fond dans la mer de Barents avec 118 hommes à bord
Source : AFP

Une des premières informations à recueillir lors de l'ouverture du sas est l'examen des manomètres indiquant la pression qui règne à l'intérieur, selon le correspondant de la télévision russe RTR, seul journaliste présent à bord des navires de secours. « Avec une pression normale à l'intérieur du sous-marin, l'équipage pouvait survivre jusqu'au 22 août. Mais la pression de 10 kilogrammes provoquée par l'accident, selon nos estimations, ne le permettait plus », a déclaré, samedi, le vice-premier ministre russe Iliia Klebanov, en qualifiant de « purement théorique » la possibilité que des membres de l'équipage aient pu survivre.

Par ailleurs, le ministère britannique de la défense a démenti, samedi, qu'un sous-marin britannique ait pu être à l'origine de la catastrophe du *Koursk*, affirmant qu'aucun submersible de la Royal Navy ne se trouvait pas dans cette zone au moment de l'accident. Le ministère norvégien de la défense avait, par ailleurs, annoncé que le sous-marin nucléaire américain *Memphis* était arrivé dans une base navale norvégienne sans dommage extérieur aucun – confirmant l'annonce antérieure des Etats-Unis que leurs navires n'étaient pas impliqués dans l'accident.

« L'armée cache les choses, c'est un système, une manière de vivre »

MOURMANSK

de notre envoyé spécial

Dans le port de Mourmansk, Anatoli, soixante ans, veille sur un ponton envahi de grues rouillées,

REPORTAGE

Dans la ville-port cernée par les bases secrètes et les « villes fermées » de la marine russe

de ferrailles et de matériels indéterminés. Ce dimanche 20 août, l'ancien marin – trente-cinq ans passés dans la flotte commerciale de la ville – n'a la tête à rien et se chauffe à de pâles rayons de soleil. « Je suis fatigué d'y penser, cela n'aurait pas dû arriver, cent dix-huit gars perdus comme ça, non... » Cernée par les bases secrètes et les « villes fermées » de la marine, Mourmansk a, toute une semaine, vécu les radios et télévisions allu-

mées en permanence. Depuis que le drame est enfin reconnu par l'état-major de la flotte du Nord, l'heure est aux questions et aux accusations. « Je pense que l'équipage n'était pas assez entraîné, dit Anatoli, mais, surtout, les moyens de sauvetage les plus primitifs ont été utilisés. Qu'est-ce que c'est que ce sous-marin de secours que notre marine n'a pas su manœuvrer ? » Anatoli évoque des « temps devenus incompréhensibles, qui font que nous n'avons même pas de plongeurs spécialisés, que nous accumulons les retards techniques ».

L'ancien marin ne croit pas à la fatalité, pas plus aux accidents sans responsables, et désigne directement le commandement de la flotte du Nord. « L'armée cache les choses, elle l'avait déjà fait pour le *Komsomolets* », ce sous-marin nucléaire qui sombra en 1989, « et ce-la continue. C'est un système, vous comprenez, une manière de vivre ». Sur le quai voisin, la navette Me-

tel-II, qui traverse le fjord pour rejoindre Abram-Mys, village adossé à la taïga, embarque son lot de promeneurs, des familles entières qui vont, en ce dimanche où perce déjà l'automne, ramasser champignons et baies rouges. Tous parlent de « tragédie », d'« horreur ». « Mourmansk va beaucoup souffrir, c'est un drame pour chaque famille ici », dit Viktor, mécanicien du *Metel-II*. Les avis ne sont pas unanimes. Plusieurs pensent que « oui, sûrement, tout a été fait ». « Ce qui s'est passé est comme une catastrophe naturelle, l'Etat ne peut pas être accusé », ajoute Viktor.

« COMME LA TCHÉTCHÉNIE »

« Notre état-major a fait ce qu'il a pu, veut se convaincre un officier de marine qui ne souhaite pas donner son nom, mais nous n'avions pas les moyens technologiques. » Denys, vingt ans, fait son service militaire. Il ne veut accuser personne, évoque des « raisons

normales de secret militaire », ne reproche pas au président Vladimir Poutine de ne pas s'être rendu à Mourmansk – « il aurait gêné les spécialistes ». Mais, jeune appelé, Denys explique que lui et ses compains « s'inquiètent ». « Après tout, le *Koursk*, c'est un peu comme la Tchétchénie. On a peur de tous ces drames, peur que la même chose arrive dans un endroit que l'on croyait sûr ».

Maria, postière à Mourmansk, contient ses larmes quand elle parle du *Koursk* et de « nos enfants qui sont morts ». « Tout recommence comme avant, comme pour le *Komsomolets*, dit-elle, la vie des gens n'est jamais prise en considération. Il fallait accepter l'aide étrangère tout de suite, l'armée ne l'a pas voulu, et Poutine devait absolument venir, prouver son soutien moral. A mon travail, nous sommes un collectif de femmes et nous pensons toutes cela. » Des hauteurs d'Abram-Mys,

agrégat de campagne, de ruines industrielles et de barres HLM hors d'âge, se devinent les bases stratégiques de Severomorsk, « capitale » de la flotte du Nord. German revient de la forêt, un seau de champignons à chaque bras. « Notre président a fait une énorme erreur, ma femme et moi sommes extrêmement déçus, dit-il. Vous comprenez, on pense toujours être un grand pays, prestigieux, et au nom de ce prestige, on sacrifie des hommes. La marine a dit avoir fait trente tentatives de sauvetage, toutes ont échoué ! »

LA LISTE ACHETÉE

Vendredi, le quotidien *Komsomolskaïa Pravda* publiait la liste de l'équipage du *Koursk*, expliquant l'avoir achetée 18 000 roubles (4 500 francs) à un officier de l'état-major. « Comment peut-on faire une chose pareille, s'emporte German, de quoi peut-on encore parler quand des

militaires vendent ainsi la patrie ? » Plus loin, ils sont cinq autour d'une vieille voiture Moskvitch, de retour de la forêt, pas pour les champignons, eux, mais pour mieux goûter au grand air les « 100 grammes » de vodka – « c'est comme ça qu'on fait ici », dit l'un d'eux. Vitiia assure que lui, « moujik costaud », « pleure pour ces jeunes ». « C'est le bordel, tout est désorganisé, et puis le commandement se moque de la sécurité des personnels », peste-t-il. « L'honneur, l'honneur... il fallait d'abord sauver ces gars, peu importe comment et par qui, des Russes, des Anglais, des Chinois », ajoute son voisin.

De l'autre côté du fjord, loin au bout du port de Mourmansk, des épaves de sous-marins et de vedettes militaires rouillent dans les eaux, annonçant l'entrée de la base de Severomorsk.

F. Bt

La police espagnole est dépassée par une ETA rajeunie

Une bombe-ventouse a tué deux gardes civils dimanche au Pays basque, L'organisation séparatiste semble s'être renforcée d'éléments plus jeunes et plus radicaux

Deux gardes civils, un homme et une femme, sont morts, dimanche 20 août, à la suite de l'explosion d'une bombe-ventouse accrochée à leur voiture à Sallent de Gallego, au Pays basque espagnol. Depuis le début de l'été,

l'ETA s'est lancée dans une campagne d'attentats sans précédent ces dernières années, frappant dans tout le pays et choisissant parmi un très large éventail de victimes. Le bilan actuel est de onze morts. Face à cette offen-

sive, la police se heurte à des difficultés. Les militants historiques, fichés depuis des années, auraient largement cédé la place à de très jeunes terroristes radicaux inconnus des services de police. Les policiers estiment que

le Sud-Ouest français leur sert de base arrière, beaucoup des voitures piégées ayant auparavant été volées en France. Les forces de sécurité espagnoles ont renforcé leur surveillance de la frontière.

MADRID

correspondance

Après onze jours de répit, l'ETA a repris, dimanche 20 août, sa violente offensive estivale en tuant deux jeunes gardes civils à Sallent de Gallego, un petit village des Pyrénées proche de la frontière française. Les deux agents, un homme et une femme, ont été victimes d'une bombe-ventouse, technique meurtrière fréquemment employée par l'organisation séparatiste basque.

L'engin, accroché sous la voiture tout-terrain à bord de laquelle les agents s'approprièrent à effectuer une patrouille matinale, a explosé au démarrage du véhicule. « Une énorme explosion a été entendue dans tout le village. Un champignon de fumée s'est élevé dans le ciel et les débris de la voiture ont été éparpillés sur plusieurs dizaines de mètres », a raconté à la radio nationale d'Espagne le maire de Sallent de Gallego, José Luis Sanchez. Irène Fernandez, trente-deux ans, a été catapultée sur une dizaine de mètres par la violence de l'explosion et a été tuée sur le coup, devenant la première garde civile à périr dans un attentat ter-

roriste depuis que les femmes ont été admises au sein de ce corps de gendarmerie en 1988. Son collègue, José Angel de Jesus Encina, vingt-deux ans, est décédé durant son transfert à l'hôpital.

« J'espère que la mort d'Irène et de José pèsera toute la vie sur la conscience de leurs assassins. Ce sont des gens sans âme, des fascistes », s'est exclamé, bouleversé, le maire, José Luis Sanchez, dont le petit village de montagne, peuplé d'à peine 500 habitants, avait déjà été frappé par le terrorisme en août 1997. Une bombe déposée par l'ETA dans la niche du chien devant la même caserne de la garde civile avait alors provoqué de légers dégâts matériels.

BASES ARRIÈRE

L'assassinat des deux gardes civils a été immédiatement attribué à l'ETA par les autorités. Selon le ministère de l'intérieur, l'hypothèse la plus vraisemblable est que le ou les auteurs de l'attentat se sont enfuis en France, distante de moins de dix kilomètres, après avoir posé leur bombe. Depuis plusieurs jours, les forces de sécurité espagnoles ont renforcé la

surveillance de la frontière. Elles soupçonnent fortement l'ETA de disposer de bases arrière dans le Sud-Ouest français, où l'on préparerait les explosifs avant de les acheminer en territoire espagnol. Bon nombre des voitures piégées qui ont explosé durant la violente offensive estivale de l'ETA avaient été volées en France. Les autorités espagnoles attribuent par ailleurs à l'ETA un vol d'explosifs et de détonateurs le 27 juillet près de Pau. La garde civile et la police évoquent en outre la possibilité d'une « route aragonaise » à travers laquelle transiteraient les activistes et leur matériel, pour éviter les postes-frontière franco-espagnols du Pays basque et de Catalogne, trop surveillés.

La mort des deux jeunes fonctionnaires a suscité l'indignation générale de l'ensemble des forces politiques d'Espagne, et des manifestations de réprobation ont été convoquées lundi dans tout le pays. Les Espagnols éprouvent de la colère et de l'impuissance face à une offensive terroriste qui semble sans fin. Depuis le début de l'été, l'ETA s'est lancée dans une campagne d'attentats sans précédent

ces dernières années, frappant dans tout le pays et choisissant parmi un très large éventail de victimes. Militaires, agents des forces de sécurité, entrepreneurs, hommes politiques de toutes tendances et journalistes ont été pris pour cible, sans compter les dizaines de passants blessés par les deux voitures piégées que l'organisation a fait exploser à Madrid.

DIFFICULTÉS POLICIÈRES

Face à cette brutale offensive estivale, les succès policiers ont été rares. La police basque a arrêté samedi trois activistes présumés de l'ETA à Vitoria et saisi des armes et des explosifs. En juillet, deux etarras avaient été appréhendés à Saragosse alors qu'ils préparaient un attentat contre le maire de la ville. Mais, réorganisée et réarmée durant sa longue trêve, l'ETA est devenue beaucoup plus difficile à combattre qu'auparavant.

Les militants historiques, fichés depuis des années par la police, auraient largement cédé la place à de très jeunes terroristes, issus de la mouvance séparatiste radicale mais inconnus des services de police et donc beaucoup plus diffi-

ciles à neutraliser. Ce rajeunissement de l'ETA, qui expliquerait également en grande partie l'actuelle radicalisation de l'organisation, a été illustré lors de la mort, le 7 août, de quatre activistes dans l'explosion de la voiture bourrée d'explosifs qu'ils conduisaient dans Bilbao.

Sur ces quatre militants, l'un était un « historique » de l'ETA âgé de trente-neuf ans, Patxi Rementeria. Les trois autres dépassaient à peine la vingtaine. Leurs obsèques ont donné lieu durant le week-end à quelques incidents au Pays basque. A Hernani, ville natale de l'un des défunts, Ekain Ruiz, la police a chargé contre un groupe de sympathisants indépendantistes qui voulaient installer une chapelle ardente dans la mairie. Le conseil municipal d'Hernani, dominé par les séparatistes proches de l'ETA, avait décidé vendredi 18 août de nommer Ruiz « enfant prodige » de la ville et de lui payer des funérailles officielles, une décision annulée par la justice quelques heures avant l'enterrement.

Roland de Courson

L'offensive accroît les tensions au Pays basque français

BAYONNE

de notre correspondant

Ne connaissant ni les attentats, ni les meurtres, ni la violence qui sévissent à 30 kilomètres au sud de Bayonne, le Pays basque français pourrait paraître s'adonner exclusivement aux délices du tourisme estival. Pourtant, l'affrontement actuel plonge ses racines dans un arrière-plan historique, géographique et culturel dont sont partie prenante, sinon témoins, les Basques français.

Traditionnellement le Pays basque, Euskal Herria, est constitué de sept provinces (trois en France, quatre en Espagne). Et le tout est aujourd'hui administrativement divisé en trois ensembles : la communauté autonome d'Euskadi ainsi que celle de Navarre au sud des Pyrénées, et le Pays basque français, sans existence juridique et qui n'est qu'un élément du département des Pyrénées-Atlantiques.

En Espagne, modérés du Parti nationaliste basque (PNV) ou radicaux d'Herri Batasuna (HB), les nationalistes basques, depuis Sabino Arana Goidi, le fondateur de l'abertzalisme, à la fin du XIX^e siècle, considèrent tous que l'objectif est de rassembler ces territoires politiquement, culturellement, voire économiquement. Quitte à diverger sur les moyens, les priorités et les échéances.

Interrogé début août par les quotidiens *Deia* de Bilbao et *Sud-Ouest* de Bordeaux, Arnaldo Otegi, porte-parole de la coalition électorale Euskal Herritarrok (« Nous les citoyens basques ») n'a pas dit, à sa façon, autre chose en reprochant au PNV et à Eusko Alkartasuna (EA), les deux formations qui dirigent la communauté autonome basque d'Espagne, de ne pas avoir « engagé un processus de souveraineté nationale touchant l'ensemble des sept provinces basques ». Et de s'exclamer : « Je ne supporte pas de voir des panneaux du conseil général des Pyrénées-Atlantiques. »

Eusko Alkartasuna et le Parti nationaliste basque ont des structures spécifiques à Bayonne même ; Herri Batasuna ayant, pour sa part, a noué des liens au nord avec la coalition de gauche Abertzaleen Batasuna. Par ailleurs, l'organisation de jeunesse Jarrai, au sud, a fusionné dans Haika avec sa cousine du nord, Gazteriak, en avril dernier.

Sans rien renier du credo nationaliste, l'ETA, dans son registre, n'a pourtant jamais, depuis sa fondation en 1959, mené d'actions offensives sur le territoire français. L'organisation clandestine y a en effet trouvé un temps des abris, des caches pour ses armes, mais rien n'a prouvé jusqu'à présent qu'elle y levait l'impôt révolutionnaire.

Les déclarations des leaders indépendantistes viennent de raviver quelques craintes

Dérobant de la dynamite jusqu'en Bretagne en septembre 1999, dissimulant ses militants à Bordeaux, Toulon ou Paris, l'ETA a pragmatiquement préféré conserver le plus longtemps possible, en Pays basque français, une base de repli et évité de multiplier les terrains d'affrontement.

En décembre 1999 toutefois, lors de son procès à Paris, José Javier Arizkuren Ruiz, dit Kantauri, déclarait les autorités françaises « ennemies du peuple basque » et appelait à les combattre « par tous les moyens ». Une déclaration de l'ex-chef des commandos de l'ETA restée sans suite précise et alors commentée ainsi par Michèle Alliot-Marie, députée et maire RPR de Saint-Jean-de-Luz : « On ne saurait écarter des attentats de l'ETA en France, mais j'observe

que, jusqu'à présent, jamais l'ETA n'a commis d'abus notoires en territoire français. »

La récente offensive estivale de l'ETA sur le sol espagnol, les déclarations des leaders indépendantistes viennent cependant de raviver quelques craintes : « A la lecture des propos d'Arnaldo Otegi, les Basques de France seront intéressés de savoir qu'outre-Bidasoa certains nourrissent pour eux des projets d'indépendance. Comme si nous n'étions pas capables de décider par nous-mêmes de notre avenir », s'exclame le député socialiste de Bayonne, Jean Espilondo. Sur les bords de l'Adour toujours, la branche française du Parti nationaliste basque (PNB), faisait ainsi écho aux déclarations du porte-parole indépendantiste : « Certes, la seule communauté autonome d'Euskadi, avec ses trois provinces, ne représente pas la totalité du territoire ni du peuple basques. Notre volonté et nos efforts pour créer un jour une eurorégion basque prouve justement que nous ne nous en accommodons pas. »

N'écarter pas un risque de contagion en Pays basque français, Didier Borotra, sénateur et maire UDF de Biarritz, relève que « la logique d'affrontement qui existe de l'autre côté de la frontière se traduira chez nous, inéluctablement, par de nouvelles tensions, par des difficultés d'action commune et en définitive par l'invective et l'abandon du dialogue. Déjà, un certain raidissement se fait jour sur des thèmes comme le département basque, le rapprochement des prisonniers de leurs familles, la solidarité et l'unité des pays basques espagnol et français. Le processus qui se déroule au Pays basque espagnol est le pire qu'on pouvait redouter », souligne l' élu centriste, avant d'affirmer : « Il n'y aura de solution politique qu'à partir des autonomistes du PNV, seuls capables de rétablir le dialogue avec Madrid, sans rejeter dans un ghetto les abertzale radicaux. »

Michel Garicoïts

Reprise des négociations pour la libération des otages retenus sur l'île de Jolo

L'AFFAIRE DES OTAGES de Jolo semblait revenue à la case départ après le refus, samedi 19 août, des rebelles musulmans philippins de remettre en liberté leurs captifs si leur propre sécurité n'était pas assurée. Mais la négociation a repris dimanche.

Après avoir menacé de mettre fin à sa médiation, la Fondation libyenne de bienfaisance Kadhafi a de fait annoncé que, à la demande des gouvernements concernés, elle allait reprendre son rôle d'entremetteur. Dirigée par Seif El Islam, l'un des fils du colonel Mouammar, la Fondation Kadhafi avait averti Manille, samedi, qu'elle rappellerait dans les quarante-huit heures « ses responsables présents aux Philippines depuis le début de la crise, son avion et l'équipe médicale déployés sur place depuis plus d'une semaine », si le gouvernement philippin n'entreprenait pas une « démarche positive et concrète ».

Elle faisait allusion à l'exigence du président philippin, Joseph Estrada, de voir les 28 otages relâchés en même temps, ce qu'ont

refusé les rebelles. Deux de leurs chefs, le « commandant Robot » et Mujib Susukan, ont expliqué dans une lettre remise aux négociateurs, samedi, qu'ils craignaient une attaque de l'armée une fois les otages libérés. Ils ont proposé de libérer deux otages occidentaux et de poursuivre les libérations par étapes. Il faut que les Philippines renoncent à leur politique du « tout ou rien » et accepte que les 28 otages encore aux mains des rebelles soient libérés par petits groupes, s'était indigné l'émissaire libyen dans la crise, Rajab Azzarouk, ancien ambassadeur de Tripoli aux Philippines.

TRIPOLI PERSÉVÈRE

Vingt-quatre heures plus tard, dans un communiqué publié à Tripoli, la Fondation Kadhafi a précisé qu'elle reprenait ses bons offices, uniquement guidée par des « considérations humanitaires ». Soulignant qu'elle jouit « d'une estime auprès des habitants [à majorité musulmane] du sud des Philippines, auxquels

[elle] fournit des aides, notamment la construction d'écoles, de dispensaires et de mosquées », elle affirme refuser de « négocier le paiement d'une rançon pour la libération des otages ». De son côté, le ministre libyen des affaires étrangères, Abdel Rahmane Chalgham, a assuré, lors d'une conférence de presse, que Tripoli n'a pas renoncé à sa médiation.

Jacques Chirac aux familles : « Conservez l'espoir ! »

Le président Jacques Chirac a demandé, dimanche 20 août, par téléphone, aux parents des otages français détenus sur l'île de Jolo de « conserver l'espoir d'une solution ». Le chef de l'Etat « a téléphoné à nouveau aux familles de nos compatriotes pour leur dire combien il était à leurs côtés et comprenait leur déception, alors que l'on n'avait jamais été aussi proche du but ». « Il leur a dit qu'ils devaient conserver l'espoir d'une solution et les a assurés que la France restait déterminée à obtenir la libération de tous les otages et poursuivait activement ses efforts en ce sens », a-t-on indiqué à l'Elysée.

Contacté par l'AFP à Drusenheim (Bas-Rhin) où il habite, le père de l'une des otages, Sonia Wendling, a indiqué avoir trouvé « un réconfort » dans cette marque d'attention du président Chirac, qui lui avait déjà téléphoné deux fois auparavant et qui l'avait reçu début juillet à Strasbourg, à l'occasion d'une visite au Parlement européen. — (AFP)

Dimanche soir, le principal négociateur philippin, Roberto Aventajado, a été reçu par le président Estrada pour faire le point avec lui. M. Aventajado a ensuite rendu compte de la teneur de cet entretien à M. Azzarouk, qui doit à son tour en informer Tripoli.

C'est probablement sur cette condition des rebelles, rejetée jusqu'à présent par le président Estrada, que portent les dis-

cussions entre les différents intervenants dans cette crise ouverte il y a près de quatre mois. Les rebelles avaient pris 21 personnes en otages le 23 avril sur l'île malaisienne de Sipadan, dont dix touristes occidentaux. Ils en ont relâché dix depuis, mais en ont pris d'autres, dont trois journalistes français de la chaîne de télévision France 2. Ils détiennent toujours seize Philippines, cinq Français et une Franco-Libanaise, deux Sud-Africains, deux Finlandais et deux Allemands.

DÉPART DES REPRÉSENTANTS

En attendant des résultats concrets, les représentants du Liban, de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne et de la Finlande, qui se trouvaient depuis plusieurs jours à Tripoli, où ils devaient accueillir les otages libérés, ont regagné leurs capitales respectives. L'avion dépêché par Tripoli pour assurer le transport des otages une fois qu'ils auront été libérés se trouve toujours aux Philippines. — (AFP, Reuters.)

« Bavure » en Colombie : l'armée tue six écoliers et en blesse quatre

BOGOTA

de notre correspondant

Les premiers éléments de l'enquête, ouverte mardi 15 août après la mort de six écoliers au cours d'une opération militaire dans la région de Medellín, semblent confirmer que les enfants ont bien été abattus par l'armée. Vendredi, au cours d'une conférence de presse, le ministre de la défense a admis la possibilité d'une « erreur humaine ». La mort de ces enfants vient rappeler, si besoin est, que ce sont souvent les civils qui payent le prix du conflit colombien et de ses horreurs. Les partisans d'une solution politique accueillent avec un optimisme mesuré la proposition de cessez-le-feu bilatéral formulé, dimanche 20 août, par les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), le principal mouvement de guérilla du pays.

Les enfants de l'école de Pueblo Rico, situé au sud-ouest du département d'Antioquia, portaient de bon matin pour un pique-nique lorsqu'ils furent surpris par le feu des fusils mitrailleurs. Six sont morts – l'aîné avait dix ans –, quatre sont à l'hôpital. Les écoliers seraient-ils morts accidentellement, pris dans le feu croisé entre soldats et guérilleros, comme le soutiennent aujourd'hui les responsables militaires incriminés ? Les témoignages des accompagnateurs et des autres enfants sont accablants pour l'armée : ils démentent en effet la présence de guérilleros au moment des faits et accusent directement les soldats d'avoir tiré sans sommation. Alfredo Rangel, politologue, explique : « Le conflit colombien n'est pas un conflit de type ethnique où un enfant peut être considéré comme un ennemi. Personne ne doute que les soldats ont tiré par erreur et qu'il s'agit d'une lamentable bavure. »

« PLAN COLOMBIA »

Certes, mais il n'en demeure pas moins que le coup est dur pour l'armée colombienne, soucieuse de redorer son blason en matière de respect des droits de l'homme et de protection des civils. « L'erreur humaine » survient alors que les militaires s'appêtent à recevoir des Etats-Unis plusieurs centaines de millions de dollars dans le cadre du « Plan Colombia ».

Or l'aide américaine, accordée essentiellement pour la lutte contre la drogue, est assortie de conditions extrêmement strictes en matière de respect des droits de l'homme. Les organisations non gouvernementales n'ont pas ménagé leurs critiques contre le « Plan Colombia » jugé inefficace et dangereux. Elles mettent aujourd'hui en avant la gravité de la bavure militaire pour obtenir que Washington reconsidère sa position. Tout en réitérant son appui au gouvernement colombien, le porte-parole du département d'Etat a condamné les incidents de Pueblo Rico et annoncé qu'il attendrait le résultat de l'enquête avant de se prononcer plus précisément.

Serait-ce pour tirer à leur tour profit de la conjoncture, du discrédit de l'armée et des pressions exercées sur Washington que les FARC proposent un cessez-le-feu bilatéral ? Les guérilleros n'ont jamais caché leur hostilité au « Plan Colombia ». Pour les responsables du mouvement armé, il ne fait pas de doute que les Etats-Unis, sous couvert de lutte contre la drogue, cherchent à en finir avec la dernière guérilla communiste sévissant en Amérique latine.

Formulée dimanche, la proposition des FARC d'arrêter des hostilités de part et d'autre a été accueillie avec satisfaction par plusieurs dirigeants de la classe politique colombienne. D'aucuns considèrent toutefois qu'une trêve militaire n'est pas suffisante et que le gouvernement doit obtenir des guérilleros un « cessez-le-feu complet » qui les engagerait à mettre fin aux extorsions et aux enlèvements contre demande de rançons.

Marie Delcas

Deux millions de jeunes ont assisté à la clôture des JMJ de Rome

Dans l'enthousiasme, le pape a présidé les manifestations de clôture des Journées mondiales de la jeunesse devant 2 millions de jeunes, originaires de 160 pays, rassemblés sur le campus de Tor Vergata, dans la banlieue de Rome. Les prochaines rencontres auront lieu à Toronto en 2002

Comme à Paris, il y a trois ans, les prévisions des organisateurs ont été dépassées : 2 millions de jeunes, originaires de 160 pays, ont participé aux manifestations de clôture des Journées mondiales de la

jeunesse (JMJ), samedi 19 et dimanche 20 août, sur les 350 hectares du campus de Tor Vergata, dans la banlieue de Rome. Dans l'enthousiasme, le pape a présidé la veillée nocturne de samedi et la célébra-

tion eucharistique dimanche. Les 2 millions de jeunes sont restés sur place pendant plus de trente-six heures. Ces journées sont considérées comme un franc succès par la hiérarchie, comme le souligne

Mgr Louis-Marie Billé, président de la Conférence des évêques de France, pays dont la délégation était la plus nombreuse (75 000) après l'Italie. La forme retrouvée du pape et son discours en harmonie avec

les attentes et les indignations des jeunes expliquent une complicité d'une durée exceptionnelle. Les prochaines JMJ auront lieu à Toronto (Canada), en 2002 (lire aussi notre éditorial page 13).

ROME

de nos envoyés spéciaux

Les JMJ, ça se mérite ! Ils sont déjà épuisés quand le plus beau - la fin - arrive. Des colliers de croix

REPORTAGE

A Tor Vergata, on songe aux foules de la Galilée venues écouter Jésus

tombent sur leurs poitrines. Des écharpes couvrent le haut de leurs maillots de bain. L'horizon est délimité par les collines des fameux vins Castelli Romani. Des jeunes filles se penchent sur leur livre de prières avec des airs de madones, un bandana noué sur les cheveux. Les pèlerins sont assis sur l'herbe gazonnée à la hâte, sur ce campus de Tor Vergata bâti à la diable, à plus de dix kilomètres de Rome. On songe aux foules de la Galilée venues écouter Jésus. Des oliviers et des palmiers dressés dans des pots accentuent l'illusion.

D'abord, lutter contre le soleil. La météo annonce 40 degrés à l'ombre mais, à Tor Vergata, il n'y a pas d'ombre. Alors on se protège sous des bobs de fortune, des couvertures de carton, ou des branches ramassées Dieu sait où. On s'asperge de bouteilles d'eau. Des lances entrent en action, provoquant des flaques de boue que des missionnaires de Mère Teresa, en voiles blanc et bleu, traversent comme... à Calcutta, croisant de jeunes curés en soutane et canotier. Toutes sirènes dehors, des camions de « réanimation » fendent les rangs. A 17 heures, on comptait déjà 800 insolation.

« ON ARRIVE ENCORE À PRIER »

Ensuite, trouver un espace dans des zones de différentes couleurs, dont chacune représente un « village » de 50 000 habitants. Depuis la matinée de samedi, les jeunes ont convergé vers l'immense prairie, déployée en demi-cercle autour du podium-autel. Certains n'ont pas dormi, quittant directement la Colisée, où ils ont participé au chemin de croix du vendredi soir, pour gagner Tor Vergata. Ils ont marché pendant cinq ou six heures, sous un soleil de plomb. Mais beaucoup ont la mauvaise surprise de trouver les carrés où ils avaient été affectés occupés par d'autres pèlerins, installés dès les premières heures du matin. Devant ce squatt sauvage, il faut faire contre mauvaise fortune bon cœur et poser son sac ailleurs. Les plus malchanceux sont à 5 km de l'autel où on attend le pape.

On grignote ou on joue aux cartes pour lutter contre la fatigue. On s'aggrave en petits groupes pour chanter ou prier. On distribue des tracts appelant à la réduction de la dette ou au boycottage de la firme Nestlé. On se raconte les mésaventures de la semaine à Rome, comme celle d'Anne, une Lyonnaise obligée de dormir, avec un

groupe d'une dizaine de garçons et filles, dans les parcs et même un cimetièrre : « Il y avait la pleine lune, des chauves-souris et on entendait une musique gothique qui venait d'une boîte de nuit voisine ».

Beaucoup sont écrasés de sommeil. Des couples s'enlacent déjà sur les sacs de couchage. Mais la croix des JMJ, qui a voyagé partout dans le monde depuis quinze ans, passe à travers les rangs. Certains s'arrêtent, se lèvent, se recueillent. Laïla, chrétienne maronite venue de Beyrouth pour la première fois en Europe, n'en revient pas : « Ce qui me surprend le plus aux JMJ, c'est que dans d'aussi grandes foules, on arrive encore à prier ». Choc de cultures et de mentalités. Une trentaine de jeunes du Malawi ont aussi pour la première fois quitté leur pays d'Afrique et écarquillent les yeux : « Nous ne savions pas que les chrétiens étaient si nombreux ». Un petit groupe venu de Hongkong échange des badges avec des Américains de Denver.

Et puis, les immanquables téléphones portables. Rome, ce seront les premières JMJ des portables. Ils servent à la sécurité ou à l'organisation, souvent défailante, malgré les milliers de volontaires en T-shirts bleus. On s'appelle entre groupes. On appelle les amis, les parents. Mais les réseaux sont saturés. Peu importe, car le pape est arrivé. Un frémissement agite la foule. Des vagues se mettent à onduler. Il est 20 heures, le soir tombe, accompagné enfin d'une brise légère. Deux hélicoptères

tournoient dans le ciel. Les ambulances et les voitures bleues de police sillonnent la foule. Autre frémissement, de fierté celui-là, quand la sono annonce 2 millions de participants.

La papamobile salue les rangs de jeunes massés contre les barrières. Le frémissement se mue en clameur quand elle atteint la scène géante de bois clair, surmontée

Dans deux ans, à Toronto, la seizième édition

Le pape a annoncé, dimanche 20 août, à la fin de la messe de Tor Vergata, que les seizièmes Journées mondiales de la jeunesse auront lieu en 2002 à Toronto, au Canada. La nouvelle a été accueillie par des manifestations d'enthousiasme de la part des Canadiens. Mais les observateurs ont noté que Jean Paul II s'était contenté d'annoncer l'événement, alors que, dans le passé, il avait toujours donné personnellement rendez-vous aux jeunes, en précisant : « Si Dieu le veut... » Les JMJ ont lieu une année dans les diocèses et l'année suivante dans une grande ville choisie pour un rassemblement mondial. La première s'était tenue en 1987 à Buenos Aires. Ce furent ensuite, en 1989, Saint-Jacques-de-Compostelle (Espagne) ; en 1991, Czeszochowa (Pologne) ; en 1993, Denver (Etats-Unis) ; en 1995, Manille (Philippines, avec un record inégalé de 4 millions de participants) ; en 1997, Paris. Les JMJ de Rome, en 2000, avaient été repoussées d'un an pour coïncider avec le Jubilé du millénaire.

d'une croix de 30 mètres qui se détache dans la nuit. Pendant près de trois heures, Jean Paul II va mener un « dialogue » avec les jeunes. Des jeunes à perte de vue, mais aussi à ses pieds, presque à le toucher. La veillée est scandée par l'évocation des « martyrs de la foi ». Mur d'images à l'appui et témoignages. Domingo Das Neves, un Angolais de vingt-quatre ans, fait le

récit de la mort de ses parents et de son frère aîné lors de la guerre qui a déchiré son pays. Il s'agit d'illustrer le thème du pardon. Puis celui de la liberté religieuse à travers les persécutions de l'époque de Ceaucescu, racontées par Maria Aurora, une Roumaine gréco-catholique de Cluj. Stefania Piredda, militante italienne contre la peine de mort, lit ses correspondances avec des

phies, des orchestres se succèdent. Des chorales de gospels se déhanchent : « Jesus Christ, you're my love ! ». Le pape est aux anges. Sur la prairie, les jeunes ont remis leurs drapeaux et allumé leurs bougies. Elles sont fixées sur des lampes en terre cuite, inspirées de celles des premiers chrétiens. « Giovanni Paolo », scandé interminablement la foule. « C'est une soirée inoubliable », répond le pape. Et, comme pour lui donner raison, un feu d'artifice embrase le ciel et éclaire fugitivement les visages fatigués. Il est 23 heures, il prend congé.

L'aube se lève, dimanche 20 août, sur un océan de sacs de couchage. Le sol est jonché de bouteilles d'eau vides. De nouvelles flaques se forment autour des fontaines. On se réveille, on s'asperge. Des scouts ont bâti un campement précaire, fait de palettes de bois et de cageots. Jean Paul II revient vers 8 heures pour la messe de clôture. « On voit une petite tache blanche quand il est debout. Quand il est assis, on ne voit rien », explique Nathalie, qui vient du Cantal. Comme tant d'autres, elle n'a pas compris le discours de la veille, prononcé en italien. La sono est mauvaise, les écrans sont rares. Et Radio-Vatican, qui diffuse la traduction simultanée en 17 langues, ne se laisse pas facilement capter par les baladeurs. Le terrain de Tor Vergata est ponctué de creux et de bosses, qui rendent aussi la visibilité difficile. Mais Nathalie ne se plaint pas. Pas plus que Jean-Gabriel, de Montpel-

condamnés et supplie le pape de « continuer son combat pour l'abolition de la peine capitale ». Il la prend longuement dans ses bras. A l'évocation du thème de la justice, un groupe de Chiliens, drapeau bleu-rouge en avant, manifeste anti-Pinochet, se déchaine : « Chi-chi-chi, Le-le-le, viva Chile ».

L'ambiance est néanmoins celle de la fête. Sur scène, des chorégra-

Un pape en forme et un discours plus en harmonie avec les attentes de la jeunesse

ROME

de notre envoyé spécial

« Résurrection ». Le mot était dans presque toutes les bouches, samedi 19 août, à Tor Vergata. Non pas parce que Jean Paul II venait de commenter l'« incrédule » de l'apôtre Thomas après la résurrection du Christ, mais bien parce que, galvanisé par une foule de deux millions de jeunes, il n'était pas apparu en aussi grande forme depuis longtemps, de l'avis de la plupart des observateurs, entourage, évêques ou journalistes. Comme si la fatigue, le poids des années et de la maladie, s'étaient, comme par miracle et pour un temps, estompés.

Sans doute, le contact avec les jeunes n'aurait-il jamais cessé de le dopper. C'est l'« adrénaline » du pape, écrivait dimanche 20 août Marco Politi dans la *Repubblica*. Mais paradoxalement, il y a trois ans, aux JMJ de Paris, il était apparu aux Français beaucoup plus épuisé. Ce samedi, à Tor Vergata, l'ancien acteur de Cracovie était à nouveau en représentation. Battant la mesure de la main sur son fauteuil, chantant, dansant, se balançant avec les jeunes, esquissant une ola, interrompant la houle des applaudissements qui roulaient jusqu'à l'autel : « Attendez, j'ai

presque fini... » « Merci, grâce à vous, on a eu un vrai dialogue ». Serrant longuement dans ses bras une jeune fille qui avait échappé à la surveillance. Souriant, improvisant, citant un proverbe polonais : « Si tu vis avec les jeunes, tu deviendras jeune toi-même. »

Il est presque 23 heures quand le pape met fin à son discours fleuve. Entrecoupé des minutes entières par les cris remontant du campus : « Viva el papa », « Giovanni Paolo », « Jean Paul II, we love you »... « Oui, oui », reprend l'orateur. Jamais autant que lors de ces JMJ romaines, par ailleurs si intimidantes dans un tel cadre, on ne l'avait entendu parler à la première personne. Racontant, mardi 15 août, place Saint-Pierre, sa vocation de jeune prêtre ou l'acceptation, au conclave d'octobre 1978, de son élection de pape. Rappelant comme sa foi avait été fortifiée par sa famille, mais aussi par les horreurs de la guerre. Tourant en dérision sa propre faiblesse physique en faisant, comme Charlot, virevolter sa canne - ce qu'il avait déjà fait aux JMJ de Manille. Justifiant plus que jamais sa vocation de grand communicateur et son rôle de témoin, de missionnaire, de patriarche alternant la sévérité et l'indulgence.

Cette jeunesse, acquise à l'avance, dans une ambiance aussi électrique, ne peut qu'acquiescer massivement aux convictions que cet homme développe à longueur de voyages et de discours et qu'il a renouvelées samedi soir : le rejet de toute forme de matérialisme exacerbé, d'une mondialisation jugée inhumaine, de l'égoïsme des nations ; le refus de toute discrimination ; l'engagement pour les causes humanitaires les plus diverses ; la répugnance pour la peine de mort ; la défense des valeurs de pardon et de réconciliation, de tolérance et de liberté religieuse, de justice internationale, de solidarité et de paix.

ASPÉRITÉS GOMMÉES

Le courant passe d'autant plus facilement que certaines aspérités sont gommées. Lors des précédentes JMJ de Saint-Jacques-de-Compostelle (1989), de Czeszochowa (1991), de Denver (1993), de Manille (1995), les jeunes l'avaient entendu condamner explicitement la cohabitation avant le mariage, la contraception, le divorce, l'avortement, l'usage des drogues. Comme à Paris il y a trois ans, Jean Paul II a mis sur ces thèmes une légère sourdine, ne faisant qu'une allu-

sion à « la difficulté des jeunes fiancés à vivre aujourd'hui la pureté dans l'attente du mariage ».

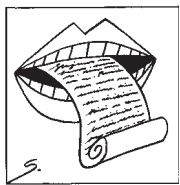
Ce qui, bien sûr, ne suppose aucune concession sur le fond. Mais, par un discours plus compréhensif, plus en harmonie avec les attentes des jeunes et leurs indignations, on mesure mieux la permanence de l'écho rencontré par ses paroles, la capacité exceptionnelle de cet homme à fédérer les sensibilités des jeunes générations, à comprendre leur « solitude » dans le monde moderne, à partager leurs « difficultés » de foi, d'études, de famille, d'affection et d'insertion, à s'identifier enfin aux contours d'une société que, comme lui, ces jeunes voudraient plus respectueuse de la diversité des races, des cultures, des religions, non violente, pacifique et réconciliée.

Jusqu'à quand cette complicité entre Jean Paul II, quatre-vingts ans, et les jeunes du monde entier ? Il confiait l'autre jour à un proche : « Certains voudraient que je batte le record du pontificat de Pie IX : trente-deux ans. Cela nous conduirait à 2010. Pourquoi pas ? Rendez-vous en 2011. »

Henri Tincq

« Vous n'accepterez pas d'être des instruments de violence... »

VOICI quelques extraits de l'allocution prononcée par le pape, samedi soir 19 août, devant les deux millions de jeunes rassemblés à Tor Vergata.



VERBATIM

Au cours du siècle qui s'achève, des jeunes comme vous étaient appelés, dans d'immenses rassemblements, pour apprendre la haine, et ils étaient envoyés pour se battre les uns contre les autres. Les différents messianismes séculiers qui ont tenté de se substituer à l'espérance chrétienne se sont révélés ensuite de véritables enfers.

« Aujourd'hui, vous êtes venus ici pour affirmer que, dans le nouveau siècle, vous n'accepterez pas d'être des instruments de violence et de destruction, que vous défendrez la paix, en payant de votre personne si nécessaire. Vous ne vous résignerez pas à un monde où d'autres hommes meurent de faim, restent analphabètes ou

manquent de travail. Vous défendrez la vie à tous les instants de son développement ici-bas, vous vous efforcerez de toute votre énergie de rendre cette terre toujours plus habitable pour tous. »

« Le pape traite également des difficultés de « croire » pour les jeunes, qualifiant les JMJ de « laboratoires de la foi » : « Dans un tel monde, est-il difficile de croire ? En l'an 2000, est-il difficile de croire ? Oui c'est difficile ! On ne peut pas le nier. C'est difficile, mais avec l'aide de la grâce, c'est possible (...)

« C'est Jésus-Christ que vous cherchez quand vous rêvez de bonheur. C'est lui qui vous attend quand rien de ce que vous trouvez ne vous satisfait. C'est lui qui vous provoque par la soif de radicalité qui vous empêche de vous habituer aux compromis. C'est lui qui vous pousse à faire tomber les masques qui faussent la vie. C'est lui qui lit dans vos cœurs les décisions les plus profondes que d'autres voudraient étouffer. C'est lui qui suscite en vous le refus de vous laisser envahir par la médiocrité, le courage de vous engager avec humilité et persévérance pour améliorer la société, en la rendant plus humaine et plus fraternelle. »

Dans son homélie du dimanche 20 août, le pape revient sur la foi en Jésus-Christ et les responsabilités qu'il attend des jeunes dans la société de demain : « Des paroles, il en résonne beaucoup autour de vous, mais seul le Christ a des paroles qui résistent à l'usure du temps et qui demeurent pour l'éternité. La période actuelle de votre vie vous impose des choix décisifs (...). Il est important de se rendre compte que, parmi les nombreuses questions qui se présentent à votre esprit, celles qui sont décisives ne concernent pas le « quoi ». La question de fond est « qui » : vers qui aller, qui suivre, à qui confier sa vie ? (...)

« Notre société a un immense besoin de votre témoignage. Les jeunes en ont besoin plus que jamais, eux qui sont tentés souvent par les mirages d'une vie facile et confortable, par les drogues et l'hédonisme, pour se trouver ensuite dans la spirale du désespoir, du non-sens, de la violence. Il est urgent de changer de route en direction du Christ, qui est aussi la direction de la justice, de la solidarité, de l'engagement pour une société et pour un avenir dignes de l'homme. »

TROIS QUESTIONS À...

Mgr LOUIS-MARIE BILLÉ

1 En tant que président de la Conférence des évêques de France et archevêque de Lyon, quel bilan tirez-vous de ces quizièmes Journées mondiales de la jeunesse ?

Je trouve que ces jeunes sont étonnants. Ils vivent un rassemblement dans des conditions éprouvantes, mais ils sont là parce qu'ils savent que cela en vaut la peine. Avec les JMJ, un certain type de « pratique » s'est instauré. Une tradition s'est progressivement créée, centrée sur des événements qui font date. Elle rompt avec une approche de la foi qui était exclusivement axée sur le quotidien. Mais on touche aussi à une certaine limite. Un million à Paris, deux millions à Rome... Ce que je veux dire, c'est qu'on ne peut pas inscrire les Journées mondiales de la jeunesse dans une dynamique de développement exponentiel !

2 On parle volontiers à propos des JMJ d'un « Woodstock » chrétien. La comparaison vous paraît-elle pertinente ?

J'ai du mal à admettre que Woodstock ait été structurant.

Que cet événement ait représenté une référence pour une génération, je le conçois tout à fait. Il représente à mes yeux la marque d'une fracture, plutôt que d'une construction. Je crois, au contraire, que les JMJ sont vraiment un temps d'enracinement, d'identification, dans un environnement marqué par la crise de la transmission des valeurs. Cette génération est la première à n'avoir rien connu d'autre qu'une société sécularisée. Un événement comme les JMJ contribue pour elle à une construction de la personne.

3 Quel message Jean Paul II a-t-il voulu faire passer auprès de cette génération ?

Le pape apparaît un peu comme le « grand-père » de ces jeunes, avec au moins certaines des connotations que ce terme comporte. Surtout, il les respecte, il les prend au sérieux, il leur fait confiance. Dans toutes ses interventions, il a le souci de les enraciner dans la foi chrétienne. C'est pour moi le message essentiel de ces Journées mondiales. Le pape prépare ces jeunes à être les chrétiens du troisième millénaire. Il leur confie l'avenir de la foi.

Propos recueillis par Xavier Ternisien

CONCOURS ESG

> Concours parallèles d'entrée : en 1^{ère} année pour les diplômés Bac+2 (DEUG, DUT, BTS) et en 2^{ème} année pour les diplômés de Licence et Maîtrise

> 4 épreuves :

- Test TAGE MAGE de la FNEGE
- QCM en Anglais
- Entretien individuel
- Entretien en Anglais

> Concours d'entrée :

14, 15 et 16 Septembre 2000

> Date limite d'inscription :

1er Septembre

DIPLOME ESG (Bac+5) VISE PAR L'ETAT

Indice notoriété des Grandes Ecoles parisiennes auprès des entreprises
1^{ère} : HEC - 2^{ème} : ESSEC - 3^{ème} : ESCP
4^{ème} : ESG
(Classement Nouvel Economiste - Janv. 2000)

ESG
25 rue Saint-Ambroise
75011 PARIS
Tél. : 01 53 36 44 19
Fax : 01 43 55 73 74
Web : www.esg.fr

Les dirigeants du Timor-Oriental se réunissent pour organiser l'avenir du territoire indépendant

Le principal objectif du congrès est de définir un « contrat national » pour imposer la réconciliation

Les différentes formations indépendantistes du Timor-Oriental réunies au sein du Conseil national de la résistance (CNRT), qui avaient fait cam-

pagne contre l'assimilation à l'Indonésie, sont réunies en congrès à Dili, la capitale, pour mettre au point les futures structures de gou-

vernement du territoire. Leur objectif est de fixer des règles communes afin de faire concorder multipartisme et réconciliation.

DILI

de notre envoyé spécial

Pour la première fois depuis un quart de siècle, les dirigeants du Timor-Oriental vont organiser, seuls, leur avenir à l'occasion du congrès du Conseil national de la résistance (CNRT), réuni du 20 au 29 août à Dili, la petite capitale encore en ruine de l'ancien territoire portugais. A la veille du premier anniversaire d'un vote massif en faveur de l'indépendance, célébré le 30 août, l'objectif principal est de définir un « contrat national » liant les formations politiques qui disputeront des élections prévues dans un an. Le congrès est placé sous haute protection des casques bleus de l'ONU, qui gère depuis plus de neuf mois le Timor-Oriental et qui fait face à des groupes de miliciens armés infiltrés, ces dernières semaines, à travers la frontière avec le Timor-Occidental, partie indonésienne de l'île.

Formé dans la foulée de l'annonce par Djakarta, fin janvier 1999, du référendum sur l'avenir du territoire, le CNRT coiffe des factions disparates qui avaient fait campagne, à l'époque, contre l'autonomie offerte par l'Indonésie. Lors de la consultation organisée sept mois plus tard par l'ONU, près de 80 % des Timorais ont suivi les consignes du CNRT, provoquant l'ire des milices autonomistes que la garnison indonésienne a laissé tuer, piller et brûler jusqu'à l'intervention, à la mi-septembre, d'une force multinationale de paix.

« Le CNRT a rempli sa mission. Une nouvelle structure est donc nécessaire, nous a déclaré José Ra-

mos Horta, vice-président de ce conseil. Nous devons donc en faire une organisation légère chargée de la coordination entre les partis politiques. Nous voulons aboutir à un contrat national à la fois sur les plans politique, social et économique, mais aussi concernant des problèmes-clés comme l'éducation ou les investissements étrangers. Tous les partis doivent s'entendre sur les questions stratégiques », explique encore le Prix Nobel de la paix 1996, qui a été, pendant vingt-quatre ans, l'infatigable avocat de la cause indépendantiste à l'étranger.

UN PROJET DE CONSTITUTION

Il s'agit donc de « tracer le chemin du multipartisme », mais en fixant des règles communes afin d'éviter les cruelles divisions apparues en 1974, lorsque le Portugal a abandonné le territoire à son sort, et dont les Indonésiens ont pris prétexte pour l'occuper, le 7 décembre 1975. « Les gens ne veulent plus de nouveaux combats et je crois que les partis politiques ont intégré ce message », ajoute Ramos Horta en précisant : « Quelles que soient nos prétentions dans le futur, le plus important est d'assurer la paix et la stabilité. C'est un grand défi. Nous devons bien nous comporter, sinon il n'y aura ni investissements étrangers ni emplois. »

Les divisions entre des factions politiques venues d'horizons opposés – pendant que les uns se sont battus armes à la main, d'autres ont collaboré avec l'occupant indonésien – ne constituent pas le seul risque. Un fossé sépare

une génération des dirigeants qui ont atteint la cinquantaine, d'une jeunesse désœuvrée et qui n'a connu que l'école indonésienne. Le CNRT veut « impliquer » tout le monde, en particulier les jeunes, qui se sentent un peu tenus à l'écart de décisions prises, jusqu'ici, en collaboration avec l'ONU.

Dans un document en date du 10 août, Xanana Gusmao, qui préside le CNRT, prévoit que chaque parti politique disposera de dix délégués mais que la majorité des congressistes sera formée de représentants des districts et des sous-districts ainsi que d'associations socioprofessionnelles, des religions et, bien entendu, de la jeunesse et des femmes.

Le congrès doit proposer un projet de Constitution qui sera la base de travail d'une « conférence constituante » avant la tenue des élections générales. « Notre préférence », indique Ramos Horta, est pour l'élection au suffrage universel d'un président à la tête d'un exécutif doté de fortes responsabilités. Des dispositions seront également prises pour « échapper à la culture de corruption prévalante en Asie, car ce serait trahir ceux qui sont morts », ajoute-t-il. Environ deux cent mille Timorais-Oriental, soit le quart de la population, ont été victimes de la répression militaire indonésienne, notamment en 1978 et 1979.

Un autre souci est la réconciliation avec les miliciens et leurs familles, dont certains sont revenus mais dont beaucoup se trouvent encore au Timor-Occidental. « J'ai

moi-même perdu trois frères et une sœur. Je ne sais même pas où sont enterrés deux de mes frères. Je comprends donc ce que les gens peuvent ressentir. Mais que faire ? Traîner en justice tous les coupables prendrait des années, demanderait énormément d'énergie et serait très éprouvant sur le plan émotionnel », résume Ramos Horta. Le CNRT doit donc trouver une autre formule. « Si nous ne regardons pas en direction de l'avenir, notre société en sera paralysée. Comment marier réconciliation et justice ? Nous ne le savons pas encore », dit le vice-président du CNRT qui semble destiné à prendre en main la diplomatie du Timor-Oriental.

UNE GARDE NATIONALE

Sur le plan de la sécurité, les caques bleus de l'ONU demeureront présents plus longtemps qu'envisagé en raison des menaces que font peser les miliciens infiltrés à partir du Timor-Occidental. Mais le Timor-Oriental projette déjà de se doter d'une sorte de « garde nationale » bien modeste : mille cinq cents hommes, dont le noyau sera constitué par quelque huit cents jeunes vétérans des Falintil, l'armée de libération, et qui pourront s'appuyer sur un nombre égal de réservistes. L'ONU a déjà amorcé, de son côté, la formation d'une police civile.

Enfin, la direction des services clandestins de la résistance, l'ancien Front politique intérieure (FPI), devrait être au moins réorganisée.

J.-C. P.

La stabilité du futur Etat dépend de celle de l'Indonésie, affirme le leader indépendantiste Xanana Gusmao

DILI

de notre envoyé spécial

« Soyez optimiste, c'est-à-dire ne perdez pas espoir, faites de votre mieux ; mais soyez également réaliste, c'est-à-dire prenez la juste mesure de vos capacités. » Tel est le message à ses compatriotes de Xanana Gusmao, cinquante-quatre ans, dont dix-sept de guérilla et neuf en détention. « Au risque de les offenser, j'appelle néanmoins les gens à l'humilité », ajoute le président du CNRT, installé aujourd'hui dans les modestes bureaux de ce qui fut, voilà un an, un camp de l'ONU assiégé par des miliciens pro-indonésiens. Plutôt nomade, il file, sous la protection de casques bleus brésiliens, d'un rendez-vous à l'autre avec visiblement un seul objectif : préparer au mieux l'indépendance de l'ancien territoire portugais, laquelle devrait intervenir au plus tard dans quinze mois.

D'abord, ce signifie l'indépendance ? « C'est difficile à définir. Dans beaucoup de pays, sous d'autres gouvernements, il n'y a pas eu de grands changements dans les conditions de vie des populations. Il faut donc prendre des mesures graduelles mais concrètes pour que l'accession à l'indépendance soit seulement la condition d'une vie meilleure. Seul un bon planning des ressources humaines nous permettra de faire face aux besoins de la société. »

Dans le cas du Timor-Oriental, terre brûlée

plutôt que détruite, « il faut bâtir un nouveau pays, au sens absolu du terme. A partir de rien, créer un Etat indépendant ». Il serait donc déplacé de demander à l'ONU, en charge de cette transition, de trouver une « solution magique ». « Il y a tant de priorités, ajoute-t-il, que vous ne savez pas par quoi commencer. » Les sept premiers mois de l'administration onusienne, dit-il, « ont été l'occasion d'un processus très important qui nous a permis de mesurer les relations entre un futur Timor-Oriental indépendant et la communauté internationale. Auparavant, beaucoup de gens ne réalisaient pas le caractère fondamental des relations entre nos besoins et la volonté de la communauté internationale ».

« LE RELÈVEMENT DU NIVEAU DE VIE »

Une deuxième phase s'est ouverte, en juillet, avec la formation d'un cabinet dont la moitié des membres sont timorais, lequel a remplacé un conseil consultatif. « Nous pouvons désormais prendre des mesures importantes dans le domaine de la reconstruction tout en tenant compte de la limite que représentent les dons de la communauté internationale. » Dans ce cadre, Xanana Gusmao définit deux priorités, l'une politique et l'autre de développement.

« Nous devons préparer, dit-il, notre population à la création d'une solide et démocratique société civile. La responsabilité du CNRT est de

guider la société en direction d'un système démocratique dont les gens peuvent comprendre les règles du jeu. » Quant au développement, il doit être « intégré et se donner pour principal objectif le relèvement du niveau de vie des communautés rurales », lesquelles représentent quatre cinquièmes d'une population évaluée à plus de huit cent mille personnes dont le niveau de vie est le plus faible de la région.

« Comment, poursuit-il, créer des sources supplémentaires de revenus pour soutenir ce processus de développement ? C'est très difficile. Dans d'autres pays sous-développés, l'indépendance s'est traduite par un énorme fossé entre le monde rural et un secteur urbain industrialisé. » Il veut l'éviter.

Xanana Gusmao est conscient du poids de l'Indonésie, qui laisse aujourd'hui des miliciens armés opérer à partir du Timor-Occidental. « Le processus vers l'indépendance, dit-il, est faible et les Indonésiens peuvent le déstabiliser. Nous sommes dans un processus de réconciliation et beaucoup d'Indonésiens reviennent chez nous. Pourquoi nous attaquer ? Nous voulons vivre en paix avec nos voisins. Notre futur, conclut-il, peut être brillant, mais il peut aussi ne pas l'être en raison des problèmes politiques, économiques et sociaux de l'Indonésie. »

Jean-Claude Pomonti

Les blessures des retrouvailles entre les deux Corées

TOKYO

de notre correspondant

Les deux cents membres de familles séparées du Nord et du Sud qui avaient été réunis avec leurs parents voici une semaine ont regagné leurs pays respectifs. La volée de joie et d'émotion provoquée dans la péninsule par ces retrouvailles après cinquante ans de séparation a laissé place à la tristesse devant l'irréversible. Beaucoup savaient en partant qu'ils venaient d'éprouver un immense moment de bonheur mais ne reverraient sans doute jamais plus leurs proches. La plupart sont âgés et ont pris conscience qu'ils disaient probablement adieu à ces proches ressurgis du passé. Tous n'ont pas eu la sérénité de cette mère malade qui dit à son fils en le quittant : « Maintenant que je t'ai revu, je peux mourir en paix. » « Ne pars pas ! ne pars pas ! », implorait, en revanche, une autre vieille dame tenant le sien par les revers de son veston.

Rendue possible par le réchauffement des relations entre les deux Corées à la mi-juin, « la réunion des familles séparées fut un grand succès », a déclaré, vendredi 18 août, le président sud-coréen Kim Dae-jung à la chaîne de télévision américaine CNN, ajoutant : « C'est une situation sans précédent dans le monde que 10 millions de personnes restent séparées pendant un demi-siècle. » Tout en espérant que la réunification se fasse rapidement, le président a dit qu'il pensait qu'elle prendrait probablement vingt ou trente ans.

DE NOUVELLES RÉUNIONS

« Je crois que les liens entre les deux Corées vont progressivement s'améliorer, même s'il y a des hauts et des bas. Désormais, la Corée du Nord ne peut plus faire marche arrière », avait-il déclaré quelques jours auparavant devant un groupe d'étudiants, poursuivant : « Nous ne devons pas le presser. » De nouvelles réunions de familles

séparées sont attendues en septembre et en octobre et les deux gouvernements étudient la création d'un lieu permanent de rencontre dans la zone démilitarisée. Au rythme de cent personnes par mois, il faudrait un millénaire pour réunir les 10 millions de Coréens séparés, a calculé le quotidien Joongang Ilbo...

Ces retrouvailles ont tristement mis en lumière le fossé humain qui, indépendamment de l'affection, s'est creusé entre des proches qui ont vécu un demi-siècle sous des régimes ennemis et, au Nord sous la férule totalitaire. Les visiteurs du Nord n'ont pas manqué de réciter leur couplet de louanges sur ses dirigeants (Kim Il-sung et Kim Jong-il) à leurs parents. Lee Jong-sung n'a pas « reconnu » son fils en cet homme qui ne lui parlait que du « Grand Leader » et se lançait dans des diatribes contre les « impérialistes ». Beaucoup ont été affligés par l'état de pénurie. « Ils

m'ont répété qu'ils allaient bien mais j'ai bien vu aux rides de leurs visages et à leurs vêtements que ce n'était pas le cas et je me suis senti encore plus coupable de les abandonner ainsi », dira un vieil homme qui avait retrouvé sa femme et ses deux enfants restés au Nord.

Philippe Pons

■ La Corée du Nord a menacé, samedi 19 août, d'arrêter le dialogue et les échanges de visites avec le Sud si Séoul et Washington ne mettent pas fin à des exercices militaires conjoints qui ont commencé, lundi 21 août. « Il n'y a aucune garantie que le processus de réconciliation entre les deux Corées se poursuive » si ces manœuvres annuelles continuent, a affirmé Pyongyang, les estimant contraires au principe de réunification indépendante adopté par les deux pays à la mi-juin. – (Corresp.)

Mexique : l'opposition victorieuse au Chiapas

TUXTLA GUTIERREZ. Le candidat d'opposition Pablo Salazar a remporté, dimanche 20 août, les élections pour le poste de gouverneur de l'État du Chiapas dans le sud du Mexique, selon un premier décompte officiel lui attribuant 54,4 % des voix contre 45,1 % à son adversaire du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), Sami David. Cette victoire historique met fin à soixante et onze ans de prédominance du PRI dans cet Etat où opère depuis plus de six ans la guérilla indigène zapatiste.

C'est la seconde défaite électorale du PRI après sa déroute du 2 juillet à la présidentielle, remportée par le candidat conservateur Vicente Fox. Pablo Salazar est soutenu par une coalition de huit partis allant de la gauche à la droite conservatrice. – (AFP)

L'ex-espion David Shayler rentre en Grande-Bretagne

LONDRES. L'ancien espion britannique David Shayler, exilé en France pour échapper aux poursuites de son gouvernement, devait rentrer, lundi 21 août, en Grande-Bretagne où il devrait être immédiatement arrêté puis « probablement » remis en liberté sous caution, a annoncé son avocat. L'ancien officier des services secrets britannique (MI 5), poursuivi pour atteinte à la sécurité nationale pour avoir divulgué des documents secrets, vivait en exil à Paris depuis trois ans après avoir révélé plusieurs affaires embarrassantes pour son ancien service, comme les écoutes téléphoniques d'anciens militants en vue du Labour, devenus des ministres du gouvernement Blair. Il a également accusé le MI 6 (service d'espionnage extérieur) d'avoir été impliqué dans une tentative manquée d'assassinat, en 1996, du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, qui avait fait des victimes. Le gouvernement français a refusé de l'extrader après qu'un juge eut estimé que la demande britannique était motivée par des considérations politiques. – (AFP)

Côte d'Ivoire : le PDCI investit M. Bombet pour la présidentielle

YAMOUSSOUKRO. Emile Constant Bombet, ministre de l'intérieur du gouvernement ivoirien renversé, a été investi, samedi 19 août, candidat du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) à la présidentielle de septembre lors de la convention électorale du parti tenue à Yamoussoukro. M. Bombet a devancé, lors d'un vote à bulletins secrets des 2 018 délégués à la convention, le président déchu Henri Konan Bédié, obtenant 724 voix (36 %) contre 539 (27 %) au chef de l'Etat renversé. Candidat à la présidentielle, le général Guei, qui se réclame de Félix Houphouët-Boigny, fondateur du PDCI et premier président de la Côte d'Ivoire, a tenté en vain de se faire investir par le parti qu'il a privé du pouvoir. Face au tollé des militants, et malgré le soutien de plusieurs « barons » du PDCI, il a dû se résoudre à se présenter comme candidat « du peuple », au-dessus des partis politiques. – (AFP)

DÉPÊCHES

■ LIBERIA : quatre journalistes étrangers, dont deux Britanniques et un Sud-Africain réalisant un documentaire pour une société de production britannique, Insight News Television, ont été interpellés puis inculpés, samedi 19 août, pour « espionnage » par la police à Monrovia. Le producteur affirme que l'équipe était en règle avec les autorités. – (AFP)

■ BURKINA FASO : le tribunal militaire de Ouagadougou a condamné, dans la nuit de samedi à dimanche, à des peines de vingt et dix ans de réclusion trois des cinq militaires de la garde présidentielle accusés d'avoir torturé à mort le chauffeur du frère cadet du président burkinabé Blaise Compaoré. L'un des suspects, David Ouédraogo, chauffeur de François Compaoré, frère cadet du chef de l'Etat, était décédé des suites de ces sévices en janvier 1998. L'affaire David Ouédraogo défraie la chronique burkinabée depuis bientôt trois ans. Un journaliste célèbre, Norbert Zongo, qui enquêtait sur l'affaire, a été assassiné en décembre 1999. Une commission d'enquête indépendante a cité quatre des cinq militaires impliqués dans l'affaire David Ouédraogo comme « suspects sérieux » dans ce deuxième assassinat. – (AFP)

■ AFRIQUE DU SUD : une personne a été légèrement blessée par l'explosion d'une voiture piégée, samedi 19 août, devant une boîte de nuit d'homosexuels au Cap, dans le sud-ouest de l'Afrique du Sud.

■ ALGÉRIE : Vingt-cinq islamistes armés et neuf membres des forces de sécurité ont été tués, vendredi 18 août, dans des violences en Algérie, rapporte, dimanche 20 août, la presse d'Alger. – (AFP)

■ MAROC : le roi Mohammed VI a annoncé, dimanche 20 août, la découverte de pétrole et de gaz « en quantités importantes » dans la région de Talsint (sud-est), dans un discours radio-télévisé, à l'occasion de la « Révolution du roi et du peuple » commémorant la date de l'exil en 1953 du roi Mohammed VI. – (AFP)

■ RUSSIE : le dernier tsar de Russie Nicolas II et sa famille, exécutés par les bolcheviks en 1918, ainsi qu'un millier de martyrs ayant souffert du régime communiste, ont été canonisés, dimanche 20 août, dans la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou. La décision de canoniser la famille impériale avait été prise le 14 août à l'unanimité par le concile de l'Eglise orthodoxe russe. – (AFP)

■ TCHÉCHÉQUIE : plusieurs explosions se sont produites, dimanche 20 août, à proximité de bureaux de vote installés par les autorités russes pour l'élection d'un député tchèque au Parlement russe. La commission électorale tchèque (pro-russe) a estimé le taux de participation à 43 %, chiffre démenti par le président tchèque Aslan Maskhadov, qui a qualifié le vote de « sans valeur ». La Tchéchénie n'avait pas participé, le 19 décembre 1999, aux législatives russes en raison des combats acharnés qui s'y déroulaient. – (AFP)

■ ETATS-UNIS : les deux principaux candidats à l'élection présidentielle américaine, le démocrate Al Gore et le républicain George W. Bush, sont au coude-à-coude dans un sondage qui place, dimanche 20 août, le vice-président en tête d'un point à 47 % contre 46 % pour le gouverneur du Texas. Ce sondage, réalisé les 18 et 19 août par CNN/USA Today/Gallup auprès de 697 inscrits, a une marge d'erreur de 4 points, donc bien supérieur à l'écart affiché. Le candidat démocrate engrange les fruits de la convention démocrate de Los Angeles puisqu'avant celle-ci il se situait à la traîne avec 38 % des intentions de vote contre 49 % à George W. Bush. – (AFP)

■ PAKISTAN : des affrontements au Cachemire ont fait sept morts dont quatre militants séparatistes, a fait savoir la police, samedi 19 août. Deux séparatistes non identifiés et un policier ont été tués lors d'affrontements, samedi, à Kalasou dans le district de Baramulla, à 50 kilomètres environ au nord de Srinagar, la capitale d'été du Jammu et Cachemire. Vendredi 18 août, les forces de sécurité indiennes avaient abattu deux militants des Hizbul Mujahideen, et un homme identifié comme étant un « ancien militant » a été abattu. Dans un autre incident, des séparatistes présumés ont tué un policier à Surankote dans le district de Poonch, dans le sud du Cachemire. Les Hizbul Mujahideen, principal groupe séparatiste du Cachemire, ont rompu au début d'août une courte trêve unilatérale avec l'Inde. – (Reuter.)

CORSE Dans un entretien au *Monde*, les responsables de l'Union des combattants, qui rassemble la plupart des mouvements nationalistes corses clandestins à

l'exception d'Armata Corsa, affirment clairement leur soutien au processus de paix. ● LES CLANDESTINS déclarent que les trois attentats de ces derniers jours sont le

fait d'un « *activisme groupusculaire* » et qu'ils ont, eux, « *scrupuleusement respecté* » le cessez-le-feu et le « *renouvellent aujourd'hui* ». ● CES RESPONSABLES

dénoncent les « *propos mensongers, voire délirants* » de François Santoni, qui ne représente selon eux « *aucune force politique* ». Pour eux, l'assassinat de Jean-Mi-

chel Rossi est un « *fait divers* », qui ne doit pas menacer le dialogue : « *Le gouvernement doit poursuivre en toute sérénité le processus qu'il a initié.* »

Les clandestins corses confirment leur soutien au processus de paix

Dans un entretien au « Monde », les responsables de la plupart des groupes armés, à l'exception d'Armata Corsa, condamnent les derniers attentats. Dénonçant un « *activisme groupusculaire* », ils invitent le gouvernement à « *poursuivre en toute sérénité* »

LE MONDE a réalisé cet entretien avec plusieurs responsables du FLNC, connu également sous le sigle Union des combattants. Cette organisation clandestine, qui a toujours soutenu le processus de paix engagé par le gouvernement, est le fruit de la fusion de la plupart des groupes armés nationalistes, à l'exception d'Armata Corsa. Elle regroupe le FLNC-canal historique, le FLNC du 5 mai 1996, Fronte ribellu et Clandestinu (*lire ci-contre*). Le Front armé révolutionnaire corse, sans y participer, lui a apporté son soutien politique et, selon nos informations, Fronte Patriottu Corsu devrait très prochainement y adhérer. Dans notre édition du 8 février, nous avions publié un premier entretien avec les responsables de cette organisation qui rassemble l'essentiel des militants nationalistes clandestins. Ils avaient alors apporté leur soutien à la politique de dialogue proposée par Lionel Jospin.

Lors de cet entretien, nous étions maîtres des questions et nous avons pu aborder sans condition tous les sujets qui nous paraissent essentiels à la compréhension du dossier corse. Ce texte a été relu et validé par l'ensemble des composantes de l'Union des combattants.

« **Quelle est votre réaction au double assassinat de Jean-Michel Rossi et de Jean-Claude Fratacci ? François Santoni, ancien leader d'A Cuncolta, accuse des nationalistes alliés au grand banditisme. Qu'en pensez-vous ?**

— Nous condamnons sans aucune réserve ces assassinats. Nous rappelons que nous avons soutenu la démarche du comité national du Fiumorbu au sein duquel l'ensemble des organisations nationalistes ont signé un accord historique excluant tout rapport de forces entre eux. Cet accord intervenait après les affrontements fratricides qui ont affecté le mouvement nationaliste. Nous pouvons vous donner l'assurance que, ni de près ni de loin, aucun militant nationaliste n'est impliqué dans ce double meurtre de L'île-Rousse. Quant aux prétendues connexions entre certains responsables nationalistes et le milieu, cela relève de la légende usée et lassante.

— **Vous associez-vous à la demande de François Santoni qui exige du leader des élus nationalistes, Jean-Guy Talamoni, qu'il écarte les assassins, et du gouvernement qu'il cesse tout contact avec l'organisation nationaliste « qui nourrit le commanditaire » des meurtres ?**

— Le mouvement national et tous ses représentants n'ont pas pour habitude de se plier aux injonctions de qui que ce soit, d'un Chevenement comme d'un Santoni. Ce dernier sait parfaitement qu'aucun militant nationaliste n'est impliqué dans ces meurtres. Ses exigences envers M. Talamoni sont infondées car il connaît l'origine réelle du double meurtre. L'attitude de M. Santoni vise à déstabiliser le mouvement national et le processus en cours. Comment peut-on, en effet, mettre sur un même plan le gouvernement français, la lutte nationaliste et les propos mensongers, voire délirants, d'une personne marginalisée qui ne représente aucune force politique et dont chacun connaît, en Corse, la dérive ? Le gouvernement doit poursuivre en toute sérénité le processus qu'il a initié.

— **Quelle est l'organisation nationaliste visée par M. Santoni ?**

— Nul n'ignore que ses propos visent l'organisation A Cuncolta Indipendentista [*ndlr* : dont l'un des secrétaires nationaux est Charles Pieri]. Ce mouvement est partie prenante de la démarche Unita dont nous sommes solidaires.

— **Pensez-vous aujourd'hui que la Corse soit la proie d'une avancée mafieuse ? Est-ce que le grand banditisme peut tirer profit des espaces économiques créés par un nouveau statut donné à la Corse ?**

— La Corse est avant tout un territoire sous-développé où la dépossession collective des terres, la mainmise claniste, la spéculation immobilière et une certaine forme

de *vision constitutionnelle apparaitrait injustifiée* ». Comment comptez-vous faire face à cette contradiction ?

— M. Jospin s'est détaché de son préalable à propos de la condamnation de la violence politique pour initier un dialogue. Il est donc à même de faire la différence entre une résistance armée et politique que nous incarnons et l'utilisation de la violence par un groupuscule clairement identifié qui ne peut subsister que par la maintenance d'affrontements sanglants et fratricides, que nous récusons.

— **François Santoni estime que les troupes nationalistes comptent nombre « d'alcoo-**

André Guelfi et la Testa Ventilegne

Dans son édition du 11 mars, *Paris-Match* révélait qu'André Guelfi, dit Dédé la sardine, un des protagonistes de l'affaire Elf, et François Santoni s'étaient entretenus ensemble du projet d'un gros complexe touristique sur le site de la Testa Ventilegne, dans la baie de Figari, en Corse-du-Sud, où le groupe Axa possède toujours un vaste domaine de 800 hectares (*Le Monde* du 23 mai). Dans un portrait-entretien de trois pages publié par *La Corse votre hebdo* (daté 18 août), M. Guelfi s'indigne des « *contre-vérités* » proférées sur son compte et, sans évoquer cette rencontre, expose son projet de « *3 milliards de francs d'investissements* » pour le port de Bonifacio, « *où viendraient s'amarrer les yachts des milliardaires* ». « *J'ai des investisseurs américains et brésiliens* », explique l'homme d'affaires, en précisant que « *sans le feu vert des élus et de toutes les tendances nationalistes* », il n'entreprendra rien, ses investisseurs voulant la garantie que « *leurs constructions ne s'effondreront pas au hasard de déflagrations nocturnes* ».

de misère sociale ont créé un terreau propice au développement de la grande délinquance. Pourtant, la Corse n'est pas le pays mafieux tant décrié. Nous demeurons vigilants face à d'éventuels projets, notamment immobiliers, qui pourraient dissimuler des transferts d'argent sale.

Nous vous rappelons que seules nos actions politico-militaires ont permis d'endiguer certaines volontés spéculatives. Nous opposerons toujours notre refus catégorique à de tels projets comme ceux qui visent, dans l'extrême Sud, le site de la Testa Vintilegna. Par ailleurs, la nature du grand banditisme est de tirer des profits substantiels partout où il le peut. On ne peut sérieusement subordonner une nécessaire évolution institutionnelle pour l'île à l'existence supposée d'une entité mafieuse. La Corse n'est pas et ne sera jamais le territoire d'une quelconque mafia.

— **Vous affirmez représenter l'essentiel de la clandestinité, comment expliquez-vous que la violence politique subsiste (attentats contre l'ADEC, sous-préfecture de Sartène, Office pour l'environnement de Corte...)?**

— Les derniers attentats perpétrés contre l'ADEC, la sous-préfecture de Sartène ou l'Office pour l'environnement de Corte mettent en évidence un activisme groupusculaire opposé au mouvement nationaliste et au processus en cours. Les arrestations effectuées après l'attentat de Sartène [*ndlr* : dont un militant nationaliste que l'on dit proche du groupe *Armata Corsa*] confirment que la tentative de déstabilisation n'est pas de notre fait. Nous avons soutenu dès le début le processus en annonçant un cessez-le-feu que nous avons scrupuleusement respecté et que nous renouvelons aujourd'hui.

— **Lionel Jospin a affirmé que, « si la violence persistait, toute ré-**

liques, d'abrutis et de personnes faibles intellectuellement ». Estimez-vous que cela correspond à la réalité ?

— Ce genre de propos est tellement imbécile et provocateur que nous n'avons pas à y répondre.

— **Est-ce que le repli des structures militaires que vous représentez ne laisse pas la place à des structures de crime organisé ?**

— Il n'y a pas de lien entre un repli tactique ou stratégique de nos activités militaires et la réalité d'une activité criminelle en Corse. Un cessez-le-feu ne constitue en aucun cas un quelconque retrait. Au contraire, nous avons le sentiment qu'en regroupant les principales organisations politico-militaires au sein de l'Union des combattants, nous avons reconstruit ce que quelques-uns avaient détruit. Nous avons renforcé notre capacité d'action. D'autres structures clandestines doivent, à très court terme, renforcer cette union.

— **Comptez-vous, à l'issue du processus, s'il aboutit, rendre les**

armes et abandonner la lutte armée ?

— L'abandon de la lutte armée ne peut être conditionné que par la reconnaissance du peuple corse et de tous ses droits. Les propositions gouvernementales, à ce jour, ne constituent pas un argument susceptible de répondre favorablement à cette question. Néanmoins, nous avons toujours affirmé que la lutte armée n'était pas une fin en soi.

— **Comprenez-vous que, dans certains cas, comme l'indique pour sa part François Santoni, l'on puisse se « substituer à la justice de l'Etat » ?**

— Ces propos menaçants de M. Santoni n'engagent que lui. Ils sont tout de même paradoxaux dans la bouche de quelqu'un qui condamne l'usage de l'action armée et qui bénéficie d'une protection policière rapprochée, notamment à la demande des amis de M. Chevenement.

— **L'amnistie n'est pas à l'ordre du jour, dit M. Jospin. Qu'en pensez-vous ?**

— Qu'on le veuille ou non, l'amnistie se posera dans son intégralité pour tous les patriotes, qu'ils soient recherchés ou emprisonnés. A l'instar de ce qui se passe en Irlande ou de ce qui s'est passé en Kanaky, tout processus de paix n'échappe pas à cette question.

— **Lionel Jospin a affirmé que l'amnistie ne serait jamais envisagée pour les assassins du préfet Erignac. Est-ce acceptable pour vous ?**

— L'amnistie doit être entière. Nous ne laisserons personne au bord du chemin.

— **Que représente Yvan Colonna pour vous ?**

— Il est pour nous un militant nationaliste dont l'engagement sincère est connu et apprécié. Il est actuellement recherché pour des faits dont il nie la paternité.

— **Bénéficie-t-il du soutien de vos organisations et de votre logistique ?**

— Nous n'avons pas à répondre à cette question.

— **La négociation entre les élus corses, dont vos représentants, et le gouvernement vous satisfait-elle ?**

— L'ensemble des élus de la collectivité territoriale, malgré l'attachement de certains d'entre eux à des partis français, a démontré pour une fois sa capacité à se hisser à la hauteur des enjeux. Il leur appartient de maintenir ce cap pour enraciner la paix. Nous prenons acte de cette position.

— **Le renvoi à 2004 des évolu-**

tions institutionnelles vous paraît-il judicieux ?

— Le problème qui se pose est le risque de voir le processus dépendre non seulement des limites de la Constitution française, du rôle du Sénat et des contradictions existant au sein de l'Assemblée nationale, mais également des futures échéances électorales, notamment le scrutin présidentiel. Il appartient donc à l'Etat français, au-delà de son seul gouvernement, d'assurer la pérennité du processus.

— **Comment analysez-vous le positionnement politique de Jean-Pierre Chevènement sur le dossier corse ?**

— Ses prises de position réfractaires au processus en cours ont mis en relief les dissensions qui existent au sein du gouvernement. Nous nous interrogeons par ailleurs sur les liens qui peuvent exister entre certains noyaux ultrajacobins et les derniers attentats commis contre l'ADEC, la sous-préfecture de Sartène et l'Office de l'environnement de Corte. M. Chevènement n'est que la partie visible de l'iceberg. A droite comme à gauche, en France comme en Corse, des volontés se manifestent pour déstabiliser le processus.

— **Les acquis immédiats garantis par l'accord entre le gouvernement et les élus, en matière fiscale, économique et linguistique, correspondent-ils à vos attentes ?**

— Il n'est pas question d'acquisitions, mais de propositions provisoires pour une durée de deux ans, qui sont bien en-deçà de ce que nous espérons dans les domaines que vous citez. Seule la dévolution d'un réel pouvoir législatif permettra d'aborder et de solutionner ces questions, et d'autres, dans leur globalité.

— **Pensez-vous que le processus en cours soit fragilisé par le double assassinat de L'île-Rousse et que sa réussite soit subordonnée, comme l'affirme François Santoni, à l'arrestation des meurtriers ?**

— Comment peut-on concevoir qu'un processus initié par le gouvernement français, approuvé majoritairement par les élus de la collectivité territoriale, soutenu par le mouvement national et tout particulièrement par l'Union des combattants que nous représentons, puisse être subordonné à ce qui n'est, objectivement, qu'un fait divers ?

Propos recueillis par Jacques Follorou

Le principal suspect de l'attentat de Sartène aurait reconnu les faits

AJACCIO

de notre envoyé spécial

Le principal suspect interpellé, jeudi 17 août, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat au lance-roquettes perpétré dans la nuit du 16 au 17 août contre les appartements privés du sous-préfet de Sartène (Corse-du-Sud) aurait reconnu avoir participé à cette action. Jean-Pierre Giacomoni, gérant d'une station-service à Sartène et militant nationaliste, a indiqué, au cours de sa garde à vue, qu'il entendait « *assumer ses responsabilités* » sans pour autant livrer les détails de l'opération. Il devait être déféré en fin de matinée, lundi 21 août, à la section antiterroriste du parquet de Paris, en compagnie d'un jeune nationaliste âgé de 20 ans, Mickaël Gelsomino, que les enquêteurs soupçonnent d'avoir également participé à l'attentat.

Si M. Giacomoni est considéré, par les policiers et les gendarmes chargés des investigations, comme étant un nationaliste proche du groupe clandestin Armata Corsa, il n'a, en revanche, donné aucun élément sur ses affinités politiques et ses liens avec certains leaders nationalistes. L'intéressé paraît avoir été confronté à des déclarations de son entourage qui ont contredit la

version de son emploi du temps le soir de l'attentat. L'un des témoignages recueillis par les gendarmes fait état d'un retour tardif de M. Giacomoni à son domicile dans un état « *commotionné* » et souffrant de troubles auditifs. Au cours de sa garde à vue, il a été l'objet d'examen médicaux à l'hôpital d'Ajaccio (Corse-du-Sud).

M. Giacomoni avait indiqué, dans un premier temps, qu'il avait passé la soirée en compagnie de M. Gelsomino, dont les confirmations ne semblent pas avoir

convaincu les enquêteurs. Le rôle exact de ce complice présumé ne paraît pas avoir été défini avec précision lors de sa garde à vue. M. Giacomoni devra par ailleurs répondre des découvertes effectuées dans son garage et à son domicile de détonateurs, de faux papiers et de cagoules.

Sa compagnie, également placée en garde à vue, devrait être relâchée dans la matinée après avoir été mise hors de cause dans l'attentat, qui n'a pas été revendiqué. La déflagration a endommagé partiel-

lement le balcon des appartements du sous-préfet et de sa famille. L'effet de souffle a brisé plusieurs fenêtres sans faire de blessé. L'ensemble des occupants était parti en vacances trois jours plus tôt. Les experts estiment que la roquette aurait pu faire plus de dégâts si cette arme avait été utilisée avec davantage de dextérité. De plus, la charge utilisée contre le logement du sous-préfet aurait été en partie désactivée afin de limiter les effets produits par l'explosion. Le tube lanceur à coup unique a été retrouvé sur place, une centaine de mètres en contrebas. Il s'agit d'un engin de fabrication soviétique de type RPG-7.

Contacté par *Le Monde*, lundi matin, M^e Pascal Garbarini, avocat de Mickaël Gelsomino, a indiqué qu'il « *regrettait l'usage abusif qui était fait par la justice de l'incrimination fourre-tout d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, qui allait sans doute viser son client* ». « *Elle ne sert, a-t-il ajouté, qu'à justifier l'efficacité des services de police et l'action de la section antiterroriste en Corse sans pour autant s'appuyer sur des éléments clairement démonstratifs.* »

J. Fo.

(à la manière de Monsieur Météo)

Horizon professionnel
dégagé bénéficiant d'un climat parfait.
Précipitations annuelles
sous forme d'augmentation.

**ENS MINES de Saint-Etienne,
Depuis 1816, annonceur d'embellies**

MEFI/SECRETARIAT D'ETAT A L'INDUSTRIE





Pierre Moscovici défend le « pari juste » de Lionel Jospin

FRANGY-EN-BRESSE
(Saône-et-Loire)

de notre envoyée spéciale

Le rite a été scrupuleusement respecté, dimanche 20 août, pour la plus chic des fêtes de la rose du PS. Frangy-en-Bresse, petite commune située aux confins de la Saône-et-Loire et du Jura, est devenue le rendez-vous politique immuable de la rentrée socialiste. C'est Pierre Joxe, l'ancien député de la circonscription, qui l'avait institué en 1972. Depuis, chaque avant-dernier dimanche d'août, un membre du gotha socialiste est attendu sous les quatre platanes de la mairie-école de Frangy. On y a vu Lionel Jospin après l'élection présidentielle, en 1995, Daniel Vaillant en 1996, puis Laurent Fabius, François Hollande et, en 1999, Elisabeth Guigou.

Cette année, c'était au tour de Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, d'avoir les honneurs des affichettes orange vif annonçant la fête. Depuis le retrait de Pierre Joxe en 1997, c'est son successeur dans cette circonscription de Saône-et-Loire, Arnaud Montebourg, qui est la puissance invitée, mais rien n'a changé

dans l'ordonnement de la fête. Après le déjeuner champêtre, la visite des stands et le concert rituel de la clique de Saint-Usuge et des enfants de la Seille, l'invité gagne le terrain de foot où se tient le « meeting ». Décontracté, en bras de chemise sous un soleil de plomb, le ministre délégué aux affaires européennes s'est gentiment plié au rite. S'il a, comme ses prédécesseurs, évoqué des questions de politique générale dans son discours, s'il a, bien sûr, parlé d'Europe, c'est surtout sur la Corse qu'il était attendu.

« LA BONNE MÉTHODE »

Epaulé par ses amis Arnaud Montebourg et Christian Paul – rapporteur, en 1998, de la mission d'enquête parlementaire sur la Corse et député de la Nièvre, venu en voisin –, M. Moscovici s'est surtout efforcé de justifier la démarche du gouvernement. « Sur un tel sujet, a-t-il expliqué, toutes les interrogations sont légitimes, mais nous devons être derrière Lionel Jospin dans son pari pour la Corse, parce que c'est un pari juste et qu'il n'existe pas, aujourd'hui, d'autre solution. » « C'est la première fois qu'une négociation se passe dans un cadre

loyal et transparent », a encore dit M. Moscovici.

M. Montebourg, le précédant à la tribune, avait préféré critiquer vigoureusement les gouvernements de droite – en évoquant « la période où, en Corse, on plaquait une boulangerie le matin et où, l'après-midi, on négociait dans le bureau du ministre de l'intérieur Charles Pasqua » – plutôt que d'exprimer une adhésion franche et massive à la méthode adoptée par Lionel Jospin. « Quelles que soient les méthodes employées, a souligné, pour sa part, M. Moscovici, les gouvernements ont, depuis trente ans, tous échoué à régler ce problème. La méthode choisie, aujourd'hui, est la bonne, parce qu'elle privilégie la responsabilité. Le premier ministre n'a pas, comme on l'entend dire, discuté principalement avec les nationalistes. Il n'a pas eu, non plus, d'interlocuteurs privilégiés. »

Plus tard, devant la presse, le ministre en a encore appelé au « sang-froid, à la fermeté et au sens du dialogue » des responsables politiques, estimant que seule « la remise en cause des accords – pas les attentats – pourrait rendre le processus réversible ».

Christine Garin

A Cuncolta et M. Santoni mettent en cause Matignon et l'intérieur dans leur querelle

DANS leur guerre ouverte, A Cuncolta indépendantista, principale organisation nationaliste, et François Santoni, son ancien dirigeant, semblent tentés d'enrôler, respectivement, l'Hôtel Matignon et le ministère de l'intérieur. Les clandestins n'ont cessé d'appuyer sans réserve les deux négociateurs de Corsica Nazione reçus à Matignon, Jean-Guy Talamoni et Paul Quastana, tous deux membres de la Cuncolta. Or, ils s'interrogent aujourd'hui, comme M. Santoni, proche du groupe clandestin Armata Corsa, sur les liens qui pourraient exister entre les derniers attentats – pour les uns – l'assassinat de Jean-Michel Rossi – pour l'autre – et le conflit d'intérêts qui s'est installé entre la Rue de Varenne et la Place Beauvau.

Les accusations sont graves. Dans son entretien au *Figaro-Magazine* du 19 août, M. Santoni explique que « le gouvernement socialiste (...) peut être impliqué » dans le double assassinat de Jean-Michel Rossi et de son garde du corps, Jean-Claude Fratacci, et déclare « possible » une manipulation « du cabinet de Lionel Jospin ». Les responsables clandestins s'interrogent, en retour, « sur les liens qui peuvent exister entre certains noyaux ultrajacobins et les derniers attentats commis contre l'ADEC, la sous-préfecture de Sartène et l'Office de l'environnement », précisant que « M. Chevènement n'est que la partie visible de l'iceberg » (lire page 6).

HOMMAGE DISCRET MAIS RÉPÉTÉ

Depuis quelques semaines, il est vrai, le ministère de l'intérieur et le Mouvement des citoyens n'ont pas compté leur soutien à M. Santoni et à Jean-Michel Rossi. Il y a eu, d'abord, l'hommage discret, mais répété, rendu à leur livre, *Pour solde de tout compte* (éditions Denoël), par Jean-Pierre Chevènement. Le ministre de l'intérieur juge « formidable » cette charge

sévère contre leurs anciens compagnons de la Cuncolta, et ne se cache pas de lire dans cet ouvrage la « confirmation » de ses jugements sur le nationalisme corse (*Le Monde* du 8 août). « Corse : le gouvernement a-t-il négocié avec des gangsters ? », demandait d'ailleurs l'hebdomadaire *Marianne* (daté 14-20 août), que sa ligne éditoriale « républicaine » incite à soutenir le ministre de l'intérieur. Jean-Michel Rossi avait réservé un texte à cet hebdomadaire.

Surtout, la réaction de Georges Sarre, le 7 août, immédiatement après l'assassinat de Jean-Michel Rossi, avait sidéré plus d'un responsable nationaliste sur l'île. Le président délégué du MDC, parti présidé par le ministre de l'intérieur, avait jugé « urgent et souhaitable d'assurer la protection de François Santoni » et précisé, à l'intention du gouvernement, qu'« on attend qu'il mène sans faiblesse ni complaisance l'enquête nécessaire à l'élucidation » de cet « assassinat lâche et horripant ». Les clandestins tiennent aujourd'hui à faire savoir que M. Santoni « bénéficie d'une protection militaire rapprochée, notamment à la demande des amis de M. Chevènement ».

M. Santoni déplace sa rivalité avec les clandestins de l'Union des combattants – qui se posent comme seuls représentants de la clandestinité face au « groupuscule » Armata Corsa – sur le terrain national. Ainsi rend-il hommage, dans *Le Figaro-Magazine*, à M. Chevènement, qu'il déclare « complètement honnête » et « pas accessible » à des « pratiques » manipulatoires, contrairement aux « socialistes » et au « cabinet de Lionel Jospin ».

Officiellement, M. Santoni et la Cuncolta s'opposent d'abord sur la clandestinité : alors que la Cuncolta, comme toutes les organisations membres de la coalition Unita, défend son maintien, M. Santoni et ses amis prônent

officiellement sa disparition. En revanche, les frères ennemis soutiennent, officiellement, le processus de Lionel Jospin. Le 28 juillet, tout le groupe Corsica nazione de l'Assemblée de Corse a voté pour le compromis de Matignon. Seul César Filippi, tenté un temps par l'abstention, avait « tenu » à jouer le « rôle difficile de Cassandre », estimant que soumettre des « promesses » à la condition du « rétablissement de la paix civile » et « prendre la Corse et les Corses en otages par le biais de cette condition sine qua non » était « intolérable ». Hôtelier à Porto-Vecchio, M. Filippi a été l'émissaire auprès des familles Rossi et Fratacci pour savoir si des délégations de la Cuncolta et de Corsica nazione pouvaient se rendre aux entretiens, comme ces deux organisations le souhaitaient pour affirmer leur innocence.

AGACEMENT

En revanche, M. Santoni ne cache pas son aversion pour les « négociateurs » du processus. La publication du livre, en juin, alors que ce processus arrivait à son terme, avait été perçue par certains, à Matignon, comme une tentative de déstabilisation. On s'agace aujourd'hui discrètement, Rue de Varenne comme à la préfecture de Corse, de la « sanctification » de Jean-Michel Rossi et de M. Santoni par M. Chevènement. Seule à commenter l'entretien de l'ancien responsable de la Cuncolta, la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, interrogée par l'AFP, a jugé « absurdes » les accusations portées par M. Santoni contre le cabinet de M. Jospin. « Si M. Santoni connaît les informations à la justice », a observé sèchement la ministre de la justice.

Ariane Chemin

L'idée : combiner l'Internet de seconde génération avec les dernières solutions et innovations en matière de mobilité. Siemens est la seule société au monde à pouvoir vous proposer, à partir d'une source unique, les réseaux les plus modernes, les équipements et les services associés. Pour en bénéficier : www.siemens.com/mobile-business

Bientôt, vos clients seront connectés à Internet.

Et vous, y serez vous aussi.

Rendez votre business mobile.

Les entrepreneurs sont en train de changer. Ils font leurs courses et leurs business transactions sur Internet, qu'ils soient dans un café ou en prenant leur petit déjeuner au lit. Si vous ne connaissez pas de personnes utilisant leur téléphone portable pour acheter tout ce dont ils ont besoin, annuler, réserver leurs voyages... Les meilleures opportunités sont évidemment réservées à ceux qui seront disponibles pour leurs clients. Vous avez la réponse. Nous le sommes déjà. Siemens rend l'Internet mobile.

Depuis les réseaux complexes jusqu'aux équipements les plus récents en matière de données, nous vous proposons l'ensemble des services et des équipements qui vous permettent de garantir que vos services et vos produits sont disponibles partout, quel que soit le terrain d'opération. Nous sommes disponibles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, pour vous offrir plus de 200 millions de services et de produits. Et vous, n'attendez pas ?

mobile business

Les Journées d'été des Verts préludent à un congrès tumultueux

Trois mois avant les assises de Toulouse, Dominique Voynet doit faire face à une contestation qui la met en cause comme ministre et comme chef de parti. Ses partisans et elle-même se disent d'accord avec les critiques formulées par Guy Hascoët et Noël Mamère

Aux Journées d'été des Verts, qui commencent mardi 22 août à Larnas, en Ardèche, Dominique Voynet aura à faire face au feu croisé des chasseurs de CPNT et... de ses oppositions internes. Trois mois avant le

congrès de Toulouse, le courant Dynamiques vertes, du secrétaire d'Etat Guy Hascoët et du député de Gironde Noël Mamère, conteste le leadership de la ministre de l'environnement et prend date pour l'élection présidentielle.

Dans une lettre aux militants, signée aussi par la secrétaire nationale adjointe, Francine Bavay, MM. Hascoët et Mamère critiquent le bilan de M^{me} Voynet comme ministre et comme chef de parti. Ils demandent, comme

dans leur tribune publiée dans *Le Monde* du 19 juin, la refonte complète du mouvement et une plus grande autonomie vis-à-vis du PS. Le retour de Marie-Christine Blandin, qui s'était éloignée de la vie politique nationale,

bouscule également le jeu, tandis qu'un débat s'amorce au sein des Verts sur l'épargne salariale et l'épargne solidaire. Le député européen Daniel Cohn-Bendit observe de loin ces batailles internes.

UNE EFFERVESCENCE, qui ne doit rien aux chasseurs, promet d'animer les journées d'été des Verts, qui commenceront mardi 22 août à Larnas, en Ardèche. Les motifs d'agitation ne manquent pas : le congrès du parti écologiste, lors duquel la majorité de la ministre de l'environnement, Dominique Voynet, pourrait être bousculée, est prévu dans trois mois à Toulouse ; les échéances électorales, des municipales à la présidentielle, ne sont pas loin. Et l'heure est au bilan, après trois ans de gouvernement au sein de la gauche « plurielle ».

Ce bilan, M^{me} Voynet « n'a pas à en rougir », comme elle le dit dans *Le Journal du dimanche* du 20 août. Elle préfère en « saluer les avancées, constater la moisson engrangée », plutôt que de le critiquer, comme l'ont fait Francine Bavay, Guy Hascoët et Noël Mamère dans *Le Monde* du 19 août. Pour la vice-présidente du conseil régional d'Ile-de-France, le secrétaire d'Etat à l'économie solidaire et le député de Gironde, qui signaient à leur premier texte commun, « les hésitations constatées à l'occasion de l'autorisation des OGM, de l'Erika, de la chassa, ne sont pas dues seulement à des erreurs de communication d'un ministre, mais à des failles que nous

partageons tous ». Elles se nomment, accusent les trois signataires, « confusion des responsabilités, manque de coordination (...), logiques claniques, insuffisances d'analyse et d'expertise ».

M^{me} Voynet se « refuse à croire » qu'il y a là une déclaration de guerre contre elle, même lorsque les représentants de la tendance « Mamère » écrivent que l'électorat écologiste ne se satisfera plus du « grand écart » entre les « déclarations radicales du week-end » et celles, « lénifiantes », du lundi, pour satisfaire à la fois les militants et Lionel Jospin. « Il n'y a pas

une feuille de papier à cigarette entre Hascoët, Mamère et moi », insiste la ministre, en laissant de côté M^{me} Bavay et son courant Autrement les Verts (ALV).

C'est ce discours bien rodé que répètent les partisans de la ministre de l'environnement. « Je suis entièrement d'accord avec ce qu'ils disent », explique Yves Cochet, par exemple sur les insuffisances de la politique gouvernementale en matière de développement durable, de répartition des fruits de la croissance, de fiscalité, de réformes institutionnelles, ou, encore, sur le nouveau contrat de lé-

gislation qu'il convient de passer avec le PS. « Je ne vois pas de différence majeure dans nos analyses », confirme Denis Baupin, porte-parole des Verts. Il ajoute : « Il faut plus de collégialité, plus de coopération, oui, on a entendu, mais cela veut dire aussi plus de solidarité ». « A part les attaques contre Dominique Voynet, c'est exactement notre ligne stratégique », renchérit le secrétaire national des Verts, Jean-Luc Bannahmias.

Les défenseurs du courant Ouverts, celui de M^{me} Voynet, ne ménagent donc pas leurs efforts pour persuader leurs homologues de Dynamiques vertes de les rejoindre avant le congrès. Peine perdue, si l'on en croit M. Mamère. « Il ne peut y avoir de majorité solide si la discussion n'a lieu que sur un seul texte ! », s'exclame le maire de Bègles. « On veut un bilan critique qui nous permette d'avancer », souligne M^{me} Bavay. « Jacques Archimbaud [membre du cabinet de M^{me} Voynet] rêve de mettre les Verts à la place du PC dans la gauche "plurielle", c'est-à-dire l'allié sûr auquel on garantit des places, parce qu'il sait se taire. C'est une erreur », ajoute-t-elle. Il est donc plus que probable que les différents courants des Verts vont « se compter » avant leur congrès.

Le jeu sera particulièrement ouvert, puisque Marie-Christine Blandin revient (*lire ci-dessous*) que la porte-parole Maryse Arditti et son récent allié, Yves Pietrasanta, présenteront un texte, de même qu'ALV.

QUI AU SECRÉTARIAT ?

A l'ordre du jour des débats de couloirs, à Larnas, est inscrite la question : qui représentera les Verts à l'élection présidentielle ? « Ce n'est pas de cela qu'il faut discuter, mais du contenu du contrat de législation que nous devons passer avec le PS », soupire Jean-Félix Bernard, vice-président du Conseil national de l'air. D'autres sont plus pressés. « Dominique Voynet voudrait que l'on reporte le débat après les municipales, mais je pense, comme Daniel Cohn-Bendit, qu'il devrait avoir lieu rapidement, avance Yves Contassot, chef de file des Verts à Paris. Derrière cette candidature, il faut surtout savoir quelle est notre originalité. » M. Mamère jure qu'il est trop tôt pour en parler, mais il estime, tout de même, qu'il « faut un candidat de la différence et non pas un candidat du compromis, sinon, on ne sortira pas des 4 % ». Si les choses n'étaient pas assez claires, le maire de Bègles ajoute : « Notre électorat attend une plus grande radicalité,

incarnée par certains, dont moi. »

En filigrane, se dessine également une compétition pour savoir qui briguera le secrétariat national du parti, si M. Bannahmias n'était pas réélu après le congrès. Auparavant, les Verts ont bien d'autres problèmes à régler : un afflux de plusieurs centaines d'adhésions avant l'été, provenant, selon le secrétaire national, de Roubaix, Montpellier et Marseille, ont paru suspects à la direction. Une lettre aux nouveaux adhérents est donc partie, mi-juillet, « pour vérifier les fausses adresses ». « Cinq cents cartes qui circulent, ça peut faire de grosses différences au congrès », s'inquiète Martine Billard. « Si on n'arrête pas cette dérive, on sera vraiment un parti comme les autres », se désole la porte-parole des Verts.

C'est un chantier de plus pour un mouvement qui a fait le pari de renouveler entièrement son mode de fonctionnement. Notamment pour que son « parlement », le conseil national interrégional (CNIR), ne soit plus, comme le dit un militant, « un moment cathartique pour frustrés ». Or, le CNIR doit se réunir, précisément, les 26 et 27 août, après les journées d'été.

B. G.

Marie-Christine Blandin « descend » à Paris

UN BRUIT vague, puis une rumeur insistante, enfin une certitude : Marie-Christine Blandin, conseillère régionale du Nord-Pas-de-Calais, revient à la politique nationale. Pour preuve de sa décision, elle prépare une motion avec Stéphane Pocrain, jeune porte-parole des Verts, pour le congrès de novembre. Depuis quelques mois, elle a eu beau s'accrocher à ses maximes - « la politique se médialise à Paris mais s'invente sur le terrain » - ou à ses convictions - « je suis une décentralisatrice forcée » -, « Marie », Blandin, comme on dit là-haut dans le Nord, éprouvait des tentations. Souvent présentée comme un parangon de vertu politique, elle se voyait plutôt comme « une femme aujourd'hui seigneur, car moins cotée ». Dans son langage sans chichis, l'ancienne présidente du conseil régional tirait des plans sur la comète : « C'est vrai que je suis libre et que je pourrais "descendre" à Paris, ça me dérange. »

Voilà qui est fait et qui pourrait changer un peu la donne chez les Verts. Leurs cadres, avec ou sans hypocrisie, se disent ravis. Cependant, un courant de plus chez les Verts, cela ferait désordre. Moins médiatisée, sans doute, que pendant cette expérience, historique pour les Verts, qui la vit, de 1992 à 1998, présider le conseil régional

Nord-Pas-de-Calais. Mais avec encore un joli capital, notamment auprès des jeunes du mouvement. Pour Erwan Le Cœur, l'un des responsables de Chiche ! - mouvement de jeunesse qui s'est séparé des Jeunes Verts, plutôt voynéristes -, M^{me} Blandin représente encore un idéal en politique. Martine Aubry lui a proposé une place de vice-reine sur sa liste aux municipales, la deuxième, mais elle n'en a pas voulu. Revenir donc, mais pour quoi faire ?

CRITIQUE IMPLICITE

Se présenter aux élections sénatoriales de 2001, dit-on. « C'est décidé depuis quelques semaines », confirme Jean-Luc Bannahmias, secrétaire national. Mais, surtout, pour promouvoir au sein des Verts « une vraie écologie populaire ». Les Verts, cela ne peut pas être destiné qu'aux bac + 5, assure M^{me} Blandin, qui souligne la nécessité « de charpenter ce mouvement, de le rajouter, de le populariser ». Dans une critique implicite de Dominique Voynet, l'ancienne présidente explique : « Tous nos lieux de pensée et de pouvoir sont à revoir, ministères, conseillers, Parlement. Il y a eu un boulot intense, qualitatif, mais pas assez de passerelles avec tout le reste, pas assez de décentralisation. »

Volontiers rieuse, « Marie » Blandin s'explique sur le ticket Blandin-Pocrain : « Nos histoires, nos looks, nos réseaux sont très différents et très complémentaires. C'est inattendu et ça casse un peu l'idée d'écurie, de clan. » Un peu comme une bonne blague, mais très morale, pour ceux qui avaient sorti leurs couteaux. « On n'est pas là pour s'empailer », assure celle qui s'est dite déstabilisée par la façon, « à la hussarde », dont s'est constitué le courant Hascoët-Mamère. Assez forte cependant pour jouer les médiatrices dans le conflit caricatural qui a opposé, à Roubaix, Guy Hascoët et le Vert local, Slimane Tir, pour la tête de liste pour les municipales, la présidente du groupe des Verts au conseil régional n'est pas prête à s'en laisser conter.

Pour Guy Hascoët, alors que Marie-Christine Blandin se disait disposée, il y a quelques mois, à devenir la porte-parole de son courant, Dynamiques, si on le lui demandait, cette défection n'a pas dû être une bonne nouvelle. Pour Noël Mamère, le départ de Stéphane Pocrain, l'un de ses proches, plutôt brillant, n'est pas non plus un motif de réjouissance.

B. G.

Désaccord au sujet de l'épargne salariale

IL EST plus facile pour les Verts de se mettre d'accord sur la sortie du nucléaire ou sur la régularisation des sans-papiers que sur les questions économiques. Ce fut vrai, cette année, lors du débat sur les droits à polluer. Cela se vérifie depuis la présentation du projet de loi sur l'épargne salariale par Laurent Fabius. Dans une interview au *Journal du dimanche* du 6 août, Guy Hascoët, secrétaire d'Etat à l'économie solidaire, a expliqué pourquoi il défend ce texte, dont il s'est saisi afin d'y inclure un chapitre sur l'économie solidaire. Il dénonçait « l'hypocrisie » des politiques et des syndicats, qui ne disent rien sur l'assurance-vie, « pourtant le plus grand fonds de pension qui existe depuis trente ans ».

Cette position a déclenché un tollé chez les Verts, tous courants confondus, et risque de resurgir, sinon aux journées d'été, du moins au moment de la discussion du projet de loi, à l'automne. Yves Contassot, chef de file des Verts à Paris, se montre l'un des plus acides. « Je suis en complet désaccord avec Guy Hascoët, qui légitime le principe des fonds de pension », dit-il. Pour M. Contassot, directeur de

marketing de la Banque de France, le système proposé par M. Fabius « va à des inactifs en quantité de plus en plus importante, creusant le fossé entre les classes moyennes et supérieures, qui vont avoir une retraite encore plus confortable, et les autres ». Et puis, s'étrangle M. Contassot, « depuis quand les Verts sont-ils favorables à l'assurance-vie ? ». « L'hypocrisie, c'est de maintenir ce système ! », s'exclame l'adjoint au logement de la mairie du 3^e arrondissement, déplorant « que l'on soit en train de supprimer les outils qui permettaient de financer la politique sociale, notamment le logement ».

VENDE SON ÂME AU DIABLE

Stéphane Pocrain, l'un des quatre porte-parole officiels, dénonce l'inspiration « plus libérale que sociale » d'un texte dans lequel a été glissé un « cavalier » des Verts. « Si le projet de la gauche, c'est de transformer la France en millions de petits épargnants... », soupire-t-il. « C'est bien d'essayer de faire avancer l'épargne solidaire, mais comment ne pas croire que l'on devient ainsi la caution de gauche de

Fabius ? », s'interroge-t-il. Selon lui, le gain de l'opération est nul, car tout le débat sera bipolaire, « pour ou contre l'épargne salariale », et « ce n'était pas cela le contrat passé avec la gauche "plurielle" ». Martine Billard, autre porte-parole, dit sa déception lorsqu'elle a pris connaissance du pourcentage (5 % à 10 %) des fonds communs de placement qui pourraient être investis dans des entreprises solidaires. Elle estime que M. Hascoët a vendu son âme au diable « pour pas grand-chose ».

Même Francine Bavay, qui vient de signer un texte avec le secrétaire d'Etat (*Le Monde* du 19 août), fait valoir à propos de l'assurance-vie « qu'il y a tout de même une sacrée différence entre une décision individuelle et une épargne collective forcée, à laquelle on n'applique pas les cotisations sociales ». Reconnaissant que M. Hascoët était « bien obligé de faire des concessions », elle assure que cela n'empêchera en rien « les députés de se battre contre l'exonération de cotisations sociales » dans la loi.

B. G.

Daniel Cohn-Bendit, député européen

« Deux stratégies sont légitimes pour la présidentielle »



DANIEL COHN-BENDIT

« Aux journées d'été de Lorient, en 1999, les Verts n'avaient pas voulu de l'ébauche de votre "Troisième gauche verte". Simple invité à Larnas, quel est votre état d'esprit aujourd'hui ?

— Ils n'en veulent toujours pas ! Si une déchirure de ligament, qui m'est arrivée dimanche, ne m'immobilisait pas pour quelque temps, je m'y rendrais dans l'esprit d'un simple citoyen "vert" qui va écouter ce que veulent les Verts. J'espère qu'ils y expliqueront ce qu'ils proposent pour l'avenir. J'avoue que je les sens un peu recroquevillés sur eux-mêmes, aux aguets, à cause de leur congrès de Toulouse, en novembre. Leur fonctionnement clanique et sous-clanique ne rend pas le futur très radieux.

— Ils vous ont beaucoup reproché votre initiative avec le président de l'UDF, François Bayrou, sur l'Europe, faisant valoir qu'ils n'étaient pas sortis du ni droite, ni gauche d'Antoine Waechter pour passer à « et-et » ? Cela vous gêne-t-il ?

— Ce qui me gênerait serait que l'on ne me reproche plus rien ! Mais j'avoue que je n'ai pas compris la critique. Les Verts approuvent le fond, mais « pas avec Bayrou ». Je n'accepte pas ce genre d'argument. Je prends acte du fait que j'ai énormément de difficultés à avancer des propositions sans que cela crée une tempête dans un verre d'eau. Il y a des Verts

avec lesquels j'arrive à discuter et d'autres qui trouvent que ma manière de faire de la politique n'est pas la bonne. Je ne vais pas pour autant m'embrigader dans un courant. S'il faut, comme Marie-Christine Blandin, faire une motion pour être dans le jeu, je dis tout de suite que cela ne m'intéresse pas. Les Verts ont été très contents du résultat des élections européennes, obtenus, sentent-ils, grâce à eux. Visiblement, on a tiré des leçons différentes de cette campagne. Ou plutôt, ils estiment qu'il n'y a pas de leçons à tirer.

— Vous avez, justement, provoqué nombre d'adhésions chez les Verts. N'y a-t-il pas là un malentendu ?

— Il y a visiblement un malentendu entre pas mal de Verts et moi, mais ce n'est pas simplement de leur faute. Mon analyse est que ce parti représente une organisation encore atypique, où l'on peut faire des choses impossibles dans un parti classique. Par exemple prendre des initiatives avec des

centristes. Mais je projette peut-être dans les Verts quelque chose qu'ils ne veulent pas être. Je trouve normal qu'ils aient des discussions avec une frange de l'extrême gauche, du mouvement social, qui ne veut pas d'une participation gouvernementale ; il ne me viendrait pas à l'esprit de dire que l'on ne peut pas le faire, parce que l'on est au gouvernement et que les autres sont contre. Les Verts n'arrivent pas à assumer la pluralité de leurs propres positions.

— Sont-ils capables de sortir de leurs querelles de chefs ?

— Pour en sortir, il faut trouver une méthode rationnelle. La raison pour laquelle je ne me sens pas très concerné par ces journées d'été, c'est que l'on n'y parle pas des problèmes réels. Par exemple, nous avons au programme un très beau débat sur les Verts en Europe, mais pas sur l'avenir dans la gauche plurielle. L'important, c'est de débattre du fait que l'on va être obligé d'être dépendants du PS pour les législatives et de montrer notre autonomie pour la présidentielle. Tout le monde va en parler dans les couloirs, mais il n'y a pas de débat public.

» Deux stratégies sont légitimes pour la présidentielle, mais je suis moi-même encore incertain sur celle qu'il convient de choisir. La première consiste à valoriser l'expérience gouvernementale, à rappeler notre histoire. Dans ce cas, la meilleure, c'est Dominique

Voynet. La seconde option consiste à se démarquer nettement du gouvernement, à montrer notre différence, tout en restant dans la gauche plurielle. Dans ce cas, c'est Noël Mamère le bon candidat. Il faut se décider là-dessus, en fonction de notre volonté politique et de ce que nous voulons exprimer. Voilà une façon de surmonter le débat des chefs, mais il faudrait en parler ouvertement.

— Que pensez-vous de la démarche du gouvernement pour la Corse

— Jospin a raison. Il y a une chose que je trouve extraordinaire, c'est que, peut-être, à partir de la Corse, l'accélération d'une politique de décentralisation, de régionalisation de la vie politique va être faite par le dernier des grands jacobins, Jospin. Le dernier des grands eurosceptiques, Chirac, amène la France à la modernisation nécessaire face à l'Europe, en lançant le débat sur la Constitution européenne. C'est cela qui est fascinant chez eux, ce dépassement de leur propre histoire, qui permet à la France de dépasser la sienne. Pour un chef d'Etat, s'affirmer, c'est prendre des risques, en sachant se renier politiquement, avec plus ou moins d'élégance et de pathos. Comme de Gaulle et Mitterrand l'ont fait avec l'Algérie. »

Propos recueillis par Béatrice Gurrey

Jean-Marc Lhuillier

La responsabilité civile, administrative et pénale dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux

2^e édition mise à jour

424 p., 195 F

Nouvelle édition mise à jour incluant le texte intégral et un commentaire de la loi du 10 juillet 2000 sur les délits non intentionnels.

Disponible en librairie ou auprès des Editions ENSP

Éditions ENSP

École nationale de la santé publique Av. du Pr Léon-Bernard - 35043 Rennes cedex Tél. 02 99 54 90 98 - Fax 02 99 54 22 84 editions@ensp.fr

Le coût de la rentrée scolaire 2000 sera légèrement à la hausse

Deux associations ont publié leurs estimations

Familles de France et la Confédération syndicale des familles ont rendus publics, lundi 21 août, leurs estimations du coût de la rentrée scolaire 2000. Selon elles,

les prix seront en augmentation légère, d'environ 1,3 %, essentiellement du fait d'une demande de fournitures croissante et de l'achat des équipements sportifs.

SIGNE ANNONCIATEUR de l'inexorable approche de la rentrée des classes, la publication, lundi 21 août, des traditionnelles enquêtes de la Confédération syndicale des familles (CSF) et de Familles de France tentent d'évaluer le coût de cette rentrée. Les deux associations s'accordent pour estimer, cette année, les prix légèrement à la hausse.

Selon la CSF, la rentrée scolaire 2000 coûtera 1,3 % de plus aux parents d'élèves de tous âges, essentiellement du fait d'« une demande de fournitures croissante, particulièrement en maternelle et primaire, ainsi que de l'achat d'un équipement sportif de meilleure qualité ». Familles de France, qui évalue uniquement le coût moyen de l'équipement d'un enfant entrant en sixième, avance le chiffre de 1 102 francs, soit 1,2 % d'augmentation par rapport à la rentrée 1999 qui, il est vrai, avait enregistré une baisse des prix de 0,3 %.

Ce sont les fournitures non papeteries qui sont les plus dispendieuses (526 francs), loin devant les vêtements de sport (324 francs) et la papeterie (253 francs). Entre hypermarchés et supermarchés, l'écart de prix se resserre : il n'est que de 11 francs (en faveur des hypermarchés) sur l'ensemble de la liste. « Ce renchérissement des prix des hypermarchés provient principalement des vêtements de sport, qui augmentent de 9,9 % du fait de la présence dans les linéaires d'articles de marque au prix plus élevé », relève Familles de France, qui semble s'inquiéter du fait que le jogging Adidas à 350 francs ou les baskets Nike à 299 francs « caracolent désormais en tête de gondole comme produits d'appel ». Et qui note, un rien amusé, que les cartables des enfants de

doze ans offrent tous une poche pour le rangement du téléphone portable.

« Cette rentrée représente toujours pour les familles des dépenses importantes pouvant aller de 35 % à 111 % du budget de septembre, suivant les situations », résume la CSF. Et de dénoncer la prolifération des listes de fournitures de rentrée en maternelle et en primaire : « Malgré les rappels à l'ordre ministériels, les établissements continuent de demander aux familles des achats qui, en principe, sont couverts par les subventions municipales. Certaines demandes sont inadmissibles, et ne tiennent aucun compte des difficultés des familles. »

« Des dépenses pouvant aller de 35 % à 111 % du budget de septembre »

La rentrée d'un enfant en cours préparatoire grève de 560 francs le budget de ses parents. Celle d'un enfant de cours moyen, de 953 francs. Equiper un élève de 4^e revient à 1 858 francs ; une élève de seconde générale, à 3 451 francs ; une élève de seconde technologie industrielle, à 4 544 francs ; un élève de première année de BEP industriel, à 4 122 francs... « C'est dans l'enseignement professionnel, suivi par de nombreux enfants de familles populaires, que l'on trouve les frais les plus importants, déplore la CSF. Le matériel demandé coûte cher et les aides ne sont pas toujours en adéquation avec les dépenses. » A ces dépenses de rentrée s'ajoutent d'autres frais tout au long de l'année : assurances, photo de classe, cantine, voyages scolaires, notamment, auxquels tous les élèves d'une même classe n'ont pas les moyens financiers de participer. Ou encore stages en entreprise, non rémunérés, mais générateurs de frais pour les familles. Et surtout concours d'entrée dans les écoles. Il en coûte, par exemple, 6 641 francs à un étudiant du Finistère pour passer cinq concours d'écoles d'infirmier. Tout cela sans compter les « sollicitations extérieures, de plus en plus nombreuses », à en croire la CSF : « L'arrivée en masse du multimédia risque d'aggraver encore les différences en créant d'importants écarts dans l'accès à la connaissance ».

La CSF plaide pour la modulation de l'Allocation de rentrée scolaire (ARS) selon les revenus des familles. Une hypothèse déjà évoquée par la ministre déléguée à la famille et à l'enfance, Ségolène Royal, lors de la conférence de la famille de juin dernier. La CSF souhaiterait encore une réévaluation des bourses de collège, qu'elle juge trop faibles et dont les plafonds d'obtention excluent, selon elle, trop de familles. Enfin, rappelant le sort peu enviable de nombreux étudiants (20 % d'entre eux vivent avec moins de 2 000 francs par mois), elle appelle de ses vœux la création d'une allocation pour les 18-25 ans en attente de formation, d'emploi ou en études. Dans ce domaine de « l'autonomie des jeunes », le gouvernement s'est également engagé, en juin, à avancer des solutions lors de la prochaine conférence de la famille.

Pascale Krémer

Dans l'Aude, une « rave party » a pris au dépourvu les pouvoirs publics

Médecins du monde, qui fait de la prévention sur ces manifestations, a décidé de rester sur les lieux, après avoir annoncé son départ pour protester contre la mauvaise volonté des autorités locales

CARCASSONNE

de notre correspondant

La première image qui vient à l'esprit est celle d'un village. Un village surgi de nulle part, en plein champ, où les maisons auraient été remplacées par des voitures et des camions, et où un urbaniste un peu fou aurait tracé des « placettes ». Rien n'y manque. Pas même les échoppes improvisées dans les malles et les fourgons. Et, par-dessus tout, un battement lancinant de musique techno.

Nous sommes au cœur de la plus grande rave party que le département de l'Aude ait connue et, si l'image peut sembler idyllique, elle n'arrive pas à effacer celle des débris accumulés, des pâtures dévastées et de ces garçons et filles hagards. L'odeur âcre du cannabis est omniprésente. Entre 15 000 et 20 000 personnes ont envahi, depuis la nuit de jeudi 17 août, une étendue de 20 hectares à cheval sur les communes de Fontiers-Cabardès et Brousses-et-Villaret, dans la Montagne Noire audoise. Yves Bonnafous, maire de Fontiers, a croisé, jeudi vers minuit, des files interminables de voitures. Il a failli croire à un mariage dont il n'aurait pas été averti. « Depuis, c'est l'invasion. Pire que des martiens. »

Prévenus par une boîte vocale, des ravers venus de toute la France, mais aussi d'Allemagne ou d'Angleterre, ont afflué toute la nuit et la journée suivante. Les tentes ont fleuri et une trentaine de sonos se sont installées sur chacune des places de la ville champignon éclos en quelques heures. Avertis peu de temps avant, les gendarmes n'ont pu endiguer le flot. Depuis, on danse nuit et jour,

on boit beaucoup, on dort où l'on se trouve. C'est le teknival, encore appelé free party, la forme la plus sauvage des rassemblements technos.

« Dès que nous avons été un peu au clair avec le lieu, nous avons prévenu la préfecture et la Ddass », témoigne Valère Rogissard, responsable de la « mission rave » de Médecins du monde (MDM) à Paris. L'association humanitaire, qui développe un programme de réduction des risques sur les raves, avait justement décidé, à l'occasion d'un teknival dans le sud de la France, de regrouper ses six « missions raves » pour travailler ensemble et échanger les expériences. Au point que pas moins de 70 bénévoles de MDM ont convergé vers l'Aude pour installer, sur le site de la fête, outre un poste médical, des actions de prévention et des tests de produits.

CITERNES RÉQUISITIONNÉES

A la préfecture, l'association a demandé de l'aide sur quatre points : la présence d'un véhicule de secours en permanence, la mise à disposition d'eau sur le site, l'installation de bennes à ordures et une organisation de la circulation pour évacuer des malades en cas de besoin. « C'est vrai, ce genre de rassemblements est interdit. Mais, une fois que le fait est là, il faut savoir si l'on préfère augmenter les risques ou les diminuer », dit Valère Rogissard, qui cite le cas d'autres teknivals - près de Blois et à Caen - où de telles demandes ont été acceptées.

« Nous avons dû faire face à une situation qui nous était imposée. Il a fallu parer à l'urgence », répond la préfecture de l'Aude, qui estime,

par la voix de son secrétaire général, Henri Jean, « n'avoir pas à organiser la logistique d'une manifestation illégale ». Gendarmes, pompiers, SAMU, CRS et douanes ont été déployés autour du site, avec un bilan léger pour l'instant : trois départs d'incendie, rapidement maîtrisés, et deux saisies considérées comme minimes de haschich et d'ecstasy. Sur la question de l'approvisionnement en eau, la situation s'est bloquée, au point que MDM a décidé, samedi soir, de quitter la rave « en raison du refus des pouvoirs publics d'assumer leurs responsabilités ».

Dimanche, deux citernes de 1 000 litres ont finalement été réquisitionnées et acheminées sur place par l'armée. Face à ce « minimum tardif », Médecins du monde a maintenu sur la rave une simple antenne médicale. Entre-temps, le maire de Fontiers avait couru acheter une pompe pour remettre en service un ancien captage d'eau qui se trouve au milieu du site. Et des paysans voisins avaient offert leur aide pour compléter l'approvisionnement en eau.

Mi-impressionnée, mi-curieuse, la population locale a, dans un premier temps, profité de l'affluence : les stocks d'eau et de bière ont été écoulés en un rien de temps dans toutes les épiceries alentour. Mais les mots « supermarché de la drogue », « bruit », « invasion » reviennent dans toutes les conversations, de même que la question « jusqu'à quand ? ». Dimanche soir, la boîte vocale annonçait la fin du teknival. Mais l'évacuation totale des lieux n'était pas attendue avant mardi.

Laurent Rouquette

Jeux de Sydney : EDF, partenaire officiel de toutes les énergies.

Jean-Christophe, Daniel, Pascal, Anthony, Frank,

Laurent, Pierre, Christine et Philippe, autant de

collaborateurs d'EDF qui sont aussi des sportifs de

haut niveau sélectionnés pour les Jeux de Sydney.

Aviron, canoë-kayak, triathlon : par son engagement

auprès des fédérations françaises, Electricité de France

encourage la pratique des sports d'eau.

L'entreprise s'est également engagée auprès de la

Fédération Française de Rugby. Par l'ensemble de ses

partenariats, EDF témoigne de son attachement au

respect de l'environnement, à la solidarité, au

dynamisme, à l'esprit d'équipe et à l'imagination.

www.edf.fr

Laurent, ingénieur à EDF,
Champion de Canoë-kayak.

Nous vous devons plus que la lumière.

Le jour où on s'est mis à 46 sur un scooter

IL faut imaginer un supermarché. Un vaste supermarché ultramoderne, débordant des denrées les plus alléchantes que peuvent produire l'ingéniosité et le labeur humains. Un vaste palais scintillant de la consommation. On peut tout y acheter. Des gadgets électroniques. Des livres rares. Des appels à prix réduit avec ses amis du bout du monde. Des instants de convivialité et de chaleur tarifés. Et ce qui ne s'achète pas est proposé, dans un vaste espace non marchand, un coin-supplément d'âme jalousement préservé. Des invitations à la conversation vous y attendent, des échanges intellectuels stimulants, des offres de partage sur tous les sujets imaginables.

Vous entrez. Vous faites quelques pas, une nuée de vendeuses, de conseillers, se précipitent et vous accueillent. Vous ne souhaitez rien dépenser, vous ne faites que passer ? Aucun problème. Regardez ici, passez là, cher et honorable client, faites-moi donc l'honneur de visiter mon misérable stand. Après quelques instants d'incrédulité, vous reprenez vos esprits et regardez autour de vous. Voilà la surprise : il n'y a personne. Vous êtes le seul client. A perte de vue, dans les immenses allées désertes, dans les recoins les plus intimes : personne. Personne d'autre que vous. Telle est bien souvent la situation du voyageur d'Internet, et en particulier de ce type de visiteur qui ne demanderait pas mieux que de se transformer en acheteur.

Acheter sur Internet est une entreprise non seulement solitaire, mais assez exotique. Dans un hypermarché habituel, les produits sont regroupés par nature. Si vous souhaitez acheter un camembert, vous vous rendez au rayon fromages, puis vers le sous-rayon camemberts, vous touchez, vous achetez. Rien de tel sur Internet. La boutique spécialisée, c'est du commerce façon vieille économie. Acheter sur Internet, acheter moderne, c'est acheter fun, acheter surf, acheter à l'impulsion. Ainsi dans le vaste espace désert se distinguent trois rayons particulièrement bien fournis. Le rayon vente aux enchères. Vous y trouvez pêle-mêle un assortiment d'objets de première nécessité, lecteurs de DVD, cartes Pokémon, uniformes de la seconde guerre mondiale, billets d'avion. Autre spécialité de la maison Internet : l'achat de dernière minute. Vous y trouvez notamment des billets d'avion, ainsi que des billets d'avion. Ce système repose sur un excellent principe : la mise à disposition du public des inventaires périssables, en dernière minute, vendus dégriffés par un soldat en gros. Pour trouver preneur, en urgence, quel meilleur média qu'Internet ? En théorie. Car quiconque a déjà tenté d'acheter sur Internet, par exemple deux billets d'avion pour Los Angeles en dernière minute, ne risque pas d'oublier cette expérience.

Je souhaite aller à Los Angeles, départ la semaine prochaine, expliquez-vous au vendeur électronique de dernière minute. Fort bien, répond le dégriffeur. Dites-moi tout. Quelles dates de départ et de retour (vous vous moquez des dates exactes, mais le dégriffeur en exige). Quel prix maximum, combien d'adultes, combien d'enfants, coin-couloir, coin-hublot ? Validez votre choix. Parfait. Votre demande est prise en compte, assure poliment le dégriffeur, qui disparaît dans son arrière-boutique. On imagine le dégriff-robot fouillant les fonds de tiroir de tous les transporteurs du monde pour chercher les billets désirés. Il revient. Vous tombez bien, j'ai une offre très intéressante pour Chicago, dit le dégriffeur. Départ ce soir. Une occasion à saisir. C'est-à-dire que... vous aimeriez bien, tout de même, aller à Los Angeles. Votre cousine d'Amérique vous y attend. Vous choisissez une autre date, re-validez Los Angeles. Qu'à cela ne tienne, précise alors, magnanime, le dégriffeur, voici une offre super-intéressante pour Dallas, départ d'Amsterdam, escale à Atlanta. Le bus pour Amsterdam part cette nuit. Visiblement, votre refus le déconcerte. Alors, la machine s'emballe. Et une croisière au large de la Turquie ? Une descente du Danube ? Huit jours dans le Grand Nord ? Les Pyramides en flouque cinq étoiles ? L'aventure a de bonnes chances de se terminer à l'agence de voyages du coin.

La dernière spécialité Internet, la véritable trouvaille-maison, c'est l'achat groupé. L'achat groupé, seul Internet pouvait l'inventer. Le principe est simple : plus on est nombreux pour acheter un même objet, plus le fabricant sera enclin à consentir des rabais. Si nous nous retrouvons à vingt candidats désireux d'acquiescer un ordinateur portable, nous finirons bien par le décrocher à 14 000 francs au lieu de 15 000 francs. L'un des temples de la vente d'achat groupé se nomme Clust (prononcer kleuste, même si le siège social de l'entreprise se trouve dans le 10^e arrondissement de Paris). Pardon, Clust.com, c'est l'adresse exacte. C'est une maison sérieuse. Le 21 mars, Clust a triomphé aux Clics d'or. Cela vous a échappé ? Cela n'a pas échappé au *Journal du Net*, organe central des internomanes qui mangent, boivent et respirent de l'Internet. Clust, a déclaré Arnaud Lagardère au cours de la cérémonie de remise des Clics d'or, « révolutionne le commerce électronique ».

ARNAUD LAGARDÈRE est un homme sérieux. D'ailleurs, le patron de Clust est aussi un homme sérieux, puisqu'il était auparavant directeur du développement des Trois Suisses, et qu'il était président du jury des Clics d'or en 1999. On est donc entre gens sérieux, pour qui une mise de fonds de 20 millions représente de la petite bière. Dès le 22 mars, lendemain de l'attribution du Clic d'or, je me présentai aux portes de Clust. « *Moi puissance nous* », proclamait le slogan, d'émblée. « *Vous, plus elle, plus lui, ça fait nous. Et ça, ça change tout* », précisait Clust, pour les révolutionnaires un peu lents à la détente. Rien qu'à le lire, je sentais couler dans mes veines la lave en fusion d'une incroyable puissance de révolutionnaire du commerce électronique.

Je me dirigeai vers le rayon auto-moto. En effet, je roule à scooter. Et je projetais alors d'en changer, si vous voulez tout savoir. Je ne pouvais mieux tomber ! Clust, ce jour-là, proposait en effet un scooter. Ou, plus exactement, ils étaient « 46 supporteurs » à s'être regroupés en vue de l'achat d'un scooter. Lequel ? Quelle marque ? Mystère.

Comment notre explorateur, commençant son voyage virtuel, a testé les supermarchés et les enchères du Web. Au risque de tomber sur un attroupement près d'un scooter



Ils voulaient un scooter, voilà tout. Chacun argumentait en quelques mots. « *Adieu les bouchons !* », disait « Kenny ». « *Adieu, fourrière et Carte orange* », renchérisait « Spoon ». Ca ne suffisait pas ? « *Mobilisez vos réseaux* », m'injoncèrent Clust. Rien de plus simple : il s'agissait de rassembler quelques dizaines de mes amis, désirant acheter un scooter en même temps que moi. Chacun d'entre nous, j'imagine, connaissait autour de lui une dizaine d'amis désirant changer de scooter, ou de voiture, en même temps que lui. Je repassai une semaine plus tard : plus aucune nouvelle du scooter. Dans la rubrique auto-moto, plus aucun produit

n'était proposé. Le soviet des 46, sans nul doute, avait remporté la victoire. Épuisés par cette victoire, les clustiens marquaient une pause. Et Clust, on le sentait bien, était navré de cette pause indépendante de sa volonté dans le processus révolutionnaire. « *Rameutez la communauté* », suggérait le site, en berne. « *Proposez vos envies ou vos idées, c'est la meilleure façon de ne plus jamais voir ce message totalement consternant.* »

Par acquit de conscience je suis repassé une dernière fois chez mes amis de Clust, début juillet. Stupéfaction : le scooter était revenu ! Les candidats n'étaient plus 46, mais 88. Et parmi eux, ô déchirement : « Kenny » était encore là, poussant encore son cri : « *Adieu les bouchons !* » Hélas, Clust ne permettait pas d'écrire directement à Kenny. Pourtant j'aurais eu une question à poser à Kenny : « *Comment as-tu fait, Kenny, mon frère en scooteritude, comment as-tu fait pour rouler pendant quatre mois, sans scooter ?* » Kenny, c'est pour toi, par solidarité, que cette fois je me suis inscrit, j'ai rejoint ma communauté des candidats au scooter. Rien de plus facile. « *Pas encore membre ? Cliquez ici.* » Un bouton est marqué « *J'arrive* ». Nom, prénom, pseudo. « *Merci de participer à cette envie* », m'a dit Clust. Puis, sobrement, « *voilà votre envie a été enregistrée* ». Kenny, je te tiendrai au courant de la progression de mon envie.

Enfin, l'honnêteté m'oblige à reconnaître qu'il est aussi possible, sur Internet, d'acheter comme au supermarché. Ni aux enchères ni à la dernière minute, simplement des articles en rayon, sans bouger de chez soi. « *C'est de la paresse, et alors ?* », interpelle la publicité. J'ai passé une commande de diverses denrées à la maison Houra. Pardon, houra point efferre. Eh bien le croirez-vous ? C'est peut-être moins révolutionnaire, mais nettement plus rapide que chez Clust. Quarante-huit heures après la commande, j'étais livré (le supermarché du coin de ma rue me propose, pour sa part, de me livrer en deux heures sur simple commande par fax, mais c'est beaucoup moins chic que Houra).

En temps et heure, donc, le livreur est là. Avec mes cartons. Une

énorme pile de cinq cartons. Je croyais pourtant n'avoir commandé que six bouteilles, deux bols de mousse à raser, et quelques menus accessoires ? Mais il est une technologie que les révolutionnaires de la livraison électronique maîtrisent encore imparfaitement : le conditionnement. Un paquet emballé par Houra. fr n'est pas un paquet : c'est une œuvre directement inspirée de l'art funéraire égyptien, sans doute destinée à concourir pour le Clic d'or, catégorie paquets. Va pour les bouteilles : on comprend les précautions. Mais dans un des cinq cartons, mes deux bols de mousse à raser surnagent seuls, au milieu d'une collection de sacs gonflables visant sans doute à éviter qu'ils s'entrechoquent avec un flacon en plastique de démaquillant pour les yeux (qui ne m'est pas personnellement destiné, je faisais les courses de la famille). Un tube de dentifrice mérite à lui tout seul un écrin. L'heureux client a le magnifique déballer de somptueux présents. Une seule question : ces œuvres magnifiques sont-elles dues à la main de l'homme ou à une machine bénéficiant d'une programmation particulière ?

Bilan de l'opération, on a évité une insoutenable visite au supermarché, même si le salon se trouve décoré d'une magnifique collection de cartons éventrés et de sacs en plastique qu'il faut crever aux ciseaux, un

En attendant l'issue de l'affrontement, l'une des premières surprises qui attendent le cyberacheteur, c'est donc sa relative solitude. On arrive sur un portail dernier cri, vanté par les affiches des rues, les portières des taxis, des spots de publicité à la télévision. A propos, savez-vous ce qu'est un portail ? Pour un « *acteur de l'Internet* » (TF 1, Yahoo!, Multi-mania) avoir son « *portail* » est l'équivalent de la villa à Ramatuelle pour un chanteur-disque d'or. Le portail cherche à créer un « *environnement* » complet dans lequel chacun des désirs du visiteur – connaître la météo du lendemain sur la plage de Perros-Guirec, surveiller la cote de ses actions Moulinox, bavarder avec ses camarades en ligne, visualiser l'état de la circulation sur le boulevard périphérique parisien, acheter des billets d'avion dégriffés – est satisfait, de manière que l'on ne soit jamais tenté d'aller voir ailleurs. Le portail ne cherche pas tant à vous permettre d'entrer dans un « *environnement* », pour rejoindre une « *communauté* », qu'à vous empêcher d'en sortir. Le portail est la version en ligne de la tentation totalitaire.

UN certain journal, *Le Monde*, par exemple, au hasard, a créé un portail, agréable Sam'suffit modestement baptisé Toutlemonde, point de rendez-vous de « *la nouvelle communauté du Monde* », et dans lequel on peut, outre toutes activités en rapport avec la lecture du journal, assouvir des besoins aussi proches de la noble mission d'informer que la commande du gâteau froid de poulet fermier aux tomates confites et citron (Comtesse du Barry, offre de lancement : deux boîtes pour 124,50 francs), l'achat aux enchères d'un très joli roller, peinture 41, offert par un sympathique vendeur appelé Daniel4 (je n'ai

Internet a été construit trop vite, et trop grand. La clientèle n'a pas suivi, pas encore, et l'on s'y retrouve seul. Cette solitude condamne-t-elle pour autant la Netéconomie dans son ensemble ?

à un. Donc les choses sont simples. L'avenir de l'achat par Internet dépend de l'issue d'un match : Internet contre le client. Soit Internet remportera la victoire, en persuadant le client de se désintéresser de l'objet de l'achat, pour se concentrer sur l'acte lui-même, tellement fun. Soit les épiceries de dernière minute et autres révolutionnaires de l'enchère virtuelle ont quelque souci à se faire.

pas appelé Daniel4 pour lui demander s'il vendait aussi le second roller), d'un billet-dernière minute pour voler vers Prague, la cité où palpite le cœur de l'Europe (voyage du 13/7 au 17/7, hélas à ces dates je me trouvais en pleine navigation virtuelle).

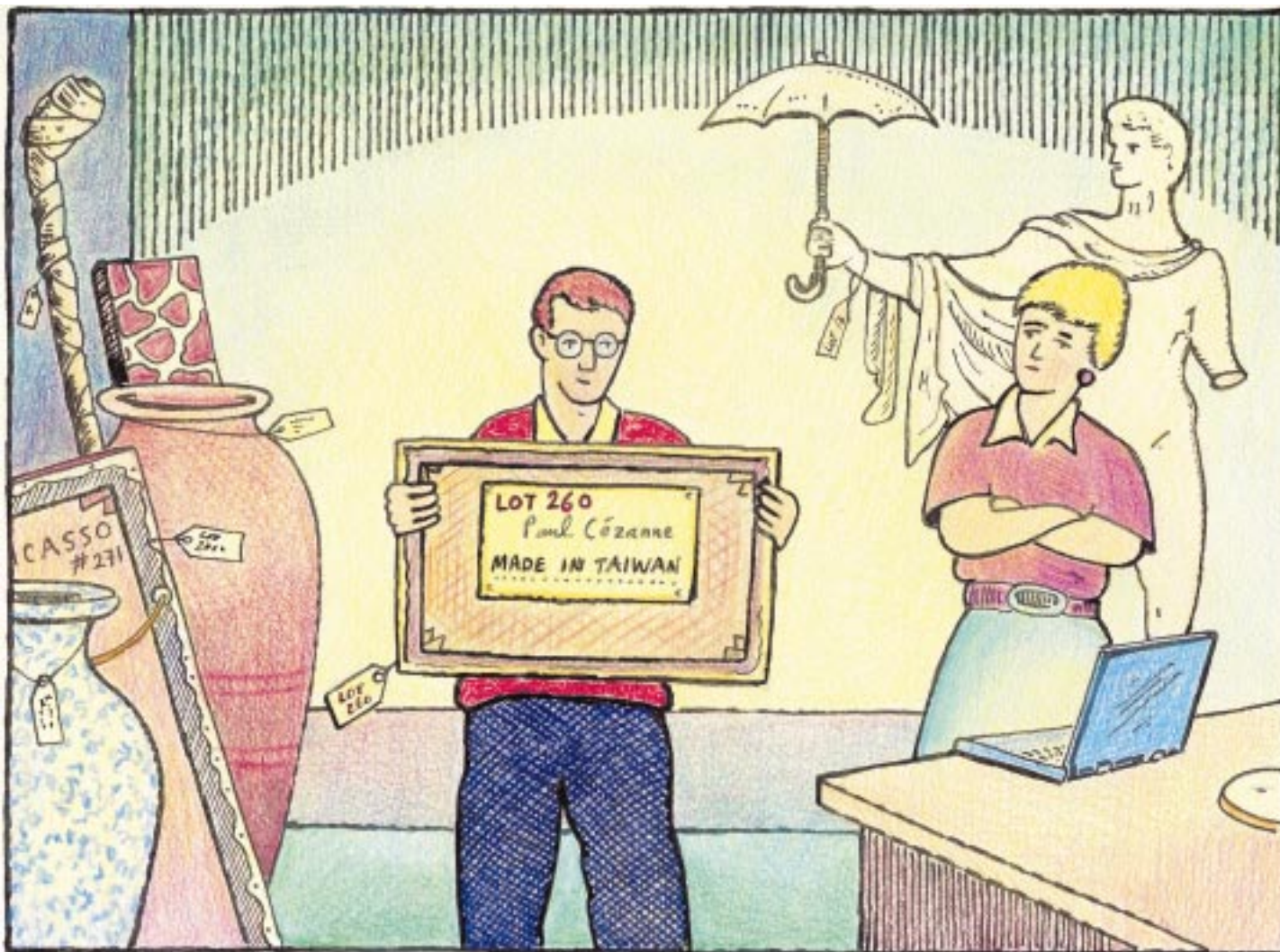
Donc, on arrive certain de se bousculer, dans l'environnement de son « *portail* », au chaud dans sa « *communauté* », dans la fièvre des inaugurations, entre cyberfanatiques. Et puis : personne. Bien souvent, sur bien des sites, vous étreint un vague sentiment de déambuler en dehors des heures d'ouverture, de vous promener dans des cathédrales surdimensionnées et désertes. Internet a été construit trop vite, et trop grand. La clientèle n'a pas suivi, pas encore, et l'on s'y retrouve seul. Cette solitude condamne-t-elle pour autant la Netéconomie dans son ensemble ? Tout serait donc bidon ? Répondre oui serait quelque peu hypocrite, alors que le signataire de ces lignes doit bien admettre qu'il passe désormais plusieurs heures par jour en tête à tête avec le clavier de son ordinateur, parfois fasciné par le vide lui-même. Et l'honnêteté m'oblige à reconnaître qu'un M. dernière minute, recommandé par un ami commun qui est moteur de recherche, m'a bien trouvé des billets pour Los Angeles. Ils ressemblent terriblement à des vrais. Sans doute sont-ils tous fous, les vendeurs de vols dégriffés, les empailés vivants de l'achat de scooter mutualiste, les prisonniers des portails. Mais cette folie est contagieuse. J'ai vu mon entourage y succomber. J'y ai succombé moi-même. Bienvenue au royaume des internomanes !

Daniel Schneidermann

Le dessinateur anglais Glen Baxter publie ses œuvres dans la presse internationale et est exposé dans de nombreux musées d'art contemporain comme la Tate Gallery ou le Centre Georges-Pompidou.

PROCHAIN ARTICLE :
Le jour où j'ai cru devenir millionnaire

LE VOYAGE DE GLEN BAXTER



2000 UNIVERSITÉ DE TOUS LES SAVOIRS

David Ruelle, physicien

Le hasard n'est que l'expression de nos incertitudes

Il faut prendre au sérieux l'affirmation du météorologue Ed Lorenz selon laquelle le battement des ailes d'un papillon peut créer une tempête à l'autre bout de la planète. Elle souligne que de petites causes peuvent avoir de grands effets, largement imprédictibles

Dans le cadre de l'Université de tous les savoirs, organisée par la Mission 2000, le physicien David Ruelle, professeur à l'Institut des hautes études scientifiques de



Bures-sur-Yvette, a prononcé, le 5 août, une conférence sur le thème du « Chaos, imprédictibilité et hasard ». Nous publions de larges extraits de sa communication.

Pour interpréter le monde qui nous entoure, nous utilisons un grand nombre de concepts très divers. Certains concepts sont concrets, comme vache, puceron, papillon, d'autres abstraits, comme espace, temps, hasard ou causalité. Ces concepts sont des créations humaines : leur histoire est intimement liée à celle du langage, et leur contenu peut varier d'une culture à une autre. Nous pensons que des mots comme espace, temps, hasard, causalité correspondent à des réalités fondamentales, indépendantes de la culture où nous vivons, et même indépendantes de l'existence de l'homme. Mais il faut bien admettre que les concepts abstraits que nous venons d'énumérer ont évolué au cours de l'histoire, et que cette évolution reflète un progrès dans notre compréhension de la nature des choses.

Si les notions liées au hasard et au libre choix sont d'une grande aide dans la pratique, la notion de cause est aussi une conceptualisation utile : la fumée, par exemple, a une cause qui est le feu. De même les marées ont une cause qui est la lune : ce n'est pas tout à fait évident, mais la chose était connue des anciens, et cette connaissance pouvait être fort utile. On peut ainsi essayer de tout expliquer comme un enchaînement plus ou moins évident de causes et d'effets. On arrive de cette manière à une vision déterministe de l'univers.

Si l'on y réfléchit un peu, le déterminisme, c'est-à-dire l'enchaînement bien ordonné des causes et des effets, semble en contradiction avec la notion de hasard. Sénèque, qui eut la charge d'éduquer le jeune Néron, se penche sur le problème dans le *De Providentia* et dit ceci : « *Les phénomènes mêmes qui paraissent le plus confus et le plus irrégulier, je veux dire les pluies, les nuages, les explosions de la foudre, ne se produisent pas capricieusement : ils ont aussi leurs causes.* » Cette affirmation porte en germe le déterminisme scientifique, mais il faut bien voir que son contenu est surtout idéologique. Sénèque était un amateur d'ordre, un ordre imposé par une loi éternelle et divine. Le désordre et le hasard lui répugnaient. Cependant, les notions liées au hasard sont utiles, pratiquement et conceptuellement, et l'on perd peut-être plus qu'on ne gagne à les évacuer pour des motifs idéologiques.

Mais quittons maintenant le domaine idéologique pour parler de science. On peut, avec une très



bonne précision, décrire par des équations déterministes la trajectoire d'une pierre jetée en l'air. Si l'on connaît les conditions initiales, c'est-à-dire la position et la vitesse de la pierre à l'instant initial, on peut calculer la position et la vitesse à n'importe quel autre instant. Au lieu d'une pierre jetée en l'air, nous pouvons considérer le ballet des planètes et autres corps célestes autour du soleil, ou la dynamique d'un fluide soumis à certaines forces. Dans tous ces cas, l'évolution temporelle du système considéré, c'est-à-dire son mouvement, satisfait à des équations déterministes. Si l'on veut, on peut dire que les conditions initiales d'un système sont la cause de son évolution ultérieure et la déterminent complètement. Voilà qui devrait satisfaire Lucius Annaeus Seneca.

Notons quand même que le concept de cause a été remplacé par celui d'évolution déterministe, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Par exemple, les équations de Newton, qui déterminent les mouvements des planètes, permettent, à partir de conditions initiales données, de calculer non seulement les états futurs du système solaire mais également les états passés. On a

oublié que la cause devait précéder l'effet. En fait, l'analyse scientifique du concept de cause montre qu'il s'agit d'une notion complexe et ambiguë. Cette notion nous est très utile pour vivre dans un monde complexe et ambigu, et nous ne voudrions pas nous en passer. Cependant, la science préfère utiliser des concepts plus simples et moins ambigus, comme celui d'équation d'évolution déterministe. (...)

J'ai parlé des équations d'évolution déterministes qui régissent les mouvements des astres ou ceux des fluides, de l'atmosphère ou des océans par exemple. Ces équations sont dites classiques, car elles ne tiennent pas compte de la mécanique quantique. En fait, la mécanique quantique est une théorie plus exacte que la mécanique classique, mais plus difficile à manier. Comme les effets quantiques semblent négligeables pour les mouvements des astres, de l'atmosphère ou des océans, on utilisera dans ces cas des équations classiques. Cependant, la mécanique quantique utilise des concepts irréductibles à ceux de la mécanique classique. En particulier, la mécanique quantique, contrairement à la mécanique classique, fait nécessairement référence au hasard.

La physique nous propose diverses théories plus ou moins précises et dont les domaines d'application sont différents. Pour une classe donnée de phénomènes, plusieurs théories sont en principe applicables, et on peut choisir celle que l'on veut : pour toute question raisonnable, la réponse devrait être la même. En pratique, on utilisera la théorie la plus facile à appliquer. Dans les cas qui nous intéressent, dynamique de l'atmosphère ou mouvement des planètes, il est naturel d'utiliser une théorie classique. Après quoi, il sera toujours temps de vérifier que les effets quantiques ou relativistes que l'on a négligés étaient réellement négligeables.

On dit qu'un événement relève du hasard s'il peut, pour autant que nous sachions, soit se produire, soit ne pas se produire, et nous avons tendance à concevoir notre incertitude à ce sujet comme ontologique et fondamentale. Mais en fait l'utilité essentielle des concepts du hasard est de décrire une connaissance entachée d'incertitude, quelles que soient les origines de la connaissance et de l'incertitude (...). Voici ce que dit Henri Poincaré dans le chapitre sur le hasard de son livre, *Science et méthode*, publié en 1908 : « *Une cause très petite, qui nous échappe, détermine un effet considérable que nous ne pouvons pas ne pas voir, et alors nous disons que cet effet est dû au hasard.* » Cette affirmation, Poincaré en donne un exemple emprunté à la météorologie : « *Nous voyons que les grandes perturbations se produisent généralement dans les régions où l'atmosphère est en équilibre instable. Les météorologistes voient bien que cet équilibre est instable, qu'un cyclone va naître quelque part ; mais où, ils sont hors d'état de le dire ; un dixième de degré en plus ou en moins en un point quelconque, le cyclone éclate ici et non pas là, et*

il étend ses ravages sur des contrées qu'il aurait épargnées. Si on avait connu ce dixième de degré, on aurait pu le savoir d'avance, mais les observations n'étaient ni assez serrées ni assez précises, et c'est pour cela que tout semble dû à l'intervention du hasard. » (...)

La théorie du chaos étudie en détail comment une petite incertitude sur l'état initial d'une évolution temporelle déterministe peut donner lieu à une incertitude des prédictions qui croît rapidement avec le temps. On dit qu'il y a dépendance sensitive des conditions initiales. Cela veut dire que de petites causes peuvent avoir de grands effets non seulement dans des situations exceptionnelles, mais pour toutes les conditions initiales. En résumé, le terme chaos désigne une situation où, pour n'importe quelle condition initiale, l'incertitude des prédictions croît rapidement avec le temps (...).

La météorologie fournit une application exemplaire des idées du chaos. En effet, on a de bons modèles qui décrivent la dynamique de l'atmosphère terrestre. L'étude par ordinateur de ces modèles montre qu'ils sont chaotiques. Si l'on change un peu les conditions initiales, les prédictions après quelques jours deviennent assez différentes : on a atteint la limite de la fiabilité du modèle. Bien entendu, les prédictions faites avec ces modèles décollent après quelques jours de la réalité observée, et l'on comprend maintenant pourquoi : le chaos limite la prédictibilité du temps qu'il va faire. Le météorologue Ed Lorenz a rendu populaire le concept de sensibilité aux conditions initiales sous le nom d'effet papillon. Dans un article grand public, il explique comment le battement des ailes d'un papillon, après quelques mois, a un tel effet sur l'atmosphère de la Terre entière qu'il peut donner lieu à une tempête dévastatrice dans une contrée éloignée.

Il semble bien que l'affirmation de Lorenz doit être prise au pied de la lettre. On va considérer la situation où le papillon bat des ailes comme une petite perturbation de la situation où il se tiendrait tranquille. On peut évaluer l'effet de cette petite perturbation en utilisant le caractère chaotique de la dynamique de l'atmosphère. La perturbation causée par le papillon va donc croître exponentiellement, c'est-à-dire très vite, et l'on peut se convaincre qu'au bout de quelques mois l'état de l'atmosphère terrestre aura changé du tout au tout. De sorte que des lieux éloignés de celui où se trouvait le papillon seront ravagés par la tempête.

Si l'on y réfléchit un instant, on voit que le déclenchement d'une tempête à tel endroit et tel moment résulte d'innombrables facteurs agissant quelques mois plus tôt. Que ce soient des papillons qui battent des ailes, des chiens qui agitent la queue, des gens qui éternuent, ou tout ce qui vous plaira. La notion de cause s'est ici à ce point diluée qu'elle a perdu toute signification. Nous avons en fait perdu

tout contrôle sur l'ensemble des « causes » qui, à un instant donné, concourent à ce qu'une tempête ait lieu ou n'ait pas lieu ici ou là quelques mois plus tard. Même des perturbations infimes dues à la mécanique quantique, à la relativité générale ou à l'effet gravitationnel d'un électron à la limite de l'univers observable pourraient avoir des résultats importants au bout de quelques mois. L'effet de ces perturbations infimes peut devenir important, mais un mur d'imprédictibilité nous interdit de le voir (...).

Dans le domaine de l'économie, de la finance ou de l'histoire, on voit aussi que des causes minimes peuvent avoir des effets importants. Par exemple, une fluctuation météorologique peut causer la sécheresse dans une région et livrer sa population à la famine. Mais des mécanismes régulateurs effaceront peut-être l'effet de la famine, et l'histoire poursuivra son cours majestueux. Peut-être, mais ce n'est pas certain. La rapidité des transports, la transmission presque instantanée de l'information, la mondialisation de l'économie, tout cela améliore peut-être le fonctionnement de la société humaine, mais rend aussi cette société plus instable, et cela à l'échelle de la planète. Une maladie virale nouvelle, un virus informatique ou une crise financière font sentir leurs effets partout et immédiatement. Aujourd'hui comme hier, le futur individuel de chaque homme et chaque femme reste incertain. Mais jamais sans doute jusqu'à présent l'imprédictibilité du futur n'a affecté aussi globalement notre civilisation tout entière.

David Ruelle
Dessin : Daniel Maja

Programme des conférences

Août. Le 21, André Ambles, *La chimie des sols.* **Le 22, Patrick Chaquin,** *Localiser et identifier une molécule.* **Le 23, Christian Minot,** *La catalyse.* **Le 24, Patrick De Kepper,** *La chimie des empilements et des formes.* **Le 25, Marie Piléni,** *L'étude de la matière à toutes les échelles.* **Le 26, Roger Balian,** *Thermodynamique, le concept d'énergie et ses vicissitudes.* **Le 27, Michel Verdaguer,** *Les matériaux moléculaires.* **Le 28, Pierre Caspar,** *Les modes d'apprentissage : anciens et nouveaux médias de l'enseignement.* **Le 29, Dominique Lecoq,** *Les rythmes et temps du savoir.* **Le 30, François Orivel,** *Les coûts de l'éducation, un dilemme équit/efficacité.* **Le 31, Jean-Jacques Duby,** *L'enseignement des sciences.*

Les conférences sont données au Conservatoire national des arts et métiers, 292 rue Saint-Martin, 75003 Paris, à 18 h 30 en semaine, à 11 heures les samedis et dimanches.



DAVID RUELLE

■ Né le 20 août 1935 à Gand (Belgique), docteur ès sciences physiques de l'Université libre de Bruxelles (ULB), David Ruelle est professeur de physique théorique à l'Institut des hautes études scientifiques de Bures-sur-Yvette. Spécialiste de physique mathématique, membre de l'Académie des sciences de Paris, de l'Academia Europaea, il est l'auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels *Statistical Mechanics, Rigorous Results* (1969), *Thermodynamic Formalism* (1978), *Elements of Differentiable Dynamics and Bifurcation Theory* (1989), *Hasard et Chaos* (1991), *Turbulence, Strange Attractors and Chaos* (1995).

OFFRE SPÉCIALE VACANCES 1 mois d'abonnement 173F* Pour vos vacances, abonnez-vous au Monde de l'été.

Pendant tout l'été, *Le Monde* vous invite à la découverte et au voyage à travers le monde entier. De la Californie à la Normandie, en passant par le Mexique... Laissez-vous transporter vers autant de destinations différentes avec de grands reportages thématiques à suivre pendant toute une semaine, notamment :

- Visitez 6 jardins extraordinaires, œuvres de toute une vie.
- Découvrez les 12 personnalités qui ont marqué l'An Mil.

- Suivez l'itinéraire étonnant des animaux migrateurs hors du commun.
- Et chaque vendredi dôt samedi : une série noire avec Gallimard.

Pour ne manquer aucun voyage du *Monde* de l'été, abonnez-vous!

Choisissez simplement votre durée, remplissez le bulletin et retournez-le accompagné de votre règlement, à l'adresse suivante :

LE MONDE, Service abonnements
60646 Chantilly Cedex

DURÉE	FRANCE	FRANCE
□ 2 semaines (13 n°)	96 ^f	(14,64 €)
□ 3 semaines (19 n°)	139 ^f	(21,19 €)
□ 1 mois (26 n°)	173 ^f	(26,37 €)
□ 2 mois (52 n°)	378 ^f	(57,63 €)
□ 3 mois (78 n°)	562 ^f	(85,68 €)
□ 12 mois (312 n°)	1 980 ^f	(301,85 €)

BULLETIN SPÉCIAL D'ABONNEMENT

001 MQ VA2

Votre adresse de vacances :

du : au :
Prénom :
Nom :
Adresse :
Code postal : Ville :

Votre adresse habituelle :

Adresse :
Code postal : Ville :

Votre règlement :

- Chèque joint à l'ordre du *Monde*
 Carte bancaire N° :

Expire le :

Date et signature obligatoires :

Pour tout autre renseignement : 01 42 17 32 90
de 8 h 30 à 18 h du lundi au vendredi

OFFRE SPÉCIALE
VACANCES
1 mois
d'abonnement
173F*



Le quotidien QUI SORT
du quotidien.

M^{me} Tasca prévoit une hausse de 6,1 % du budget de l'audiovisuel public

La ministre de la culture et de la communication estime, dans un entretien au « Monde », qu'avec un budget de 20,6 milliards de francs en 2001 le gouvernement « tient pleinement ses engagements en ce qui concerne le renforcement des moyens » des radios et télévisions publiques

CATHERINE TASCA, ministre de la culture et de la communication, devait ouvrir, lundi 21 août à Hourtin (Gironde), la 21^e Université d'été de la communication. Cette manifestation, organisée par le centre régional d'éducation permanente et d'action culturelle d'Aquitaine (Crepac) et la Ligue française de l'enseignement, sera l'occasion, selon son animateur, Marcel Desvergnès, d'« avoir une réflexion sur les valeurs de la République – liberté, égalité, fraternité –, au moment où s'installe la stratégie mondiale de la société de l'information ».

A cette occasion, M^{me} Tasca explique dans un entretien au *Monde* qu'avec 6,1 % d'augmentation du budget, « le gouvernement tient pleinement ses engagements sur le renforcement des moyens de l'audiovisuel public ». La ministre regrette que, dans la fusion avec Vivendi et Seagram, Canal+ ait « perdu le contrôle de la totalité des activités qu'elle avait développées sur Internet » et elle estime que « des amendes pourront être infligées » à UGC et Pathé dans l'affaire des cartes illimitées.

« Quel sera le budget de l'audiovisuel public pour l'année prochaine ? Suffira-t-il à pallier le manque à gagner entraîné par la réduction de la publicité sur les chaînes publiques ?

– Le remboursement des exonérations de redevance sera intégral en 2001 et approchera donc 2,2 milliards de francs. Ce montant représente plus que le double des effets de la limitation de la publicité sur France 2 et France 3 depuis 1999. S'y ajoute la croissance normale du produit de la redevance. Au total, le budget de l'audiovisuel public atteindra donc 20,6 milliards de francs en 2001, ce qui représente une croissance de 6,1 %

(1,18 milliard) par rapport à 2000 et de 11,5 % (2,12 milliards) par rapport à 1999. Le gouvernement tient donc pleinement ses engagements en ce qui concerne le renforcement des moyens de l'audiovisuel public.

« Nous avons fait le choix d'un service public fort, élément indispensable de l'équilibre démocratique et de la diversité culturelle »

– Quel doit être, à votre avis, le rôle des chaînes publiques dans la future télévision numérique hertzienne ?

– L'offre existante de la télévision publique couvre toute la gamme de l'information, de la création en matière de cinéma, de fictions et de documentaires, de la télévision éducative et des émissions régionales. C'est un atout que les nouvelles chaînes numériques pourront mieux « exposer », en prenant en compte la variété des publics et de leurs modes de vie. Les propositions éditoriales des chaînes publiques pour le numérique hertzien seront examinées par le gouvernement, dans le cadre des prochains contrats d'objectifs et de moyens, en veillant, bien sûr, à ce que les projets retenus restent réalistes au regard des moyens financiers qui seront alloués.

– Contrairement à certains, vous n'êtes pas favorable à une suppression de la redevance télévisée, mais faut-il envisager une réforme de sa collecte, jugée très onéreuse ?

– Bien sûr, on peut critiquer le système actuel de la redevance : elle est source d'évasion fiscale et sa gestion est coûteuse. Plus fondamentalement, une taxe liée à la détention d'un téléviseur va progressivement plafonner face à de nouveaux modes de réception des programmes, par exemple sur ordinateur. Mais en conclure qu'il faut supprimer la redevance, sans avoir préparé un système alternatif de financement, conduit à s'en remettre au seul budget général de l'Etat. Une telle formule ferait perdre au service public l'indépendance que lui confère une taxe affectée. Elle pourrait ouvrir la voie à une réduction brutale ou progressive du périmètre de l'audiovisuel public. Or, comme nos voisins européens, nous avons fait le choix d'un service public fort, élément indispensable de l'équilibre démocratique et de la diversité culturelle.

» Je déplore, par ailleurs, que les passages du rapport Barilari qui décrivent les inconvénients de la redevance aient été aussi complaisamment commentés, tandis qu'aucune publicité n'était donnée à ses propositions pour remédier durablement à ces défauts. La bonne méthode me semblerait de commencer par là. Cela ne ferait nullement obstacle à ce que soit recherchée activement une ressource pérenne et plus dynamique.

– Le projet de fusion Seagram/Vivendi et Canal+, réaménagé par le groupe de Jean-Marie Messier pour éviter de « vider » totalement Canal+ de sa subs-

tance, pose-t-il encore des problèmes vis-à-vis de la loi sur l'audiovisuel ?

– J'avais au départ exprimé mes réserves sur un dispositif qui dissociait la chaîne éditrice Canal+, respectant formellement le seuil des 49 %, et une société regroupant l'ensemble des autres activités, y compris les abonnements, et détenue à 100 % par Vivendi-Universal. En imposant que la chaîne conserve la maîtrise de ses abonnements, le CSA a nettement amélioré la situation. Il nous faut cependant rester très attentifs à ce que les termes du contrat passé entre les deux sociétés ne menacent à terme ni l'indépendance économique de Canal+ ni son potentiel d'investissement dans le cinéma et la production audiovisuelle. Pour ma part, je regrette que la chaîne ait perdu le contrôle de la totalité des activités qu'elle avait développées sur Internet.

– Quand et combien avez-vous vendu les stock-options de Canal+ que vous aviez acquises en tant que présidente de Canal Horizons ?

– Ces stock-options m'avaient été attribuées dans le cadre d'un plan collectif. Comme je l'ai déjà dit, je les ai vendues au lendemain de ma nomination, au cours du jour.

– Le Conseil constitutionnel ayant annulé les dispositions de la loi concernant la responsabilité des hébergeurs sur Internet, allez-vous aborder ces questions dans le projet de loi, toujours en gestation, sur la société de l'information ?

– En réalité, le Conseil constitutionnel n'a nullement critiqué, dans son principe, l'instauration d'un régime spécifique de responsabilité pénale des hébergeurs à l'égard de contenus illicites. Il a en

revanche considéré que la loi aurait dû définir de façon plus précise les conditions dans lesquelles l'hébergeur devrait être saisi et les caractéristiques essentielles de son éventuel comportement fautif. A ce stade, la loi promulguée s'appliquera en l'état. En l'absence d'un régime pénal spécifique, nous allons vers le droit commun.

» Cependant, le gouvernement restera attentif à l'application du texte. S'il y a lieu de créer un régime pénal spécifique ou s'il faut préciser le texte pour mieux transposer la directive sur le commerce électronique, nous pourrions examiner ces questions à l'occasion de la préparation de la loi sur la société de l'information.

– Quand est prévue la directive européenne sur les droits d'auteurs ?

– Pour être adoptée, elle doit faire l'objet d'un accord entre le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen. Le 19 juin, le Conseil a arrêté un projet. Vous le savez, la France a très activement œuvré pour que les adaptations rendues nécessaires par l'environnement numérique n'affaiblissent pas le niveau de protection des auteurs et de la création. Ce texte sera examiné par le Parlement en octobre. Si un accord est dégagé, la directive sera définitivement adoptée.

– Allez-vous prendre des initiatives pour faciliter la mise en œuvre d'une table ronde sur l'avenir de distribution de la presse, comme le demandent les syndicats ?

– J'ai déjà reçu l'opérateur des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), ainsi que des représentants du personnel et du conseil de gérance. Je considère que la convocation pour le 4 septembre du conseil supérieur des

messageries est une bonne initiative, même si l'ordre du jour ne comporte que l'élection de son président. L'idée d'une table ronde sur la distribution de la presse est aujourd'hui communément partagée. J'espère que la personnalité qui sera désignée par ses pairs aura à cœur de la concrétiser et d'organiser cette table ronde à laquelle, bien sûr, l'Etat sera présent.

– Dans le secteur du cinéma, comptez-vous sanctionner UGC et Pathé pour la commercialisation de leurs cartes d'abonnement illimité ?

– A ma demande, le Centre national du cinéma a engagé une procédure pour non-respect de la réglementation sur la billetterie des salles de cinéma. Celle-ci prévoit une transparence du prix de chaque place de cinéma pour permettre le partage de la recette avec les producteurs et pour calculer le soutien financier dont bénéficie chaque élément de la chaîne de l'économie du film. Or, ces cartes « illimitées » ne le permettent pas.

» Après avis d'une commission prévue par les textes que le CNC réunira début septembre, des amendes pourront être infligées à l'encontre d'UGC comme de Pathé. Le Conseil de la concurrence, qui, dans sa décision du 23 juin pose la question des prix prédateurs, se prononcera au fond dans quelques mois. En attendant, je souhaite que la concertation entre les professionnels débouche sur des formules commerciales qui profitent aux spectateurs, accroissent la fréquentation, sans détruire une solidarité qui résulte de cinquante ans de politique du cinéma élaborée pas à pas par les professionnels et l'Etat. »

Propos recueillis par
Nicole Vulser

TABLEAU DE BORD

AGENDA

MARDI 22 AOÛT

FRANCE: publication des chiffres du commerce extérieur de juin.
ÉTATS-UNIS: réunion du comité monétaire de la FED.
ALLEMAGNE: enquête IFO sur le climat des affaires en juillet.

MERCREDI 23 AOÛT

GRANDE-BRETAGNE: deuxième estimation du PIB pour le deuxième trimestre.
FRANCE: commerce extérieur en mai (Insee).

JEUDI 24 AOÛT

FRANCE: indice définitif des prix à la consommation en juillet (Insee); prix du pétrole et des matières premières importées.
ÉTATS-UNIS: commandes de biens durables en juillet.
JAPON: chiffres de la balance commerciale.
ALLEMAGNE: chiffre de la production industrielle.

VENDREDI 25 AOÛT

ÉTATS-UNIS: discours d'Alan Greenspan sur l'intégration de l'économie lors de la conférence de la réserve fédérale de Kansas City.
Deuxième estimation du PIB pour le deuxième trimestre.

ÉCONOMIE

UNION EUROPÉENNE: les prix à la consommation dans la zone euro ont augmenté de 2,4% en juillet en glissement annuel, un rythme identique à celui de juin, a annoncé vendredi Eurostat.

ÉTATS-UNIS: l'excédent budgétaire a atteint 4,76 milliards de dollars en juillet, contre un déficit de 25,16 milliards en juillet 1999, selon le département du Trésor. Le déficit commercial américain s'est élevé à 30,6 milliards de dollars en juin.

FRANCE: l'emploi salarié dans les entreprises de 50 salariés et plus (à l'exception de l'Etat, des

établissements publics et des agences de travail temporaire) a augmenté en juin de 0,4%, selon le ministère de l'emploi.

ALLEMAGNE: une croissance de 3% en 2000 et 2001 est désormais « certaine », a affirmé, samedi 19 août, le chancelier Gerhard Schröder au magazine Bild. Il a précisé que les 50,8 milliards d'euros générés par la vente des licences de téléphonie UMTS serviraient en totalité à rembourser la dette publique.

GRANDE-BRETAGNE: les finances publiques ont dégagé en juillet un excédent de plus de 8 milliards de livres (13,1 milliards d'euros). Le déficit public s'était élevé en juin à 7,5 milliards de livres.

RUSSIE: l'inflation a atteint 11,5% sur les sept premiers mois de l'année, et s'est établie à 1,8% en juillet. Le gouvernement a pour objectif de limiter le taux d'inflation à 18% en 2000, contre 36,5% en 1999.

AFFAIRES

SUEZ LYONNAISE DES EAUX: le groupe français poursuivrait cette semaine des discussions en vue d'une fusion avec le groupe énergétique allemand E.ON, né de la fusion entre Veba et Viag, selon le quotidien britannique Financial Times du lundi 21 août.

SEAGRAM: la direction de la branche « vins et spiritueux » de Seagram sera candidate au rachat de ces activités, mises en vente par le groupe canadien dans le cadre de son rapprochement avec le français Vivendi, affirme lundi le quotidien économique Wall Street Journal Europe.

SOL MELIA: la première chaîne hôtelière espagnole a annoncé lundi un accord pour l'acquisition de la totalité du groupe Tryp, numéro huit du secteur hôtelier espagnol, pour 360,59 millions d'euros.

EUROPE

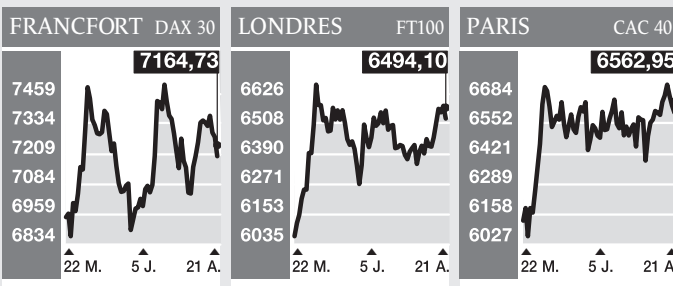


Table of European market data including indices selection, courses, and percentage variations for various European markets like EURO STOXX 50, EURO STOXX 324, etc.

AMÉRIQUES

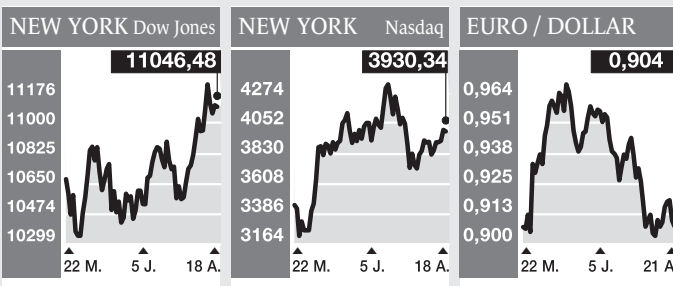


Table of American market data including indices selection, courses, and percentage variations for markets like DOW JONES, S&P 500, NASDAQ COMPOSITE, etc.

Cours de change croisés

Table of cross-currency exchange rates for Dollar, Yen, Euro, Franc, Livre, and Fr. S.

ASIE - PACIFIQUE

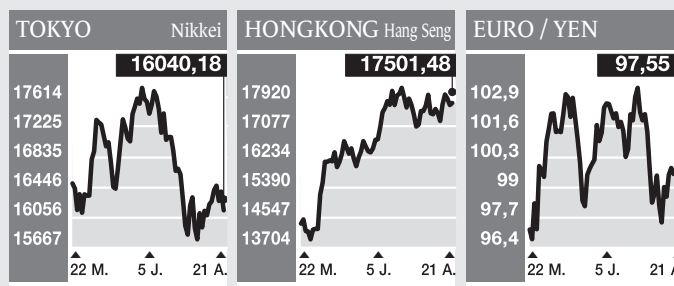


Table of Asian market data including indices selection, courses, and percentage variations for markets like NIKKEI 225, HANG SENG, STRAITS TIMES, etc.

Taux de change fixe zone Euro

Table of fixed exchange rates for Euro against various currencies like Franc, Euro, Couronne danoise, etc.

Hors zone Euro

Table of exchange rates for currencies outside the Euro zone like Couronne danoise, Cour. norvégienne, etc.

Taux d'intérêt (%)

Table of interest rates for France, Allemagne, GDE-Bretag., Italie, Japon, États-Unis, Suisse, Pays-Bas across different terms like 3 mois, 10 ans, 30 ans.

Matif

Table of MATIF market data including volume, last price, and first price for Notionnel 5,5 and Euribor 3 mois.

Retrouvez ces cotations sur le site Web : www.lemonde.fr/bourse

BOURSES

L'INDICE CAC 40 de la Bourse de Paris était en hausse de 0,12 %, à 6 601,98 points lors de l'ouverture de la séance du lundi 21 août. L'indice des valeurs vedettes allemandes était quasiment stable à 7 233,74 points tandis que l'indice Footsie de la Bourse de Londres reculait de 0,12 %, à 6 535,3 points. La Bourse de Tokyo a clôturé lundi en baisse de 1,5 %, affectée par le recul des valeurs de haute technologie et de télécommunications. L'indice de référence s'est établi à 16 040,18 points. Vendredi, l'indice Nasdaq avait perdu 0,27 %, à 3 930,25 points et l'indice Dow Jones était resté quasiment stable à 11 047,49 points.

TAUX ET CHANGES

LE RENDEMENT de l'obligation assimilable du Trésor français à 10 ans s'inscrivait à 5,34 % lundi 21 août, lors des premiers échanges, et celui du bund allemand de même échéance à 5,19 %. Vendredi, outre-Atlantique, le rendement moyen sur les bons du Trésor à 10 ans s'était détendu à 5,76 %. Ces taux évoluent en sens inverse du prix de l'obligation. L'euro restait faible lundi, tandis que le yen s'appreciait face au dollar, grâce à des rumeurs selon lesquelles le secrétaire américain au Trésor, Lawrence Summers, se serait prononcé en faveur d'un yen plus fort. La devise européenne cotait 0,9061 dollar, et le billet vert 108,13 yens.

VALEURS EUROPÉENNES

● L'action de l'opérateur néerlandais KPN a chuté vendredi 18 août de 5,58 % à 33,99 euros après le retrait de son partenaire Hutchison Whampoa, qui laisse à KPN Mobile le soin de verser la totalité du montant de la licence qu'il a obtenue jeudi en Allemagne. Les gagnants de ces enchères ont vu leurs titres reculer. Deutsche Telekom a fléchi de 2,51 % à 46,20 euros et Mobilcom de 8,21 % à 109 euros. En revanche, Debitel, qui s'était retiré des enchères, a fait un bond de 8,64 % à 44 euros. Également bien orientée, British Telecom a repris 3,08 % à 837 pence, après la publication d'un article du Wall Street Journal affirmant que les dirigeants de BT

et du géant américain AT&T ont envisagé la possibilité d'une fusion.

● Les équipements téléphoniques ont eu le vent en poupe vendredi du fait des coûteuses infrastructures à installer pour créer les réseaux de téléphonie mobile à haut débit. L'action Ericsson a pris 1,09 % à 185 euros, Nokia 4,45 % à 45,80 euros et Siemens 2,47 % à 169,80 euros.

● Allied Domecq, spécialisé dans les boissons, a vu son titre perdre 0,38 % à 325 pence après l'annonce, par ses concurrents Diageo et Pernod Ricard, de leur intention de faire une offre commune sur les vins et spiritueux de Seagram pour au moins 7 milliards de dollars.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 18/08, listing automotive stocks like AUTOLIV SDR, BASF AG, BMW, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 18/08, listing bank stocks like ABBEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDIN, ALL & LEICS, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 18/08, listing telecommunication stocks like EIRCOM, BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 18/08, listing construction stocks like ACCIONA, AKTOR SA, APONOR -A-, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 18/08, listing base products stocks like ACERIALIA, ACERINOX R, ALUMINIUM GREEC, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 18/08, listing cyclic consumption stocks like ACCOR/RM, ADIDAS-SALOMON, AGFA-GEVART, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 18/08, listing food and beverage stocks like ALLIED DOMEQ, ASSOCIAT BRIT F, BASS, etc.

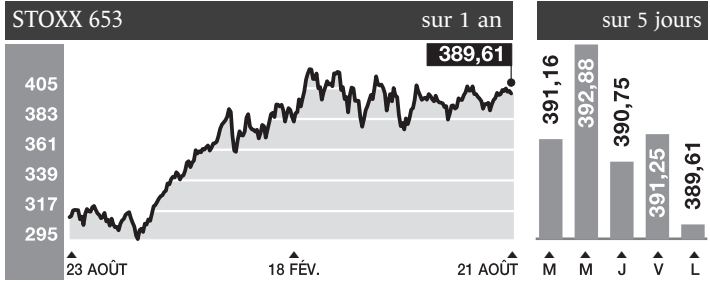


Table of stock prices and changes for various companies including HERMES INTL, HPI, KLM, HILTON GROUP, etc.

PHARMACIE

Table of pharmaceutical stocks like ALTANA AG, ASTRAZENACA, AVENTIS/RM, etc.

ÉNERGIE

Table of energy stocks like BG GROUP, BP AMOCO, CEPSA, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of equipment goods stocks like ABB N, ADECCO N, ALSTOM, etc.

(Publicité)

Chaque samedi avec

Le Monde DATÉ DIM./LUNDI

retrouvez

LE MONDE TELEVISION

Table of stock prices and changes for various companies including ENI, ENTERPRISE OIL, HELLENIC PETROL, etc.

SERVICES FINANCIERS

Table of financial services stocks like 3I, ALMANJI, ALPHA FINANCE, etc.

ALIMENTATION ET BOISSON

Table of food and beverage stocks like ALLIED DOMEQ, ASSOCIAT BRIT F, BASS, etc.

Table of stock prices and changes for various companies including ELECTROCOMPONEN, EUROTUNNEL/RM, GROUP 4 FALCK, etc.

ASSURANCES

Table of insurance stocks like AEGIS GROUP, AEGON NV, etc.

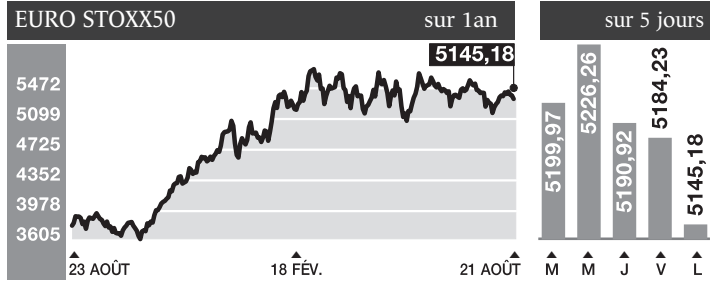


Table of stock prices and changes for various companies including AGF/RM, ALLENZA ASS, ALLIANZ N, etc.

MÉDIAS

Table of media stocks like B SKY B GROUP, CANAL PLUS/RM, CARLTON COMMUNI, etc.

BIENS DE CONSOMMATION

Table of consumer goods stocks like AHOLD, ALTADIS -A-, ATHENS MEDICAL, etc.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table of distribution stocks like AVA ALLG HAND.G, BOOTS CO PLC, BURHMANN NV, etc.

HAUTE TECHNOLOGIE

Table of high technology stocks like ALCATEL/RM, ALTEC SA REG, ASM LITHOGRAPHY, etc.

Table of stock prices and changes for various companies including EADS SICO, ERICSSON -B-, F-SECURE, etc.

SERVICES COLLECTIFS

Table of services stocks like AEM, ANGLIAN WATER, BRITISH ENERGY, etc.

EURO

NOUVEAU MARCHÉ

Table of stock prices and changes for various companies including AIRSPRAY NV, ANTONOV, C/TAC, etc.

BRUXELLES

Table of stock prices and changes for various companies including ARTHUR, ENVIPO HD CT, FARDEM BELGIUM B, etc.

FRANCFORT

Table of stock prices and changes for various companies including UNITED INTERNET, AIXTRON, AUGUSTA TECHNOLOGIE, etc.

CODES PAYS ZONE EURO

FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

VALEURS FRANÇAISES

Le titre Suez-Lyonnaise des Eaux s'effraitait de 0,64 %, à 186,5 euros, lundi 21 août, à l'ouverture de la séance. Le Financial Times croit savoir que ses dirigeants et ceux du groupe allemand E.ON auront cette semaine des entretiens pouvant conduire à la naissance d'un géant européen de l'énergie. Michelin a augmenté de 250 % sa production de pneus de voitures et de pick-up aux Etats-Unis pour répondre à la demande provoquée par le rappel de 6,5 millions de pneus par Firestone. Lundi matin, l'action Michelin s'appréciait de 1,41 %, à 34,49 euros. L'OPA de BNP Paribas sur les 41,3 % du holding belge Cobepa qu'elle ne détient pas encours s'ouvre ce jour et jusqu'au 8 septembre. Le groupe bancaire a précisé samedi que sa nouvelle stratégie d'investissement pour Cobepa impliquait la vente des participations dans Aegon, Bayer et Dexia, le tout devant rapporter environ 700 millions d'euros de plus-values. Le titre BNP Paribas progressait de 0,37 %, à 108,2 euros lundi matin. L'action Bolloré reculait de 0,48 %, à 185 euros, lundi, lors des premiers échanges. L'offre publique de retrait du groupe Bolloré sur les Mines de Kali Sainte-Thérèse a été prorogée vendredi en raison d'un recours de certains actionnaires minoritaires qui contestent le prix proposé de 325 euros par action, a fait savoir le Conseil des marchés financiers.

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 21 AOÛT Cours relevés à 9 h 57 Liquidation : 24 août

Table of French stock market data including indices like CAC 40, DAX, and various sector indices with columns for previous and current values and percentage changes.

Table of individual French stock market listings with columns for company name, previous price, current price, and percentage change.

Table of international stock market listings with columns for company name, previous price, current price, and percentage change.

Table of international stock market listings with columns for company name, previous price, current price, and percentage change.

NOUVEAU MARCHÉ

VENDREDI 18 AOÛT Cours relevés à 18 h 07

Table of new market listings with columns for company name, previous price, current price, and percentage change.

Table of new market listings with columns for company name, previous price, current price, and percentage change.

Table of new market listings with columns for company name, previous price, current price, and percentage change.

Table of new market listings with columns for company name, previous price, current price, and percentage change.

SECOND MARCHÉ

LUNDI 21 AOÛT Cours relevés à 9 h 57

Table of second market listings with columns for company name, previous price, current price, and percentage change.

Table of second market listings with columns for company name, previous price, current price, and percentage change.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 18 août

Table of SICAV and FCP listings with columns for name, value, and date.

Table of SICAV and FCP listings with columns for name, value, and date.

Table of SICAV and FCP listings with columns for name, value, and date.

Table of SICAV and FCP listings with columns for name, value, and date.

Table of AGIPI listings with columns for name, value, and date.

Table of AGIPI listings with columns for name, value, and date.

Table of AGIPI listings with columns for name, value, and date.

Table of AGIPI listings with columns for name, value, and date.

Table of CDC Asset Management listings with columns for name, value, and date.

Table of CDC Asset Management listings with columns for name, value, and date.

Table of CDC Asset Management listings with columns for name, value, and date.

Table of CDC Asset Management listings with columns for name, value, and date.

Table of CAISSE D'ÉPARGNE listings with columns for name, value, and date.

Table of CAISSE D'ÉPARGNE listings with columns for name, value, and date.

Table of CAISSE D'ÉPARGNE listings with columns for name, value, and date.

Table of CAISSE D'ÉPARGNE listings with columns for name, value, and date.

Ondées orageuses sur la Bretagne

MARDI. Une dépression est située au large de la Bretagne, apportant des pluies orageuses sur cette région. Une hausse des pressions surtout en altitude favorisera l'assèchement sur l'est du pays, avec beaucoup de soleil en général.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Le temps sera maussade sur la Bretagne, avec des pluies orageuses surtout sur l'ouest. Ailleurs, les nuages seront nombreux avec quelques ondées locales. Le vent de sud-est soufflera à 70 km/h en rafales. Les températures maximales avoisineront 19 à 21 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Après dissipation des brouillards matinaux, le soleil sera prédominant, malgré des passages nuageux. Les températures maximales seront comprises entre 20 et 24 degrés.

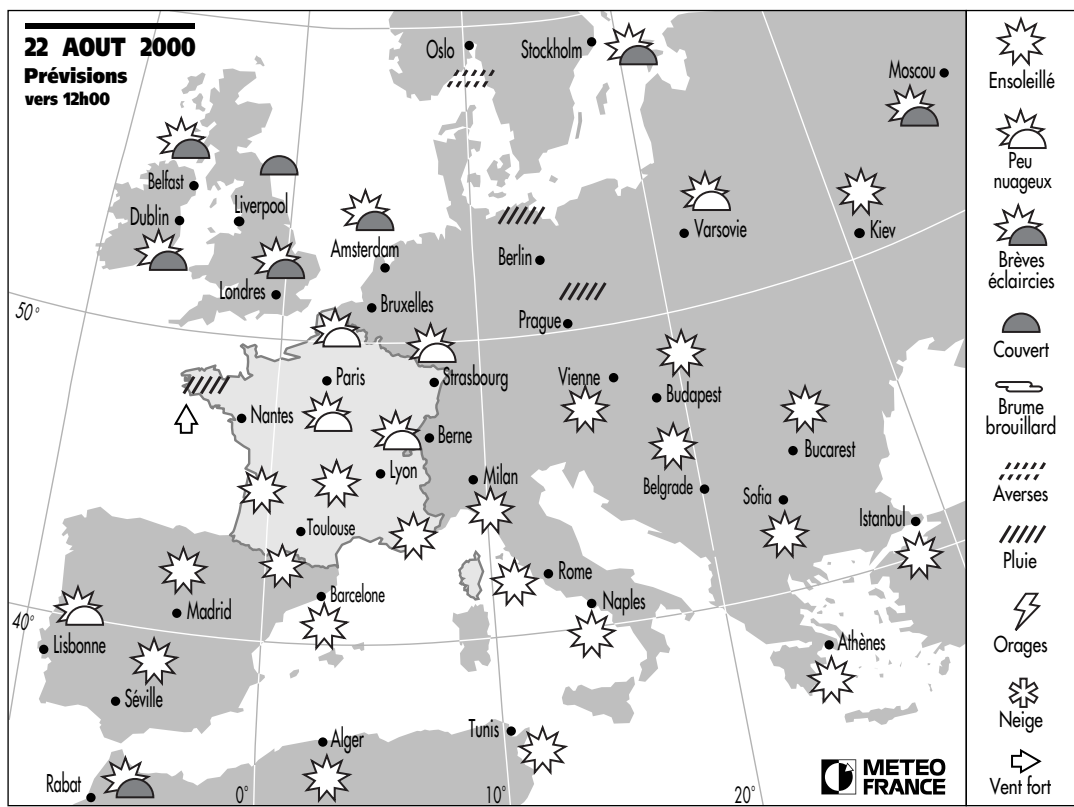
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Les brouillards mati-

naux se dissiperont rapidement, pour laisser place à de belles éclaircies. Il fera de 22 à 25 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Les quelques brouillards locaux formés au lever du jour se dissiperont rapidement pour laisser place au soleil. Le thermomètre marquera 27 à 30 degrés au meilleur moment de la journée.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Les nuages bas présents en début de matinée se désagrégeront rapidement. Le reste de la journée s'annonce bien ensoleillé, avec juste quelques cumulus un peu plus nombreux sur le relief. Les températures maximales atteindront 26 à 30 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Le soleil brillera largement sur l'ensemble des régions, avec un vent de sud-ouest assez fort entre la Corse et le continent. Il fera 28 à 32 degrés au meilleur moment de la journée.

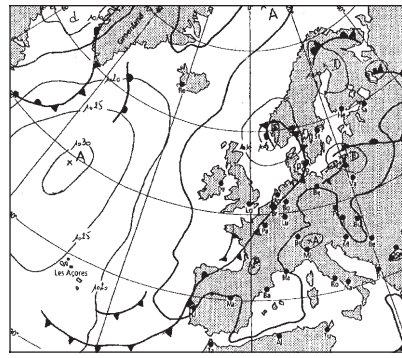


PRÉVISIONS POUR LE 22 AOÛT 2000

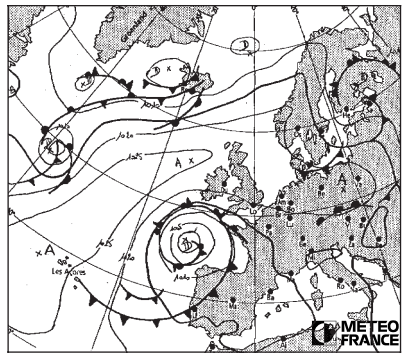
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		FRANCE outre-mer	
AJACCIO	23/31 S	NANCY	13/23 S
BIARRITZ	14/26 S	NANTES	13/24 N
BORDEAUX	15/29 S	NICE	23/29 S
BOURGES	12/23 S	PARIS	11/23 N
BREST	15/20 P	PAU	14/25 S
CAEN	14/20 N	PERPIGNAN	19/27 S
CHERBOURG	13/21 C	RENNES	12/21 P
CLERMONT-F.	13/25 S	ST-ETIENNE	12/28 S
DIJON	14/24 S	STRASBOURG	13/24 S
GRENOBLE	14/27 S	TOULOUSE	15/28 S
LILLE	10/22 N	TOURS	10/23 S
LIMOGES	12/24 S	FRANCE outre-mer	
LYON	17/27 S	CAYENNE	23/30 P
MARSEILLE	19/30 S	FORT-DE-FR.	24/30 P
		NOUMEA	18/23 S

PAPEETE	23/30 S	KIEV	21/35 S	VENISE	21/31 S	LE CAIRE	24/34 S
POINTE-A-PIT.	24/31 P	LISBONNE	17/23 S	VIENNE	15/26 S	NAIROBI	14/27 S
ST-DENIS-RE.	18/23 S	LIVERPOOL	11/19 C	AMÉRIQUES		PRETORIA	10/25 S
		LONDRES	13/23 N	BRASILIA	17/28 S	RABAT	17/25 N
		LUXEMBOURG	11/21 S	BUENOS AIR.	13/17 C	TUNIS	27/37 S
		MADRID	14/27 S	CARACAS	27/33 S		
		MILAN	22/30 S	CHICAGO	19/29 S		
		MOSCOU	15/23 N	LIMA	15/19 C		
		MUNICH	13/20 N	LOS ANGELES	15/23 S		
		NAPLES	27/37 S	MEXICO	13/20 S		
		BERNE	9/15 P	MONTREAL	13/23 S		
		PARIS	21/31 S	NEW YORK	16/26 S		
		PRAGUE	13/20 P	SAN FRANCIS.	12/18 S		
		ROME	23/32 S	SANTIAGO/CHI	8/18 S		
		SEVILLE	16/29 S	TORONTO	14/24 S		
		SOFIA	20/35 S	WASHINGTON	14/27 S		
		ST-PETERSB.	13/19 N	AFRIQUE			
		STOCKHOLM	11/18 N	ALGER	22/32 S		
		TENERIFE	18/25 S	DAKAR	27/30 C		
		VARSOVIE	11/16 S	KINSHASA	20/31 C		



Situation le 21 août à 0 heure TU



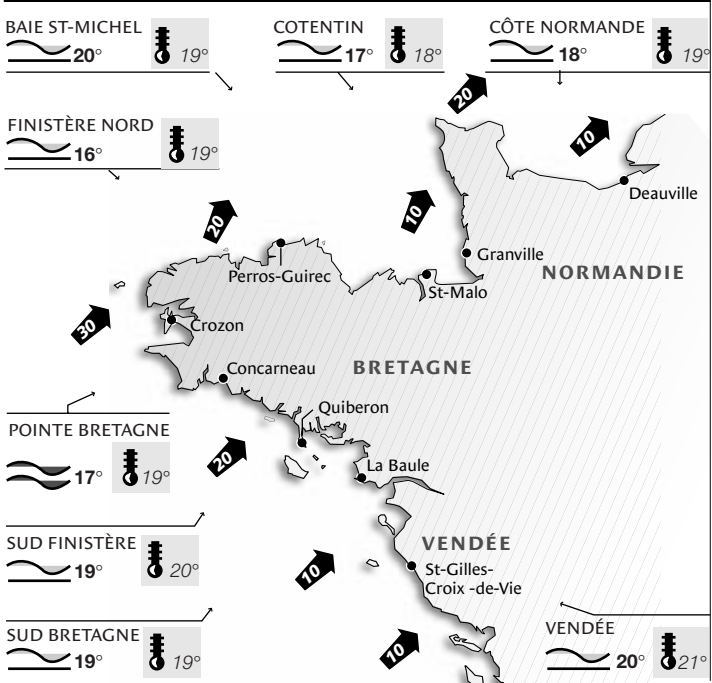
Prévisions pour le 23 août à 0 heure TU

Sur les plages

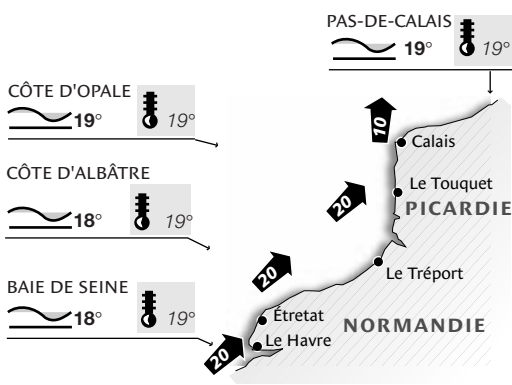
Le 21 août 2000 vers 14 heures

Des côtes de la Manche aux côtes atlantiques, les nuages et les éclaircies alternent, avec parfois quelques averses. Le temps sera plus frais. Sur le pourtour méditerranéen, le ciel sera très nuageux, avec des éclaircies, mais aussi des ondées orageuses qui se produiront localement.

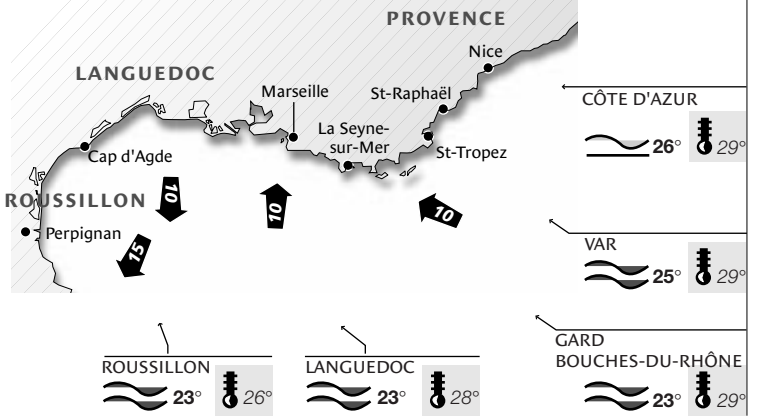
Ouest



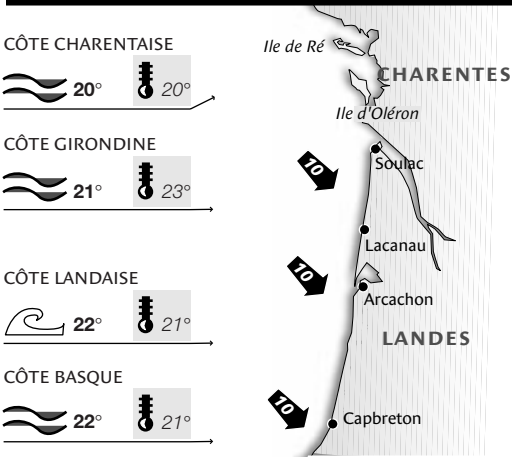
Nord



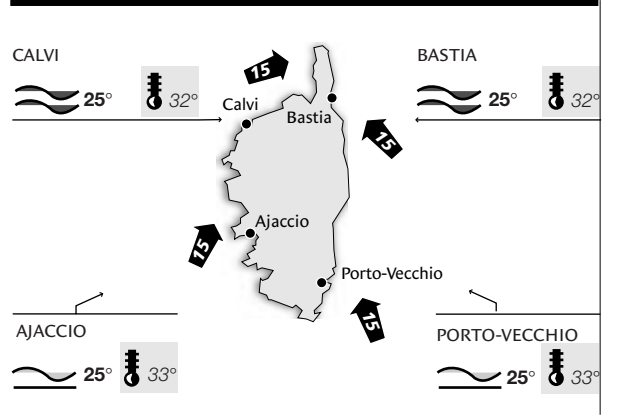
Sud



Sud-Ouest

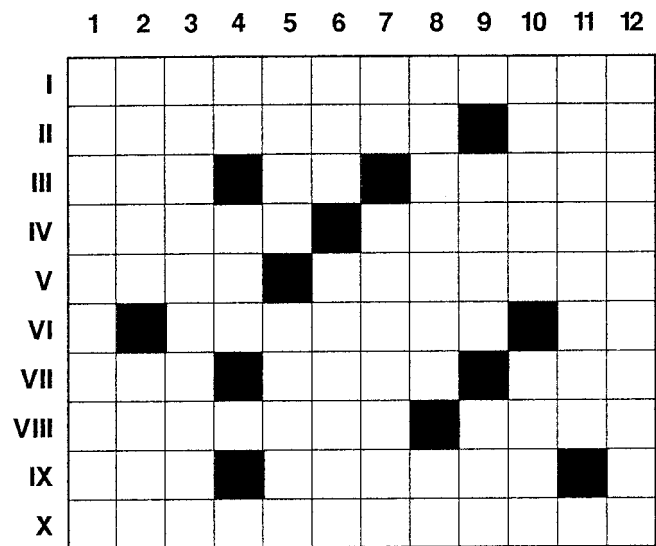


Corse



MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 00 - 200

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTALEMENT

I. Pour aller à la chambre. - II. Comme une mer en colère. Donne du caractère au vin. - III. Déformé. Le rubidium. Evite que ça gratte dans la descente. - IV. Assure la défense. Rendu méprisable. - V. Fait la liaison. Mêle les miches à l'ancienne. - VI. Souvent d'un caractère volatil. Ouvre la gamme. - VII. En pierre et en papier. Entre cuisine et bas-ventre. Vient d'avoir. - VIII. Découpe. Suivi à la lettre. IX. Bout de temps. Aller au fond

des choses. - X. Son plan permet de prendre l'air.

VERTICALEMENT

1. Victimes de changements politiques, ils ne sont plus à l'honneur. - 2. En vert et contre tous mauvais traitements. Sans aucun traitement. - 3. Des révoltes qui peuvent entraîner des révolutions. - 4. Club sportif. Diplômé professionnel. - 5. Fondateur de l'Oratoire. Entre 19 et 36 à la roulette. - 6. Petit bain. Résidence très secondaire. -

7. Préposition. Tracent les sillons. - 8. Difficile à porter et à supporter. Appuie l'affirmation. - 9. Communes dans les jachères. Supprimé et désordonné. - 10. Laisse des traces. Couvre en cas de besoin. - 11. Etudie les problèmes d'évacuation. - 12. Tour de bras et jeu de paumes.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 00 - 199

HORIZONTALEMENT

I. Réimpression. - II. Ordalie. Imbu. - III. Moitié. CCP. - IV. Aso. Enjolan. - V. Nimbus. Série. - VI. Cœur. Ay. Tam. - VII. In. AM. Ai. - VIII. Vernissage. - IX. Répu-diée. Lin. - X. Encrassement.

VERTICALEMENT

1. Romancière. - 2. Erosion. En. - 3. Idiome. VPC. - 4. Mat. Buteur. - 5. Plieur. RDA. - 6. Riens. Anis. - 7. Ee. Amies. - 8. Cosy. Sé. - 9. Sicile. As. - 10. Impartiale. - 11. Ob. Nia. Gin. - 12. Nuitamment.

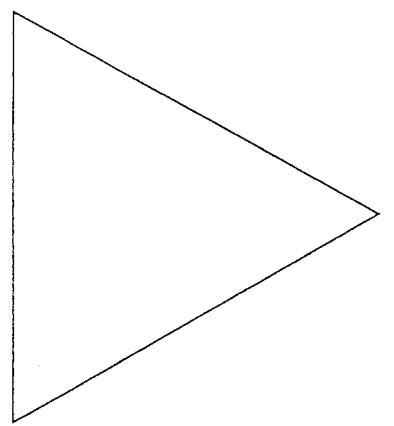
AFFAIRE DE LOGIQUE PROBLÈME N° 185

Le partage du triangle

QUELLE EST la ligne droite la plus courte qui partage un triangle équilatéral en deux parties égales ? La réponse reste-t-elle la même si on n'exige plus que la ligne de partage soit rectiligne ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 2000

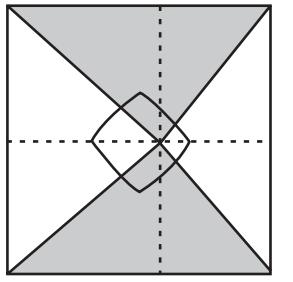
Solution du problème dans *Le Monde* du 29 août.



Solution du problème n° 184 paru dans *Le Monde* du 15 août.

Quatre coups de couteau (en traits pleins) suffiront. Quel que soit le choix du point à l'intérieur du gâteau, l'aire blanche sera égale à l'aire grisée. En effet : ● A chaque triangle blanc déli-

mité par des traits pleins ou des pointillés, on fait correspondre un triangle gris isométrique. ● Il est toujours possible de trouver des points dont la distance à chacun des quatre sommets est inférieure à 17 cm (ces points sont situés à l'intérieur d'une zone délimitée par les quatre arcs de cercle en traits fins).



Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine, *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu. Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème de logique. Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble. Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge. Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art. Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex

Le Monde PRESIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL : Dominique Alduy DIRECTEUR GÉNÉRAL : Stéphane Corre 21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05 Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

CARICATURE A cinquante et un an, le dessinateur autrichien Manfred Deix est une star dans les pays germaniques. Le Kunsthau de Vienne a rassemblé trois cents pein-

tures de celui qui a fait de son petit pays le miroir grotesque de l'universelle condition. ● **SES CIBLES FAVORITES** : les trop bien nourris au régime bière-saucisses, les chasseurs,

les policiers et leurs méthodes d'interrogatoire, la famille comme foyer d'obsessions sexuelles, la fausse chasteté de l'Eglise catholique, la xénophobie latente ou avouée. Jörg

Haider revient souvent dans ce jeu de massacre. ● **LE STYLE** unique de Deix allie la cruauté du trait et une technique éprouvée de l'aquarelle. Une finition soignée qui rend ces

œuvres insupportablement obscènes. ● « **JE DESSINE simplement ce que je vois autour de moi, se défend-il. Ce n'est pas moi qui salit le nid, il est comme ça !** »

Manfred Deix, l'art de la diffamation permanente

Le Kunsthau de Vienne consacre une rétrospective à l'artiste autrichien, dessinateur satirique, terroriste du pinceau. Trois cents œuvres originales cruelles et drôles, qui raillent les rapports ambigus de son pays avec le nazisme, l'Eglise, la xénophobie et, plus largement, les laideurs humaines

GOOD VIBRATIONS, rétrospective de l'œuvre de Manfred Deix présentée jusqu'au 17 septembre au Kunsthau de Vienne, 13 Untere Weissgerberstrasse. Tous les jours de 10 heures à 19 heures, entrée 95 shillings (13 €), tarif réduit 70 shillings (9,6 €). Catalogue « Deix, Good Vibrations, eine Retrospektive », Kunsthauwien, 370 pp.

Vienne

de notre correspondante

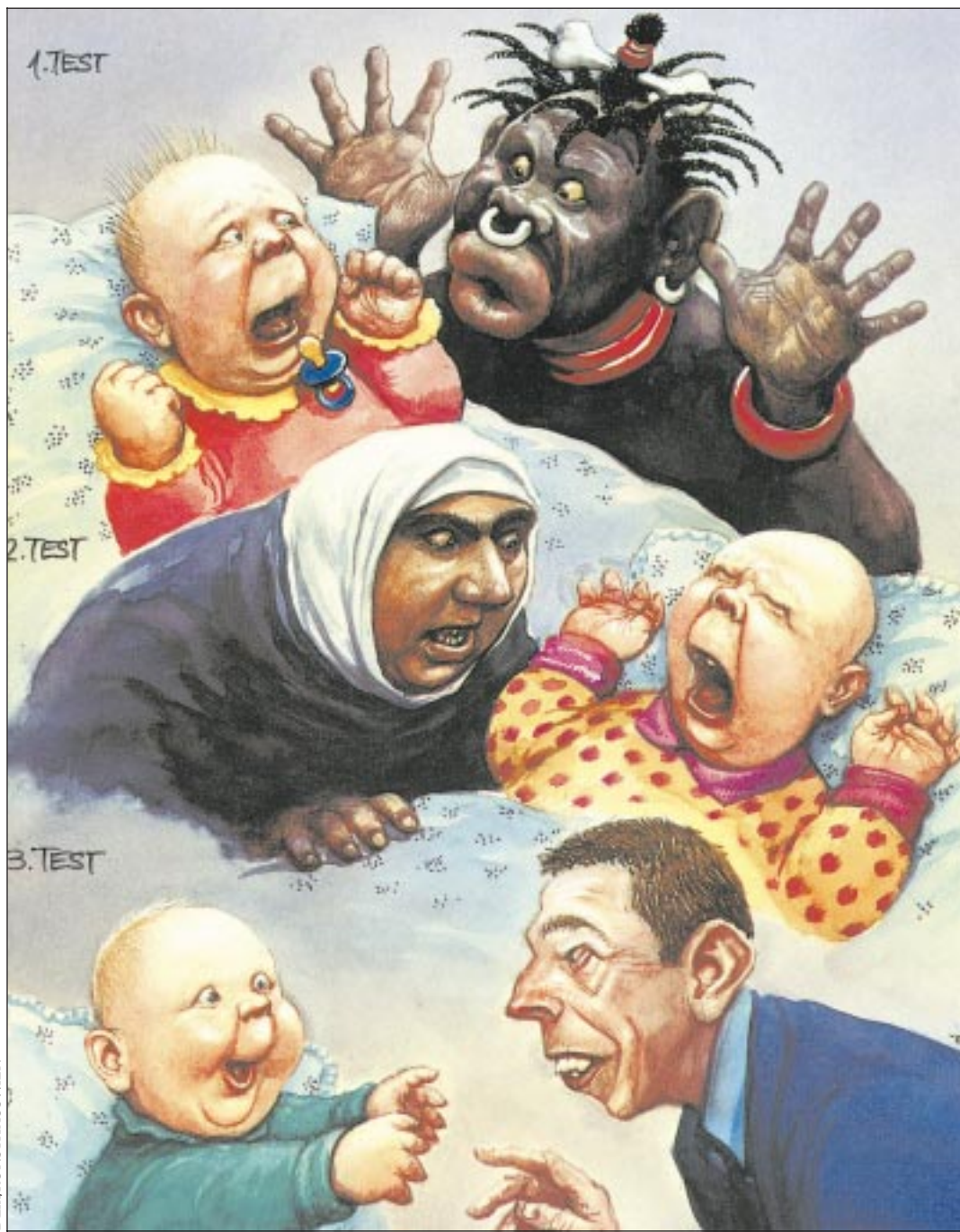
Heureusement, Manfred Deix n'est pas un homme politique : dans l'Autriche de Haider, il serait en prison. L'homme fort de la droite populiste n'a-t-il pas récemment suggéré de traduire devant les tribunaux tous les élus autrichiens, président de la République inclus, dont la ferveur patriotique laisserait à désirer ?

Dire que Manfred Deix, dessinateur satirique de son état, jette un regard « critique » sur l'Autriche serait plus qu'un euphémisme. Ce barbu aux yeux pervenche est un terroriste du pinceau, un fanatique de la diffamation permanente, le Thomas Bernhard de la caricature. Comme l'auteur de *Heldenplatz*, il est un artiste du ressassement, un imprécateur obsessionnel qui a fait de son petit pays le miroir grotesque de l'universelle condition. Avec un souci maniaque du détail, il peint ses compatriotes en petits-bourgeois coincés ou en prolos obtus, une galerie de monstres très ordinaires que rassemblent la peur panique de l'étranger et une honteuse nostalgie pour l'ordre nazi.

Peindre est d'ailleurs le mot juste. Le style de Deix, unique en son genre, allie la cruauté du trait et une technique éprouvée de l'aquarelle. Ses dessins, qui sont toujours en couleurs, sont beaucoup plus proches du tableau que de l'esquisse. C'est cette finition soignée qui les rend insupportablement obscènes : il ne manque pas une trace brunâtre au fond des slips distendus, pas un bourrelet sous les ventres affaîssés, pas une dent cariée dans les sourires imbéciles qui découvrent des gencives d'un rose malsain.

LA CHAIR N'EST PAS TRISTE

Les féministes autrichiennes s'insurgent-elles contre une campagne d'affichage trop sexy du fabricant de lingerie Palmers, qui a embauché un quarteron de créatures de rêve ? La réaction de Deix est impitoyable : il propose aussitôt de revenir à la réalité des corps ordinaires. Car pour lui la chair n'est pas triste, hélas, mais une source inépuisable de dérision. Et s'il n'a pas lu tous les livres, il feuillette sans relâche, en s'esclaffant à chaque page, le catalogue des



« Les petits enfants ont peur des visages foncés », 1997.

laideurs, des petites humaines.

La bourgeoisie autrichienne s'indigne de son acharnement, ou pince le nez devant ses outrances scatologiques. Le grand patron Herbert Krejci (il dirigeait alors l'Union des industriels) a pris la plume en 1987 pour dénoncer cette caricature systématique de ses concitoyens en individus « bourrés de complexes et parfois guidés par des idées perverses », voire en « crétiens des Alpes de l'Europe ». Même les intellectuels trouvent souvent Deix excessif et vulgaire : ils lui préfèrent le subtil Gerhard Haderer, qui manie aussi brillamment l'aquarelle mais reste

dans les limites du politiquement correct. Pourtant, c'est Deix qui a « laissé sa trace dans le vocabulaire », comme il le rappelle fièrement : ne dit-on pas, en Autriche et en Allemagne, « Deix-Figuren », « des personnages à la Deix », comme on parlait en France dans les années 60 de « silhouettes à la Dubout », en hommage au grand illustrateur de Villon et de Rabelais ? Et c'est à Manfred Deix, cinquante et un ans, que le Kunsthau de Vienne – un musée privé fondé par le peintre Friedensreich Hundertwasser – consacre aujourd'hui une rétrospective, après avoir exposé des artistes internatio-

nellement reconnus tels que le peintre et sculpteur Jean Tinguely, l'hyperréaliste John de Andrea, les photographes Robert Mapplethorpe ou Peter Beard.

Deix cite l'hyperréalisme américain (et son célèbre couple de touristes obèses en chemise hawaïenne), en plaçant en guise de sentinelles à l'entrée de son exposition la statue de deux Autrichiens d'âge mûr, grincheux et ridicules dans leurs *Trachten*, leurs costumes provinciaux. Chaque visiteur peut se dire à bon droit qu'il ne ressemble pas à cette Autriche-là.

C'est un piège. Car deux mètres



« Prêtres amoureux 1 », 1997.

plus loin Deix a accroché au mur, en guise de miroir, une sorte de photo de groupe comme on en prend dans les petites fêtes d'entreprise, montrant de jeunes employés dynamiques et souriants – mais tout aussi grotesques. Et il faut une bonne dose de courage ou de masochisme, quand on est Autrichien, pour affronter ces trois cents œuvres originales où se déclinent plus de vingt-cinq années de méchanceté deixienne.

De son propre aveu, le dessinateur a dû effectuer un tri sévère dans une création prolifique qui a eu ses moments de faiblesse, le talent étant trop facilement soluble dans l'alcool. Ce qui reste permet de repérer ses cibles favorites : les trop bien nourris au régime bière-saucisses, les chasseurs (rien ne ravit autant Deix que lorsque des amateurs autrichiens de gros gibier sautent en Croatie sur une mine oubliée après la guerre), les policiers et leurs méthodes d'interrogatoire un peu spéciales, la famille nucléaire comme foyer d'obsessions sexuelles, la fausse chasteté de l'Eglise catholique, la xénophobie latente ou avouée. L'un de ses dessins les plus célèbres – souvent utilisé par SOS-Mitmenschen, l'équivalent local de SOS-Racisme – montre trois enfants costumés en rois mages qui vont de maison en maison pour quêmander des sucreries, comme le veut la tradition : « Tire sur le nègre, c'est lui qui a l'air le plus dangereux ! », crie de la fenêtre une vieille dame à son mari prêt à épauler.

HAIDER EN « AMI DES JUIFS »

La classe politique se retrouve dans sa ligne de mire, et une partie de l'exposition (comme du catalogue, dont on regrette qu'il ne mentionne pas les dates de publication des dessins) ne sera pleinement savourée que par ceux qui ont suivi

de près les péripéties autrichiennes. Plus faciles à décrypter et souvent percutantes, nombre d'images – notamment à l'époque de l'affaire Waldheim – dévoilent le rapport ambigu de l'Autriche à la période

Une star inconnue en France

Presque inconnu du public français (seuls *Actuel* et, plus récemment, *Charlie-Hebdo* ont publié des dessins de lui), Manfred Deix est une star dans les pays germaniques, où il a souvent participé à des shows télévisés. Né en 1949 à Sankt Pölten, en Basse-Autriche, il connaît ses premiers succès d'estime à onze ans en réalisant des BD pour un journal catholique. Après des études de graphisme à Vienne, il fait ses débuts professionnels dans les années 70 à *Profil*, le premier magazine autrichien à affirmer une réelle indépendance politique – et pour lequel il travaille encore régulièrement. Les commandes des grands hebdomadaires allemands *Stern* et *Der Spiegel* et des contrats publicitaires pour une marque de cigarettes assurent son indépendance financière. Deix a aussi publié une demi-douzaine d'albums. Il vit depuis toujours près de Vienne en compagnie de sa femme, la brune Marietta, et de leurs quatre-vingt-six chats.

nazie. Comme le soulignait le cinéaste Billy Wilder (juif autrichien émigré à Hollywood) dans une préface à l'un de ses albums, Deix dynamite « cette écœurante Gemütlichkeit qui prétend qu'il ne s'est rien passé et que le Danube est aussi bleu qu'il l'a toujours été ».

Jörg Haider revient souvent dans ce jeu de massacre. Aux portraits en voyou néonazi, on peut préférer des charges plus fines : le chef populiste déguisé en « dirigeant des travailleurs » dans la tradition de l'iconographie stalinienne ; en « ami des juifs » affublé de papillotes. Ou mieux encore, coiffé d'une couronne d'or sur ses cheveux stylisés, mais son sexe dépassant discrètement de la braguette ouverte – comme un aveu de faiblesse infantile qui contredit la volonté de puissance du visage.

Car les visages, autant que les corps, fascinent Deix. Visages inquiétants auxquels il manque un organe essentiel – yeux, nez ou bouche –, fronts où mûrit un abcès monstrueux, et, dans une série récente de grands formats monocolors aux lignes épurées, faces déformées par une souffrance indicible. On pense à Xavier Messerschmidt, le sculpteur baroque qui a étudié les expressions humaines. *Habillé décontracté et mortellement malade* : tel est le titre d'un de ces « portraits ». Le masque folklorique est tombé. Ce n'est plus de l'Autriche, c'est bien de nous tous qu'il s'agit.

Manfred Deix, dessinateur

« Je ne suis pas un traître à la patrie, mais quelqu'un qui met à nu »

Vienne

de notre correspondante

« Vous n'êtes jamais tendre avec la société autrichienne. Etes-vous ce qu'on appelle ici un "Nestbeschmutzer", quelqu'un qui salit le nid où il est né ?

– Je n'ai pas l'impression de démouler mon pays. Depuis vingt-cinq ans, je dessine simplement ce que je vois autour de moi. Ce n'est pas moi qui salis le nid, il est comme ça ! Je ne suis pas un traître à la patrie, mais quelqu'un qui met à nu, en permanence. Depuis tout petit, je n'aime rien tant que me moquer des gens.

– C'est une vocation précoce ?

– Pour préparer cette exposition, j'ai revu tous mes vieux dessins, et il est évident qu'il y a des constantes dans mon univers. Par exemple, tous ces gens trop gros avec des gencives trop apparentes. Du plus loin que je me souviens, j'ai toujours été fasciné par les gros. A l'école, je les tourmentais de toutes les manières possibles. Oui, je sais, c'est un comportement méprisable,

cynique et primitif, ce n'est d'ailleurs pas pour rien que les gens parlent souvent de la cruauté des enfants ! Mais surtout je les dessinais. Les gros sont devenus ma drogue, très vite j'ai dû augmenter les doses. Au fil du temps, j'ai découvert qu'on pouvait aussi se moquer des minces, des sérieux, des musclés, et ma population picturale s'est considérablement élargie. Toutes ces victimes qui se sont jetées avec tant d'insouciance sous mon pinceau...

– L'école était votre premier champ d'observation ?

– Surtout le café A la vigne bleue que tenaient mes parents, à Böhmeikirchen. J'y ai trouvé un juke-box avec des disques de rock, une télévision et un piano droit, trois choses que j'utilisais énormément. Sinon je passais mon temps à dessiner ce que je voyais. A cet endroit, il y avait beaucoup de gens gros avec des gencives apparentes. En plus, je suis désolé de le dire, mais ils oubliaient assez souvent de refermer leur braguette quand ils sortaient des toilettes. Je l'ai interprété

comme un signe du ciel : Dieu voulait que je transmette ce message au reste de l'humanité.

– L'Eglise catholique et les curés semblent tenir une grande place dans votre univers.

– L'Eglise apporte constamment de nouveaux sujets. Ce scandale il y

« Ils oubliaient assez souvent de refermer leur braguette quand ils sortaient des toilettes. Je l'ai interprété comme un signe du ciel : Dieu voulait que je transmette ce message au reste de l'humanité »

a quelques années autour de l'archevêque de Vienne, Mgr Groer, accusé de pédophilie par ses anciens élèves, c'était du pain béni. Le monde autour de moi est merveilleux, je n'ai pas besoin d'inventer quoi que ce soit. Quand l'aile moderniste pose le problème de la

place des femmes dans l'Eglise, je me contente de mettre ça en image à ma façon : la bonne sœur barbue et la curée en soutane qui donne tendrement le sein à son nouveau-né. Mignon, non ?

– L'un de vos personnages favoris est l'évêque de Sankt Pöl-

ten, Kurt Krenn, honni par la gauche catholique. Vous le montrez en Marilyn mais aussi en boxeur sur le ring, prêt à écraser ses adversaires. En dehors de sa corpulence, qu'est-ce qui en fait un bon sujet pour vous ?

– Krenn est la garantie que l'Eglise

catholique autrichienne aura toujours moins de fidèles. C'est pour ça que je l'aime bien. D'ailleurs, ce n'est pas un homme si désagréable : le magazine *News* a organisé une rencontre entre nous, au printemps. Quand Krenn a appris que je vivais depuis plus de trente ans avec Marietta, ma femme, sans être marié religieusement, il voulait à tout prix nous faire passer devant l'autel !

– « Good vibrations », le titre de votre rétrospective, est-ce un hommage aux Beach Boys, l'une de vos grandes passions – avec les chats ?

– L'an dernier, quand les Beach Boys sont venus à Vienne au Festival sur l'île du Danube, ils m'ont fait monter sur scène et j'ai pu chanter trois de leurs chansons avec eux. C'était sûrement pour me récompenser d'avoir été si sage depuis cinq ans, en ce qui concerne l'alcool. En tout cas, la preuve que je n'avais pas vécu en vain jusque-là... »

Propos recueillis par Joëlle Stolz

La formation novatrice de l'École de cinéma de Tokyo

Japon 2000. Les réalisateurs Kiyoshi Kurosawa et Shinji Aoyama enseignent dans le jeune institut

TOKYO

de notre envoyée spéciale

En bordure de Ginza, quartier central de Tokyo, une jeune école de cinéma forme chaque année deux cents Japonais, attirés par un parti-pris que l'on qualifierait ici d'art et d'essai. Indépendante de l'université, comme des majors du film, l'École de cinéma de Tokyo a été fondée conjointement en 1997 par une société de production et de diffusion, Eurospace, et le centre culturel Athénée (français). Elle a choisi, pour enseignants, plusieurs des jeunes réalisateurs de talent apparus dans les années 90, tels Kiyoshi Kurosawa ou Shinji Aoyama, capables de dire la panne actuelle du modèle japonais. Après le boom économique et technologique des années 80, suivi de la récession présente, le mythe d'un équilibre harmonieux entre les traditions spécifiques japonaises et la modernité de l'industrie et des modes de vie ne fonctionnent plus si bien. Dans le silence de ce terreau en friche, les héros au charme somnambulique d'un Kiyoshi Kurosawa ou les enfants de banlieue sans voix d'un Akihiko Shiota, autre enseignant à l'École de cinéma de Tokyo, font entendre des langages mineurs, qui résonnent fortement.

A l'image du recrutement des enseignants par cette école innovante, celui des élèves est atypique. Les candidats ne sont pas sélectionnés sur des critères d'âge ni triés à l'aide d'épreuves académiques. « Nous leur demandons de

rédigier un texte expliquant quels films ils souhaitent faire », explique Masamichi Matsumoto, codirecteur de l'école. Pour attirer les étudiants « les plus divers », des cours sont offerts en soirée ou le week-end. De fait, l'âge des étudiants s'échelonne entre dix-huit et cinquante ans, la proportion de femmes atteint 60 % et les étudiants à temps plein, aux mines encore enfantines, côtoient les salariés à la recherche d'emplois plus créatifs.

Quatre-vingts étudiants sont admis en première année, choisis parmi quelque trois cents candidats, dans les trois sections - fiction, documentaire, sous-titrage. L'enseignement, surtout pratique, est assuré par quelques-unes des jeunes figures les plus stimulantes du cinéma japonais, dont Kiyoshi Kurosawa, l'auteur de *Cure* et de *License to Live*, sans lien de parenté avec le Kurosawa des *Sept samourais*. Shinji Aoyama, dont le film *Eureka* figurait en sélection officielle à Cannes cette année, ou Nobuhiro Suwa (*M/Other*), sont d'autres « tuteurs », un terme que Masamichi Matsumoto préfère à celui de professeur.

Kiyoshi Kurosawa a réalisé et produit avec l'École son film *Vaine illusion* en 1999, présenté à la Biennale de Venise. Les étudiants ont assuré presque tous les postes techniques sur le tournage. Avec le même appui de l'école et des élèves, le jeune cinéaste Akihiko Shiota a réalisé son deuxième film, *Don't Look Back*, présenté dans plu-



L'école recrute les élèves « les plus divers » - quatre-vingts chaque année âgés de 18 à 50 ans.

sieurs festivals européens dont celui de Nantes (*Le Monde* du 1^{er} décembre 1999).

UN MIROIR PLUTÔT CRUEL

Kiyoshi Kurosawa, Shinji Aoyama, Nobuhiro Suwa ou le jeune Akihiko Shiota ne communient pas à la même esthétique ni aux mêmes thématiques. Mais, pour Masamichi Matsumoto, ils témoignent de cette génération née « après les années 50, âge d'or du cinéma japonais » et grandie « dans les années 80, où l'effervescence économique favorisait une grande quantité de productions qui ne reflétaient en rien les préoccupations ni la sensibilité des jeunes ». Akihiko Shiota, né en 1961 à Kyoto, a grandi dans une cité de banlieue. « Dans notre génération, affirme-t-il, on nous a fait croire qu'il y avait un seul modèle de films : une histoire exposée au cours des dix premières

minutes, un style [mal] imité des ouvrages américains, l'appel à des stars. »

Le film qu'il a réalisé à l'école est tourné dans une gigantesque cité, comme celle de son enfance, « un véritable cosmos à mes yeux ». Tous les protagonistes en sont des enfants d'une dizaine d'années. A travers le regard des deux garçons héros du long-métrage, le réalisateur tend un miroir plutôt cruel à la société japonaise. Toute la dynamique et la grâce du film proviennent de la tension électrique qui émane du corps des enfants. « J'ai filmé leurs incessantes courses-poursuites dans les allées du grand ensemble comme une chorégraphie. Les enfants bougent tout le temps et courent beaucoup. J'ai voulu concentrer l'attention sur ce mouvement car, du point de vue cinématographique, cela induit un rythme singulier. »

Catherine Bédarida

PROCHAIN ARTICLE :
Le théâtre d'Oriza Hirata et l'épopée coloniale japonaise.

Yasuzo Masumura, héros de L'Etrange Festival, à Paris

L'ÉTRANGE FESTIVAL. Du 23 août au 5 septembre. Paris, Forum des images, porte Saint-Eustache, Forum des Halles. Tél. : 01-44-76-62-00. Métro Châtelet-Les Halles. Entrée 40 F (30 F tarif réduit).

Il est difficile de passer un mois d'août sans se rendre à L'Etrange Festival. Il existait dans les années 60 un Festival du film maudit, spécialisé dans le cinéma de genre et qui programmait des films que l'on pouvait à l'époque découvrir aux séances de minuit ou dans des salles spécialisées en Belgique. Les films d'épouvante de Mario Bava, l'une des influences majeures de Tim Burton, ou le cinéma érotique japonais, se trouvaient confinés dans cette marge. L'Etrange Festival vient nous rappeler qu'il existe encore des auteurs maudits et des films qui restent soustraits à notre regard. La découverte, cette année, du réalisateur japonais Yasuzo Masumura vient s'ajouter à une longue liste d'auteurs dénichés, depuis huit ans déjà, par l'Etrange Festival.

RIEN DE PLUS COHÉRENT

Certains films sont précédés de la mention « Réserve à un public averti ». Mais une myriade d'avertissements ne suffira jamais à préparer les spectateurs à la vision d'un film de ce réalisateur japonais. Il n'y a rien de plus cohérent qu'un film de Masumura. L'infirmière de *L'Ange rouge* (1966), qui fait l'amour avec des soldats mutilés durant la guerre sino-japonaise; la jeune fille à qui l'on tatoue de force une araignée sur le dos dans *Tatouage* (1966); une femme qui crève les yeux de son fiancé pour lui éviter de repartir au front dans *La Femme de Seisaku* (1965); le jeune mannequin, kidnappé par le masseur aveugle dans *La Bête aveugle*, et qui fait l'amour avec son tortionnaire jusqu'à la mu-

tilation... Tous renvoient à un cinéma fasciné par les corps meurtris et les cicatrices, incapable de concevoir la sexualité sans violence physique, et dont *Crash*, de David Cronenberg, serait un descendant timoré.

Le nom de Masumura est mentionné pour l'une des premières fois en France dans le numéro d'octobre 1970 des *Cahiers du cinéma*. Masumura est né en 1924. Il a commencé à aller au cinéma très jeune, par l'intermédiaire d'un ami dont le père était propriétaire d'une salle. Il est le condisciple de Yukio Mishima à l'Université impériale de Tokyo du-

Hommages et curiosités

L'Etrange Festival comporte deux autres hommages, l'un au Japonais Takashi Miike, dont les films de yakuzas (*Chien enragé*, *Dead or Alive*, *Graine de yakuza*, *La Loi de la rue*), réalisés entre 1997 et 2000, devraient être prochainement distribués en France, et l'autre aux Italiens Daniele Cipri et Franco Maresco. Ils seront complétés par plusieurs programmations thématiques. « La mort aux trousses » permettra de redécouvrir *La Course à la mort de l'an 2000*, de Paul Bartel, l'un des premiers films de Sylvester Stallone, et *Le Voyage de la peur*, réalisé par la comédienne Ida Lupino. « Dementia » comporte le très rare *Neuvième configuration*, de William Peter Blatty (l'auteur de *L'Exorciste*), *La Piscine*, de Frank Perry, avec Burt Lancaster qui interprète un cadre bouleversé par la découverte de la piscine de ses voisins.

A signaler, enfin, une soirée « Dr Jekyll & Mr Hyde » où seront diffusées quatre versions muettes et inédites du roman de Stevenson, retrouvées par Serge Bromberg et Eric Lange de la société Retour de flamme.

rant la seconde guerre mondiale. L'écrivain tiendra d'ailleurs le rôle principal du *yakuza* (mafieux) faisant son retour, après plusieurs années d'emprisonnement, dans *Les Gars des vents froids* (1960), présenté également par l'Etrange Festival. Masumura se fait remarquer à l'université par ses déclarations intempêtes sur un Japon qui ne peut, selon lui, gagner la guerre.

Après la défaite, qu'il avait prévue, Masumura effectue un bref stage d'assistant dans la major japo-

naise Daiei, puis un séjour de trois ans au Centro sperimentale della cinematografia de Rome. Il a Federico Fellini, Michelangelo Antonioni et Lucchino Visconti comme professeurs.

Masumura devient en 1954 l'assistant de Kenji Mizoguchi et travaille sur *Les Amants crucifiés*, *La Rue de la honte*. Il réalise ses trois premiers films en 1957. Le troisième, *Courant chaud*, crée le scandale par sa sécheresse et son absence de lyrisme. A la fin du film, l'actrice principale déclare à son amant : « Que je devienne ta maîtresse ou ta putain, peu m'importe ! » Une conclusion sobre

Masumura de mettre en scène des comportements exagérés ressemble à celui qui allait pousser Nagisa Oshima à exclure la couleur verte, *Conte cruel de la jeunesse* (1960).

Pour Oshima, le vert symbolisait la maison japonaise traditionnelle qu'il chercha à faire éclater. Pour Masumura, c'est le réalisme, avec toute la part d'immobilisme qu'il comporte, qui est à proscrire. Le réalisateur japonais érigeait à la place un univers fantasmagorique (la forêt onirique reconstituée en studio dans *Tatouage*, les tranchées étrangement désaffectées de *L'Ange rouge*) qui culmine avec les décors inspirés de De Chirico dans *La Bête aveugle*, où les personnages déambulent le long d'un immense corps de femme.

Les films de Masumura sont peuplés de fous et de fanatiques. L'hystérie y est montrée comme le seul moyen d'échapper à une société policée : l'étudiant dans *Un faux étudiant* (1960) qui rejoint un groupe maoïste et devient fou après avoir été pris pour une balance; le mannequin féminin de *La Bête aveugle* prise dans un cercle infernal où la recherche du plaisir physique la conduit à demander à son amant de lui couper les bras et les jambes; la femme dans *Tatouage*, incapable de stopper ses pulsions meurtrières.

A la fin de *La Bête aveugle*, la narratrice parle du vide qui l'habite et va arriver au terme de ses expériences sexuelles : la lumière disparaît peu à peu de l'écran pendant que son amant aveugle tente péniblement de s'infliger le même rituel de mutilation. Masumura fuyait toute forme de sentimentalisme, ce qui le conduisait à mettre le spectateur dans une étrange et inconfortable position de bourreau. On est toujours soulagé d'abandonner les personnages de Masumura à leur sort.

Samuel Blumenfeld

La riposte des maisons de disques au phénomène Napster

POUR contrer le piratage des fichiers musicaux sur Internet, trois maisons de disques - EMI, Sony Music et Universal Music - ont annoncé qu'elles mettraient en œuvre un service d'achat de musique en ligne d'ici à la fin de l'année. Cette décision pourrait révolutionner les circuits traditionnels de distribution, qui reposent sur la vente de disques compacts et de cassettes.

C'est l'engouement des internautes pour le site Napster qui a poussé les majors à s'installer sur le réseau. Le site nord-américain offre à treize millions de connectés la possibilité d'échanger gratuitement un nombre illimité de fichiers musicaux au format MP3. Le 26 juillet, un juge de San Francisco est saisi en référé par les Associations américaines de l'industrie de l'enregistrement (RIAA) et des éditeurs de musique (NMPA), qui reprochent aux responsables de Napster de fournir un tremplin à la copie illégale (*Le Monde* du 28 juillet). Napster doit cesser ses activités, mais le site obtient un sursis en appel en attendant que l'affaire soit examinée au fond.

« DÉTRUIRE UN MYTHE »

Concurremment à l'action en justice, les multinationales ont tenté de trouver une parade efficace aux échanges sauvages de fichiers musicaux. Sony Music a été le premier à mettre en ligne une partie de son catalogue, ce qui a rapidement incité ses concurrents à l'imiter. En juillet, EMI Music a commencé à proposer le téléchargement d'une centaine d'albums et de singles. Le prix en ligne est identique à celui d'un CD vendu en magasin. « Nous devons détruire le mythe selon lequel la musique en ligne est gratuite », a déclaré le président d'EMI Music Distribution, Richard Cottrell, dans l'édition du 2 août du *New York Times*. Selon lui, si l'on tient compte

des coûts liés au codage de la musique, des paiements des droits d'auteur et des frais inhérents aux services rendus à la clientèle, la distribution en ligne revient plus cher que celle des circuits traditionnels.

Le 5 août, Universal Music a ouvert à son tour un site qui devrait rester gratuit jusqu'à l'automne et offre une soixantaine de références (albums et singles), dont des enregistrements de B. B. King, Luciano Pavarotti, Marvin Gaye et George Benson. Pour empêcher le piratage des albums, Universal a adopté le cryptage InterTrust qui permet de limiter le nombre de copies autorisées pour un même fichier. Seuls BMG et Time Warner ne proposent pas encore de titres en ligne. BMG s'appête à le faire au cours de l'été. Time Warner devrait suivre d'ici à la fin de l'année.

Satisfaites, les internautes mélomanes? Même s'ils sont censés être réapprovisionnés régulièrement, les catalogues de titres proposés par les majors restent loin derrière les possibilités qu'offre Napster aussi bien en termes de quantité que de diversité et de sources. Les labels ménagent leurs revendeurs traditionnels, qui représentent encore la majeure partie de leurs ventes. Par ailleurs, les prix excessifs qu'ils entendent pratiquer risquent de favoriser l'utilisation de MP3 illégaux plutôt que de l'enrayer.

Pour les internautes français, la question ne se pose pas, la législation sur les droits d'auteur, très protectrice, retarde le développement du téléchargement sur le Web. Universal France envisage d'ouvrir son site à l'automne et EMI ne souhaite pas se prononcer à ce sujet.

A. L. M. et V. V. E.

★ www.bluematter.com
www.emigroup.com
www.sonymusic.com

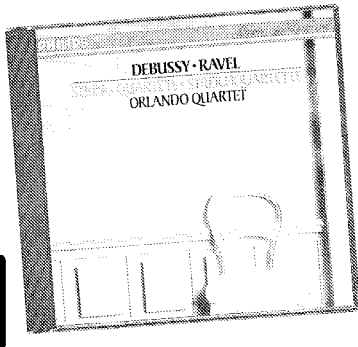
RÉVISEZ VOS CLASSIQUES

Réviser cet été avec Le Monde, France Inter, la Fnac et Universal 55 chefs-d'œuvre de la musique classique.

UNIVERSAL PHILIPS

CHOC MUSIQUE

un événement ffff Télérama



debussy. ravel. quatuors.

Pierres blanches. Composé d'un roumain, de deux allemands et d'un hongrois, le Quatuor Orlando nous offre l'un des plus beaux témoignages... de musique française. La pâte sonore de cet ensemble est une splendeur : ils n'interprètent pas cette musique, ils la vivent. Le quatuor de Ravel rayonne de teintes encore romantiques, suaves et parfaitement en place. Ils nous font oublier leur virtuosité pour nous emmener dans le rêve qui s'élargit sans cesse vers de nouveaux paysages. Le Quatuor de Debussy est tout aussi chaleureux, et lyrique. Leur interprétation suit les courbes d'une pensée fantasque et délicate. Deux gravures enthousiasmantes.

Vous découvrirez des extraits de cet album sur France Inter, à 16h dans l'émission de Caroline Ostermann, "Musique Maestro !".

Le Monde

Ehoud Barak veut doter Israël d'une Constitution laïque

Le projet suscite l'opposition des dirigeants des formations religieuses

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Dépit par la décision des formations religieuses qui, les unes après les autres, ont quitté le gouvernement et militent maintenant pour l'organisation d'élections anticipées capables de le faire tomber, Ehoud Barak menace de changer radicalement son fusil d'épaulé. Jusqu'à maintenant, ses efforts portaient surtout sur le processus de paix, israélo-syrien d'abord, israélo-palestinien ensuite. Désormais, vient-il d'annoncer, ils s'investiront dans la réforme radicale de la société, prenant à bras-le-corps les conflits qui depuis toujours divisent religieux et laïcs.

Interrogé par la radio, le premier ministre a créé la surprise en révélant, dimanche 20 août, qu'il avait chargé trois membres de son gouvernement, Yossi Beilin, Schlomo Ben Ami et Michaël Melchior, respectivement ministre de la justice, de la sécurité intérieure et des relations avec la diaspora, de sonder les autres partis, et de réfléchir à la rédaction d'une Constitution, base, estime-t-il, de « tout Etat moderne ». La nouvelle Constitution, espère M. Barak, pourrait être ratifiée dans un délai d'un an.

Israël n'a pas, à proprement parler, de Constitution écrite mais, votées au fil des ans, possède onze lois, dites « fondamentales », qui en tiennent lieu. Lors de la fondation de l'Etat juif, en 1948, il était bien question de rédiger une Constitution, mais le premier ministre d'alors, David Ben Gourion, s'aperçut rapidement que les partis religieux, dont il avait besoin pour

maintenir la stabilité de sa coalition, s'y opposeraient farouchement. Pour les plus religieux d'entre eux, la Constitution d'un Etat juif ne pouvait être que la Thora ; pour les autres, il n'était pas question qu'une Cour suprême puisse vérifier, et éventuellement censurer, la constitutionnalité des lois à caractère religieux, notamment celles régissant les mariages et les enterrements, monopoles rabbiniques qui

que grandir. En février 1999, un front uni de tous les partis et groupes religieux avait fait descendre dans la rue plusieurs dizaines de milliers de personnes venues protester contre l'« interventionnisme » de la Cour suprême dans le domaine, notamment, de la conversion.

Ehoud Barak ne s'est pas étendu outre mesure sur les réformes qu'il comptait introduire, évoquant seu-

Ehoud Barak, sous la menace permanente d'un vote de censure qui peut le faire tomber, n'a aujourd'hui d'autre liberté que de prendre de vitesse son opposition, en choisissant à son meilleur profit la date d'élections anticipées désormais inéluctables. L'étendard du combat constitutionnel qu'il vient de lever semble faire partie de cette démarche, premier appel pour rassembler ses troupes sensiblement débasées, entre autres, par les promesses non tenues concernant... le combat contre les religieux.

MANŒUVRES TACTIQUES

En 1999, Ehoud Barak avait en effet fait campagne en s'engageant à affecter à l'école publique les subventions versées aux yeshivas, et à envoyer au service militaire les étudiants en théologie qui en sont dispensés. Le discours antireligieux avait reçu un large écho parmi une population majoritairement hostile à la « dictature » des partis ultraorthodoxes. Les Israéliens d'origine russe y avaient été particulièrement sensibles. Mais aussitôt élu, Ehoud Barak, convaincu qu'aucun accord de paix n'était possible sans l'aide des partis religieux, avait embarqué dans sa coalition le Shass, le Parti unifié de la Thora et le Parti national religieux. Après des mois de guérilla, ces derniers, opposés au processus de paix tel que l'envisage Ehoud Barak, l'ont finalement abandonné, incitant le premier ministre à revenir à ses premières pensées.

Suffriron-elles à rassembler autour de lui les laïcs aujourd'hui dispersés entre plusieurs partis ? Récurrente, l'exaspération antireligieuse est sensible dans le pays après les tergiversations du Shass et les discours surprenants de son chef, le rabbin Ovadia Yossef, concernant la Shoah et les Arabes (*Le Monde* du 8 août). Mais les manœuvres tactiques d'un premier ministre, qui n'arrive toujours pas à obtenir des Palestiniens l'accord de paix dont il rêve, semblent parfois bien grossières pour ne pas apparaître pour ce qu'elles sont, limitant d'autant leur pouvoir de séduction.

Georges Marion

Abdallah II de Jordanie doit rencontrer MM. Arafat et Barak

Soucieux de contribuer à un accord de paix israélo-palestinien, le roi Abdallah II de Jordanie doit rencontrer séparément, mardi 22 août, à Ramallah (Cisjordanie) et Tel-Aviv, le président palestinien Yasser Arafat et le premier ministre israélien Ehoud Barak. Selon une source jordanaïenne officielle, les entretiens porteront sur « les efforts déployés pour surmonter les obstacles entravant le processus de paix et rapprocher les vues des parties israélienne et palestinienne de manière à ouvrir la voie à un accord de paix définitif ».

Depuis l'échec du sommet israélo-palestinien de Camp David, la Jordanie a réaffirmé à maintes reprises son rejet de la souveraineté israélienne sur Jérusalem-Est, occupée et annexée par l'Etat hébreu et son soutien aux droits palestiniens sur la ville sainte. - (AFP)

ne peuvent être discutés que par les rabbins.

Prudemment, David Ben Gourion renvoya l'affaire à des temps meilleurs. Ces derniers ne sont manifestement jamais advenus, puisque tous les premiers ministres successifs se sont, comme lui, et pour les mêmes raisons, heurtés à l'opposition des religieux, dès qu'il est question de Constitution ou même de la Cour suprême, dont l'activité fait l'objet de leur hostilité soutenue. Au cours des dernières années, cette opposition n'a fait

lement la question du mariage civil, l'« égalité » (dont il n'a pas précisé la portée) et « une réforme de l'enseignement donnant les mêmes outils indispensables à tous les enfants ». Son entourage estime qu'il s'agit de rendre obligatoire l'enseignement des mathématiques, de l'anglais et de l'instruction civique. La mesure vise essentiellement les écoles religieuses, subventionnées par l'Etat, souvent accusées de ne former que des chômeurs sans qualification professionnelle.

Les projets du premier ministre ont aussitôt suscité l'opposition des dirigeants des formations religieuses qui, tel Eli Yshai, secrétaire général du parti ultraorthodoxe sépharade Shass, l'accusent de « diviser le peuple » et de chercher à provoquer une « guerre des cultures ». Le Likoud, par la voix d'Ariel Sharon, estime qu'Ehoud Barak, « paniqué », est en train de se livrer à une manœuvre électorale.

L'accusation est loin d'être infondée. Minoritaire à la Knesset, où il est incapable de faire voter le moindre texte, et encore moins de faire ratifier une Constitution,

La Haute-Marne et la Lorraine touchées par les intempéries

L'orage a provoqué d'importants dégâts matériels

UNE MINI-TORNADE a provoqué, dimanche 20 août au soir, d'importants dégâts matériels en Haute-Marne (en particulier dans les agglomérations de Montir-en-Der, Chevillon, Bayard et Wassy) et en Lorraine, emportant 80 % des toits à Malancourt et Nouillenpont (Meuse). L'orage, accompagné de rafales de vent pouvant aller jusqu'à 120km/h, n'a fait ni blessé ni victime. De nombreuses routes ont été coupées par des arbres et des lignes électriques jetés à terre. Le village meusien de Malancourt, qui compte environ 150 habitants, a été privé dans la soirée d'électricité et de téléphone après le passage vers 20 h 30 de ce violent orage.

En Meurthe-et-Moselle, les secouristes de Piennes, Briey, Homécourt et Villerupt ont également été sinistrés, et en Moselle, de nombreux arbres ont été couchés, de nombreuses voitures poussées dans les fossés. Les automobilistes ont été contraints de rouler à 20 km/h sur l'autoroute A 31 entre Metz et Luxembourg. Dans la Vienne, deux villages ont été dévastés par une violente chute de grêlons de la taille d'œufs de pigeon. Des voitures ont été cabossées, des pare-brises cassés et des toitures endommagées par la grêle à Bois-Joubert, près de Paizay-Le-Sec, et à Le Guet, dans la commune de Chauvigny, mais on ne déplore aucun blessé. Les cultures de fleurs et légumes ont été saccagées par les grêlons.

Par ailleurs, à Poitiers (Vienne), dimanche matin, une voiture de police qui patrouillait a été atteinte par la foudre : deux policiers ont été commotionnés et transportés au CHU de la ville. Leurs jours ne sont pas en danger.

Dimanche après-midi, la mairie de Paris avait décidé de fermer l'ensemble des jardins municipaux et des cimetières, après une alerte de Météo France qui prévoyait de violents orages en Ile-de-France, dans le centre, dans le nord-est et le centre-est. Lundi matin 21 août, un ciel chaotique devait encore apporter des ondées et parfois des orages des Pyrénées au Massif central et au nord des Alpes, et

jusqu'à la Bourgogne, la Franche-Comté, l'Alsace et le plateau lorrain. En cours de journée, la tendance orageuse devait se renforcer du sud-ouest au Massif central, et le tonnerre devait gronder jusqu'en Languedoc. En soirée, les orages devaient se multiplier sur l'est du Massif central, sur la région Rhône-Alpes et jusqu'en Côte d'Or, Franche-Comté et Alsace. Les cumuls de précipitations devaient

La foudre tue un promeneur à Paris

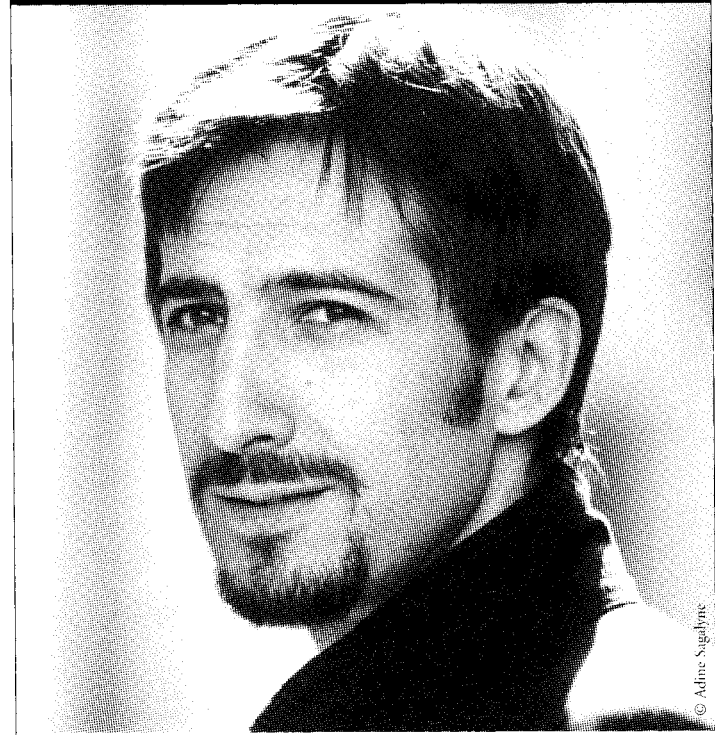
Un promeneur a été tué par la foudre, dimanche 20 août dans l'après-midi, au jardin des Tuilleries, dans le centre de Paris. Selon un témoin, la foudre a d'abord frappé les grilles avant de toucher un jeune homme âgé de vingt-quatre ans, sous les yeux des touristes qui débambulaient dans le parc. Surpris par la violence de l'orage, la victime a été foudroyée avant d'avoir le temps de se mettre à l'abri. Les sapeurs-pompiers ont trouvé le jeune homme grièvement brûlé, en état de mort apparente. Malgré leurs efforts, ils n'ont pas réussi à le ranimer. Les secours ont retrouvé un téléphone portable à proximité de la victime, sans que l'on sache si son utilisation sous l'orage est à l'origine du drame.

Les décès dus à la foudre sont exceptionnels à Paris, en raison de la densité urbaine et du très grand nombre de paratonnerres déployés sur les toits de la capitale. « Les précédents sont très rares », souligne-t-on au bureau d'information des sapeurs-pompiers de Paris.

être localement importants du Jura au nord des Alpes.

Dès mardi, assurent les ingénieurs de Météo France, et pour toute la semaine, les intempéries devraient laisser place à un temps estival sur toute la France - à l'exception de pluies orageuses sur la Bretagne.

Emmanuel Adely Jeanne, Jeanne, Jeanne



Rentrée littéraire
Stock

1 500 hectares de forêt ravagés par le feu en Ardèche

L'INCENDIE qui a ravagé quelque 1 500 hectares de forêts dans le nord-ouest du département de l'Ardèche, près d'Annonay, paraissait maîtrisé, lundi 21 août dans la matinée. Le feu, qui a pris dans la nuit de samedi 19 à dimanche 20 août pour une raison indéterminée, s'est étendu dans une région montagneuse et difficile d'accès, sur dix kilomètres en direction du nord et sur une largeur de cinq kilomètres. Trois cents militaires ont été appelés pour surveiller l'évolution de l'incendie et prêter main forte au millier de pompiers déjà mobilisés. Les secours ont contenu les flammes qui menaçaient des zones d'habitation, notamment dans le hameau des Seux, sur la commune de Bouliou-lès-Annonay. Une enquête judiciaire a été ouverte pour tenter de déterminer les causes de l'incendie.

M. Gayssot approuve les modalités du pompage de finition de l'« Erika »

LE MINISTRE de l'équipement et des transports, Jean-Claude Gayssot, vient d'approuver les critères de fin de pompage de finition des épaves de l'Erika, échoué depuis le 12 décembre 1999, aux larges des côtes bretonnes. Environ 596 tonnes de fioul lourd ont été récupérées depuis le démarrage du pompage de finition. Elles s'ajoutent aux 10 080 tonnes de fioul lourd extraites lors du pompage principal. Le pompage de finition consiste, dans les zones non détériorées du pétrolier, à injecter un fluidifiant - de l'ester méthylique de colza (EMC) - pour déplacer le fioul restant et permettre son extraction. L'EMC est ensuite pompé jusqu'à ce que l'opération ne permette plus de récolter que de l'eau de mer. Le critère d'acceptation de fin de pompage approuvé par le ministère est un pourcentage maximal et stable de 3 % d'EMC dans l'eau de mer extraite à fort débit.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : trois adolescents ont été interpellés après la mort d'un de leurs amis, vendredi 18 août, à Besançon (Doubs), tué alors qu'ils jouaient dans sa chambre avec des armes à feu. L'auteur du coup de feu, âgé de dix-sept ans, a été mis en examen pour « coup mortel » et écroué. Les deux autres jeunes devaient être mis en examen pour « modification de l'état des lieux d'un crime et soustraction de preuves ». Paniqués par la mort de leur camarade, ils avaient sorti le corps et l'avaient abandonné sur un trottoir avant de dissimuler l'arme (*Le Monde* daté 20-21 août).

■ **BANLIEUE** : trois policiers ont été légèrement blessés par des pierres lancées par une quinzaine de jeunes, vendredi 18 août, dans le quartier de La Renovation à Ris-Orangis (Essonne). Les policiers s'étaient rendus sur place dans l'après-midi pour effectuer un contrôle, des riverains s'étant plaints qu'un groupe de jeunes faisait du tapage. Ils ont alors été pris à partie par ces jeunes. Cinq personnes ont été interpellées.

3 600 foyers privés d'électricité après une tornade dans l'Essonne

CLAUDE ET JANINE devaient signer jeudi 24 août l'acte de vente de leur maison, mais tout est fichu. Les acheteurs ne voudront sûrement pas d'un pavillon sans toit, avec une chambre traversée par un platane et une cheminée de la toiture effondrée au milieu du salon. Abattu, Claude n'en revient toujours pas : « Voilà comment, en cinq minutes, le destin change les choses ! » La violence de la tornade survenue en Essonne vers une heure dans la nuit du vendredi 18 au samedi 19 août a été pire que celle de la tempête de décembre 1999.

Tout s'est passé en cinq minutes à peine. D'énormes rafales de vent associées à une pluie diluvienne ont suivi un couloir étroit dans l'Essonne. Faisant quelques dégâts à Palaiseau, Breuilleville, Arpajon, Sainte-Geneviève-des-Bois, Viry-Châtillon puis Grigny, la tornade s'est déchaînée dans le nord-est du département. Un phénomène étrange et plutôt rare en région parisienne, qui a surpris les habitants par sa violence et sa brièveté. Seule dans sa maison située sur les hauteurs de Yerres, Janine observait par une lucarne la force du vent : « C'était comme une tornade en Amérique, tout était noir, plombé. J'ai vu la toiture de l'école s'envoler comme un parapente. D'un coup, la violence du vent m'a fichue par terre dans l'escalier, c'était comme une bombe qui explose. » Quelques minutes plus tard, la toiture et le jardin sont couverts de débris, de bois, de plaques de placo-plâtre.

Dans les rues de Yerres et Brunoy, les chaussées sont couvertes

de feuillages, d'arbres abattus, de fils électriques arrachés. Les voitures passent sur les trottoirs pour contourner les troncs d'arbre. Sur les toits, les antennes de télévision sont pliées en deux et les tuiles cassées ne se comptent plus. Dans une résidence de Brunoy, dix-sept voitures sont broyées comme après le choc d'un carambolage. Le centre de secours de Brunoy dénombrerait plus de 1 000 demandes d'intervention. 3 600 foyers, dans le secteur du Val-d'Yerres, étaient privés, samedi, d'électricité. Le courant était pratiquement rétabli lundi matin.

« LE CIEL SUR LA TÊTE ! »

Dans le hall de la mairie de Yerres, un couple attend un relogement. Locataires d'un appartement au dernier étage d'un immeuble, ils ont cru « que le ciel [leur] tombait sur la tête ». Le plafond en placo-plâtre de leur salon s'est écroulé et la pluie tombe dans la salle de séjour. Dans la chambre, l'eau coule par le conduit électrique. « Deux fois, ça fait beaucoup ! », se lamente Jean, qui avait déjà subi des dégâts lors de la tempête de décembre 1999. Fortement éprouvé, ce couple de soixante-dix ans trouve finalement refuge à l'hôtel, avant de déménager définitivement pour ne pas revivre une telle « peur panique ».

L'état de catastrophe naturelle a été demandé par Laurent Bétéille, conseiller général et maire de Brunoy, et Nicolas Dupont-Aignan, député et maire de Yerres.

Anne Rohou